



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024

Assemblée nationale

Constitution du 4 octobre 1958

Dix-septième législature

Enregistré à la présidence

de l'Assemblée nationale

le 6 novembre 2024

n° 538



2024

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024

renvoyé à la Commission des finances,
de l'économie générale et du contrôle budgétaire

présenté au nom de Monsieur Michel BARNIER
Premier ministre

par

M. Antoine ARMAND
Ministre de l'économie, des finances
et de l'industrie

et par

M. Laurent SAINT-MARTIN
Ministre auprès du Premier ministre,
chargé du budget et des comptes publics

Sommaire

Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire et exposé général des motifs	7
Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire	9
Exposé général des motifs	10
Articles du projet de loi avec exposé des motifs	17
ARTICLE liminaire : Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2024	19
PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER	21
TITRE IER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES	21
ARTICLE 1 : Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers	21
ARTICLE 2 : Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers "Avances à l'audiovisuel public" au titre de l'année 2024	22
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES	23
ARTICLE 3 : Équilibre général du budget et trésorerie	23
SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES	26
TITRE IER : AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2024 - CRÉDITS DES MISSIONS	26
ARTICLE 4 : Budget général : ouvertures et annulations de crédits	26
ARTICLE 5 : Budgets annexes : ouverture et annulations de crédits	27
ARTICLE 6 : Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits	28
États législatifs annexés	31
Etat A - Voies et moyens pour 2024 révisés :	32
Etat B - Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général :	44
Etat C - Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des budgets annexes :	52
Etat D - Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des comptes spéciaux :	53
Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi	55
I. Budget général : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état B	56
II. Budgets annexes : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état C	123
III. Comptes spéciaux : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état D	126
Tableau récapitulatif des textes réglementaires pris en vertu de la LOLF et relatifs aux crédits de l'année en cours	135
Arrêtés pris en application de l'article 11 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Répartition de crédits	137
Décrets pris en application de l'article 11 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Dépenses accidentelles	138
Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Transferts de crédits	139

Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Virements de crédits	146
Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations	151
Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations de fonds de concours et d'attributions de produits	156

Tableaux récapitulatifs des crédits consommés et disponibles à l'échelle de chaque programme du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux **157**

Budget général	159
Budgets annexes	169
Comptes d'affectation spéciale	169
Comptes de concours financiers	171
Comptes spéciaux non dotés de crédits	174

Évaluations préalables **175**

ARTICLE 1 : Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers	177
ARTICLE 2 : Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers "Avances à l'audiovisuel public" au titre de l'année 2024	181

Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire et exposé général des motifs

Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire

Aux termes de l'article 53 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, les projets de loi de finances de fin de gestion comportent un rapport présentant les évolutions de la situation économique et budgétaire justifiant les dispositions qu'ils comportent.

Le scénario macroéconomique sous-jacent au PLFG 2024 n'est pas modifié par rapport à celui sous-jacent au projet de loi de finances pour 2025, qui retient une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,1 % pour l'année 2024. Les informations nouvelles depuis la finalisation du projet de loi de finances pour 2025 sont cohérentes avec le scénario macroéconomique pour 2024 retenu pour le projet de loi de finances.

Fortement soutenue par le commerce extérieur et la demande publique au 1^{er} semestre, l'activité bénéficierait au second semestre d'une accélération de la consommation, dans le sillage de la baisse de l'inflation. Au troisième trimestre, la consommation des ménages progresse de +0,5 % et la croissance de l'activité s'élève à +0,4 %, en partie grâce à l'effet économique et comptable des Jeux olympiques et paralympiques de Paris.

Compte tenu d'un acquis au 3^e trimestre s'établissant à +1,1 %, **la croissance attendue est donc cohérente avec une progression du PIB de 1,1 % sur l'ensemble de 2024.**

La croissance prévue par le Gouvernement est identique à celle des autres prévisions : l'OCDE et la Banque de France en septembre, ainsi que le FMI, l'Insee, l'OFCE et les *Consensus Forecasts* en octobre prévoient une croissance de 1,1 % en 2024.

L'inflation reste également prévue à +2,1 % en moyenne annuelle 2024. La baisse sensible de l'inflation observée en septembre doit être mise en perspective au regard du risque d'une hausse des prix du pétrole compte tenu d'une aggravation des tensions géopolitiques au Proche et au Moyen Orient, et du possible impact, sur les prix des services, de la hausse du SMIC au 1^{er} novembre. À cet égard, le solde d'opinion de l'Insee relatifs aux prix futurs dans le secteur des services remonte nettement en octobre et retrouve son niveau du printemps 2024.

Exposé général des motifs

Ce projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) présente l'actualisation des prévisions de finances publiques, sur l'ensemble des administrations publiques et sur le périmètre du budget de l'État.

La prévision de déficit public s'établit à -6,1 %, inchangée par rapport au révisé 2024 du projet de loi de finances (PLF) pour 2025.

Ce texte procède aux ajustements de crédits indispensables à la fin de gestion 2024, pour financer notamment les dépenses liées à la Nouvelle-Calédonie, au soutien à l'Ukraine et certaines aides et prestations sociales (allocation aux adultes handicapés, bourses sur critères sociaux pour les étudiants, etc.) tout en limitant la dépense de l'État au strict nécessaire. L'exécution des dépenses est maîtrisée sur le budget de l'État avec une prévision d'exécution 6 Md€ en dessous du niveau prévu dans le budget initial pour 2024.

I. Les lois de finances de fin de gestion, une catégorie de lois de finances créée à la suite de la révision organique de 2021

Le projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) pour 2024 met en œuvre la nouvelle catégorie de lois de finances entrée en vigueur en 2023, en application de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 portant réforme de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

Conformément aux travaux parlementaires de la révision organique, la LFG est un texte circonscrit, présentant les ajustements de crédits indispensables à la fin de gestion de l'année et ne comportant notamment pas de dispositions fiscales. Cette nouvelle catégorie de loi de finances est un outil de bonne gestion des finances publiques, dans la mesure où elle se distingue ainsi plus clairement de la loi de finances de l'année, qui définit quant à elle les orientations budgétaires et fiscales du Gouvernement adoptées par le Parlement. Cette nouvelle catégorie de loi de finances permet de reconnaître et de pérenniser la pratique suivie depuis 2018 d'un collectif budgétaire de fin d'année limité aux seules opérations de fin de gestion, sans recours à un décret d'avance de fin d'année. **Ces modalités s'inscrivent dans l'esprit initial de la LOLF de renforcement de la sincérité des lois de finances de l'année**, en recentrant la loi de fin de gestion sur la régulation des crédits budgétaires.

Comme les lois de finances de l'année et rectificatives, les LFG sont composées d'une première partie et d'une seconde partie, précédées d'un article liminaire (en application de l'article 1 H de la LOLF). Elles comportent un article d'équilibre, les ouvertures et annulations de crédits proposées aux plafonds de dépenses, les plafonds d'autorisation des emplois rémunérés de l'État et de ses opérateurs en cas d'ajustement, et, le cas échéant, la ratification des modifications apportées par décrets d'avance à la loi de finances.

L'article 35 de la LOLF restreint le domaine des LFG aux modifications facultatives suivantes :

- l'autorisation de perception des ressources publiques ;
- les affectations de recettes au sein du budget de l'État ;
- l'institution et l'évaluation des prélèvements sur les recettes de l'État ;
- l'évaluation des recettes budgétaires ;
- les dispositions ayant une incidence sur les dépenses budgétaires de l'année de la LFG ;
- les dispositions modifiant l'affectation d'impositions de toutes natures en cours d'année ;
- les garanties d'État ;

- les prises en charge de la dette de tiers ;
- les autorisations relatives aux emprunts et à la trésorerie de l'État et l'évaluation des ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier ;
- et les modalités d'utilisation des éventuels surplus fiscaux.

En vertu de l'article 35 de la LOLF, les LFG n'intègrent pas de dispositions fiscales, autres que celles rappelées *supra*, de dispositions ayant une incidence budgétaire sur l'année en cours et les années ultérieures, définissant les modalités de répartition des concours de l'État aux collectivités territoriales ou des recettes fiscales qui leur sont affectées, approuvant les conventions financières, relatives à l'information et au contrôle du Parlement sur la gestion des finances publiques, à la comptabilité publique, ou autorisant le transfert de données fiscales.

Le dépôt d'une LFG contribue à la clarté du débat parlementaire en matière de lois financières : la LFG se concentre sur les dispositions permettant la bonne mise en œuvre de la fin de gestion, sans intégrer les dispositions nouvelles qui relèvent du projet de loi de finances pour 2025 examiné concomitamment par le Parlement.

II. La prévision de solde public pour 2024 s'établit à -6,1 % du PIB, inchangée par rapport au révisé 2024 du PLF 2025

La prévision de solde public pour 2024 sous-jacente au projet de loi de finances de fin de gestion pour l'année 2024 (PLFG) tient compte des dernières informations en recettes et en dépense depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2025 (PLF 2025). Les hypothèses macroéconomiques sont inchangées par rapport au révisé du PLF 2025 : une croissance de l'activité de +1,1 % en volume reste anticipée pour 2024.

Le solde public pour 2024 reste prévu à - 6,1 % du PIB, comme ce qui était inscrit dans l'article liminaire du PLF 2025 ainsi que dans le Plan budgétaire et structurel de moyen terme (PSMT). De même, la prévision de solde structurel 2024 demeure inchangée par rapport au PLF 2025 et au PSMT 2025-2029, soit un niveau de -5,7 % du PIB potentiel.

Par rapport au PLF 2025, les prélèvements obligatoires augmentent légèrement du fait de la prise en compte de l'intégration de la prime de partage de la valeur dans le calcul des allègements généraux. Parallèlement, la prise en compte des remontées comptables les plus récentes conduit à des mouvements de faible ampleur sur les prévisions de recettes qui se compensent globalement.

Le schéma de fin de gestion s'agissant des dépenses de l'État s'établit 6 Md€ en deçà du niveau prévu en loi de finances initiale (LFI) pour 2024 ; il induit une légère amélioration en comptabilité nationale sur le solde de l'ensemble des administrations publiques.

Concernant les administrations de sécurité sociale, la prévision d'exécution des dépenses sous ONDAM pour 2024 est inchangée par rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS).

Enfin, les dernières remontées comptables relatives au secteur local n'impliquent pas de révision de la prévision 2024 sous-jacente au PLF 2025 pour les dépenses de ce secteur.

L'écart à la prévision de déficit public de la loi de finances initiale, qui s'élevait à -4,4 %, s'explique principalement par la révision des recettes de prélèvements obligatoires, à hauteur de 42 Md€, dont environ la moitié provient d'un point de départ plus dégradé que prévu du fait de l'exécution 2023.

III. L'évolution des recettes et du solde budgétaire de l'État

1. Le solde de l'État s'établit à -163 Md€, en amélioration par rapport au révisé 2024 du PLF 2025

En Md€	Exécution 2023	LFI 2024	Révisé 2024 PLF 2025	PLFG 2024 Déficit	Écart PLFG / LFI	Écart PLFG / Révisé
SOLDE ÉTAT - HORS FMI	-173,0	-146,9	-166,6	-163,2	-16,3	3,4
DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL ET PSR	516,2	512,5	507,2	505,7	-6,8	-1,5
DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL	448,1	445,8	440,1	438,5	-7,4	-1,6
PRÉLÈVEMENTS SUR RECETTES	68,1	66,7	67,2	67,2	0,6	0,0
<i>Prélèvement au profit des collectivités territoriales</i>	44,3	45,1	44,9	44,9	-0,1	0,0
<i>Prélèvement au profit de l'Union européenne</i>	23,9	21,6	22,3	22,3	0,7	0,0
RECETTES FISCALES NETTES	322,9	348,5	322,5	324,1	-24,3	1,6
RECETTES NON FISCALES	25,1	22,7	23,4	23,7	1,0	0,3
SOLDE COMPTES SPECIAUX - HORS FMI	-5,1	-5,7	-5,4	-5,6	0,1	-0,2
SOLDE BUDGETS ANNEXES	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1

En dépit d'un pilotage étroit et continu de la dépense sur l'ensemble de l'année pour faire face aux révisions à la baisse subie en recettes, le solde budgétaire s'établirait à - 163,2 Md€ en 2024, soit une baisse de -16,3 Md€ par rapport aux prévisions de la LFI. Cette évolution défavorable s'explique principalement par la dégradation de l'environnement macroéconomique et ses répercussions sur les recettes fiscales de l'État, notamment l'impôt sur les sociétés. Néanmoins, la mise en place de mesures fortes de freinage de la dépense sur l'État (annulation de 10 Md€ dès le mois de février ; doublement de la réserve de précaution, portée à 16 Md€) ont permis d'atténuer la détérioration du solde en gestion.

2. Les recettes de l'État

Recettes de l'État PLFG 2024						
En Md€	Exécution 2023	LFI 2024	Révisé 2024 PLF 2025	PLFG 2024 Déficit	Écart PLFG / LFI	Écart PLFG / Révisé
RECETTES DE L'ÉTAT	348,0	371,2	345,9	347,8	-23,3	2,0
RECETTES FISCALES NETTES	322,9	348,5	322,5	324,1	-24,3	1,6
Impôt sur le revenu	88,6	93,4	88,1	88,1	-5,3	0,0
Impôt sur les sociétés	56,8	72,0	57,7	57,7	-14,3	0,0
TICPE	16,8	15,4	15,5	15,9	0,5	0,4
Taxe sur la valeur ajoutée	95,2	100,8	96,1	97,0	-3,8	1,0
Autres recettes fiscales nettes	65,5	66,9	65,1	65,4	-1,5	0,3
RECETTES NON FISCALES	25,1	22,7	23,4	23,7	1,0	0,3
Dividendes et recettes assimilées	3,9	3,2	4,7	4,9	1,8	0,2
Produits du domaine de l'État	1,2	1,7	1,6	1,6	-0,2	0,0
Produits de la vente de biens et services	3,1	3,5	2,6	2,5	-1,0	-0,1
Remboursements et intérêts des prêts, avances etc.	0,7	1,2	1,2	1,2	0,0	0,0
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2,2	2,9	2,7	2,7	-0,2	0,0
Divers	14,0	10,2	10,6	10,8	0,6	0,2

Les prévisions de recettes fiscales nettes pour 2024 sont révisées à la baisse à hauteur de -24,3 Md€ par rapport à la prévision de la loi de finances initiale. Cette révision s'appuie notamment sur les analyses des recouvrements constatés en fin d'année 2023 et des dernières remontées comptables et extracomptables 2024 à date, ainsi que sur la révision des hypothèses macroéconomiques sous-jacentes à la LFI pour 2024.

Elle se compose principalement des mises à jour suivantes :

- Les recettes d'impôt sur le revenu (IR) net seraient en moins-value de -5,3 Md€ par rapport à la prévision initiale et atteindraient 88,1 Md€. Cette évolution s'expliquerait, d'une part, par la baisse du solde et des autres composantes (-2,7 Md€) du fait de revenus réels en diminution en 2023 et de plus-values mobilières moins allantes que prévu, et d'autre part, par un moindre dynamisme du prélèvement à la source (-2,6 Md€) ;
- Les recettes d'impôt sur les sociétés (IS) net seraient en moins-value de -14,3 Md€ par rapport à la prévision de la loi de finances initiale pour atteindre 57,7 Md€, principalement en raison de la révision à la baisse de la prévision de croissance du bénéfice fiscal 2023 (de +14 % à +1 %) et 2024 (de +4 % à -1,9 %) ;
- La part État des recettes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) nette serait en moins-value de -3,8 Md€ par rapport à la prévision initiale et atteindrait 97,0 Md€. Cette évolution résulterait essentiellement de la reprise en base des moindres recettes de TVA de 2023, de la moindre croissance des emplois taxables en raison d'une composition de la croissance de l'activité moins favorable aux recettes de TVA et de la prise en compte des dernières remontées comptables disponibles sur 2024, notamment en ce qui concerne le rythme de traitement des remboursements de crédits de TVA aux entreprises ;
- Les autres recettes fiscales nettes seraient en moins-value de -1,5 Md€ par rapport à la loi de finances initiale et atteindraient 65,4 Md€. Celle-ci résulterait principalement d'une hausse des dépenses de

remboursements et dégrèvements (+2,3 Md€), notamment les admissions en non-valeurs d'impôts d'État (+1,0 Md€), que la croissance des recettes brutes (+0,8 Md€) ne peut compenser.

Les prévisions de recettes non fiscales pour 2024 sont révisées à la hausse à hauteur de +1,0 Md€ par rapport à la prévision de la LFI pour 2024.

Cette amélioration tient principalement à la plus-value des dividendes et recettes assimilées (+1,8 Md€) en raison, d'une part, de l'augmentation des produits des participations de l'État dans des entreprises non financières (+0,9 Md€) et, d'autre part, de la hausse des autres dividendes et recettes assimilées (+1,0 Md€), principalement du fait du versement de l'excédent du fonds de réserve des retraites des agents de la Banque de France (+0,8 Md€). À l'inverse, les produits de la vente de biens et services sont en baisse (-1,0 Md€), notamment en raison de moindres recettes issues de la mise aux enchères des quotas carbone (-0,8 Md€).

3. Le solde des comptes spéciaux

Solde des comptes spéciaux et des budgets annexes PLFG 2024

En Md€	Exécution 2023	LFI 2024	Révisé 2024 PLF 2025	PLFG 2024 Déficit	Écart PLFG / LFI	Écart PLFG / Révisé
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX	-5,1	-5,7	-5,4	-5,6	0,1	-0,2
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	-3,3	-2,5	-5,3	-4,9	-2,4	0,4
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
Développement agricole et rural	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Participations financières de l'État	-2,4	0,0	-1,8	-1,5	-1,5	0,4
Pensions	-1,1	-2,5	-3,5	-3,5	-1,0	0,1
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS	-2,1	-3,2	-0,3	-0,8	2,4	-0,6
Prêts et avances à divers services de l'État	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1
Avances à l'audiovisuel public	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances aux collectivités territoriales	-3,6	-2,4	0,5	0,2	2,6	-0,3
Prêts à des États étrangers	1,1	-0,7	-0,4	-0,7	0,0	-0,3
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0,0	-0,4	-0,6	-0,7	-0,3	0,0
COMPTES DE COMMERCE	0,3	-0,2	0,0	0,0	0,2	0,0
COMPTES D'OPÉRATIONS MONÉTAIRES	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0

SOLDE DES BUDGETS ANNEXES	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Contrôle et exploitation aériens	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Publications officielles et information administrative	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

En 2024, le solde des comptes spéciaux s'établirait à -5,6 Md€, en amélioration de +0,1 Md€ par rapport à la LFI pour 2024.

IV. Le présent projet de loi de finances de fin de gestion confirme la maîtrise et le pilotage de l'exécution sur le périmètre des dépenses de l'État, en baisse de 6 Md€ par rapport à la LFI

1. Évolution du périmètre des dépenses de l'État (PDE)

L'exécution de la dépense sur le PDE est prévue à 486 Md€, en baisse de près de 6 Md€ par rapport à la LFI 2024 (492 Md€).

Dépenses de l'État en crédits de paiement (en Md€)	Exécution 2023	LFI 2024	Révisé 2024 PLF 2025	PLFG 2024 Déficit	Écart PLFG / LFI
	CP - Niveau	CP - Niveau	CP - Niveau	CP - Niveau	CP - Niveau
Total périmètre des dépenses de l'État	489,1	491,9	488,1	486,4	-6
Crédits budgétaires des ministères	335,8	335,0	330,9	329,1	-5,9
Taxes et recettes affectées	20,5	21,9	21,4	21,5	-0,4
Budgets annexes et comptes spéciaux	70,7	74,3	74,6	74,5	+0,2
Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales	44,3	45,1	44,9	44,9	-0,1
Prélèvements sur recettes au profit de l'Union européenne	23,9	21,6	22,3	22,3	+0,7
Retraitements des flux internes à l'État, dont not. T3 CAS	-6,0	-6,0	-6,0	-6,0	-

N.B : les chiffres présentés ci-dessus sont en format courant

En exécution, la maîtrise du solde de l'État a nécessité, en réaction à la dégradation constatée sur les recettes, l'adoption de mesures exceptionnelles en cours de gestion sur le périmètre des dépenses de l'État :

- pour assurer le respect de la trajectoire des finances publiques, 10 Md€ de crédits ont été annulés par décret dès février 2024 ;
- des mesures complémentaires d'économie ont été engagées en cours de gestion :
 - des plafonds d'exécution ont été notifiés aux ministères en juillet 2024 sur chacun de leur périmètre ;

- afin d'en assurer le respect, un surgel a été mis en œuvre dès juillet, portant la réserve de précaution à plus de 16 Md€ de CP.

En schéma de crédits, le présent PLFG ouvre +4,2 Md€ de crédits sur le périmètre des dépenses de l'État (PDE) pour financer des dépenses liées à des aléas en gestion notamment la prise en charge des soutiens à la Nouvelle-Calédonie (1 Md€ de dépenses prévisionnelles au titre de la Nouvelle-Calédonie en 2024), le coût des élections législatives anticipées ainsi que les Jeux olympiques et paralympiques.

Ces ouvertures sont plus que compensées par l'annulation de -5,6 Md€ de crédits de paiement sur le même périmètre. Ces annulations de crédits complètent celles intervenues en cours de gestion à hauteur de -9,4 Md€ de crédits de paiement sur ce périmètre via le décret n° 2024-124 du 21 février 2024 portant annulation de crédits.

2. Ouvertures de crédits

Le PLFG ouvre des crédits principalement pour financer des aléas en gestion, à savoir notamment les Jeux olympiques et paralympiques de Paris, les destructions en Nouvelle-Calédonie, la dynamique de certaines prestations sociales et les élections législatives anticipées. Des ouvertures nettes sont ainsi prévues sur plusieurs périmètres ministériels.

Ainsi, le PLFG prévoit en premier lieu +0,9 Md€ d'ouvertures nettes de crédits de paiement sur la mission « Sécurités » notamment pour faire face aux surcoûts liés à la mobilisation des forces de sécurités dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de Paris et prendre en charge les missions de renfort en Nouvelle-Calédonie.

S'agissant du ministère des armées, +0,3 Md€ d'ouvertures nettes de crédits de paiement sont prévues et permettent notamment de prendre en compte les besoins relatifs aux OPEX, aux dépenses de soutien à l'Ukraine, aux missions intérieures, incluant notamment les dépenses de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques et aux missions de renfort en Nouvelle-Calédonie.

Concernant la mission « Enseignement scolaire » des ouvertures nettes de +0,2 Md€ de crédits de paiement sont prévues pour prendre en charge les dépenses de personnels.

Des ouvertures de crédits sont également prévues pour le financement de certaines aides et prestations sociales, comme l'allocation aux adultes handicapés (0,2 Md€) et les bourses sur critères sociaux (0,1 Md€).

Enfin, hors du champ du périmètre des dépenses de l'État (PDE), des ouvertures nettes sont proposées sur le programme 832 « Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie » pour un montant total de +0,2 Md€, afin de permettre de poursuivre le soutien financier à diverses structures en Nouvelle-Calédonie et le prolongement du dispositif de chômage partiel.

3. Annulations de crédits

Dans le champ du PDE, des annulations nettes interviennent à hauteur de 5,6 Md€, en s'appuyant sur les cibles d'exécution envoyées aux ministères et en mobilisant la réserve de précaution renforcée en cours d'année. Elles portent très majoritairement sur la réserve de précaution (à hauteur de 4,5 Md€).

Hors du champ du PDE, des annulations interviennent sur des crédits de comptes spéciaux, notamment sur le programme 821 « Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune » (-1,8 Md€), ainsi que sur les crédits du programme 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » (-0,5 Md€) au titre d'une révision technique liée à une moindre provision d'indexation sur l'inflation.

Articles du projet de loi avec exposé des motifs

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics ;

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi organique relative aux lois de finances ;

Décète :

Le présent projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024, délibéré en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté à l'Assemblée nationale par le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics, qui seront chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE liminaire**Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2024**

- (1) Les prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, les prévisions de solde par sous-secteur, la prévision, déclinée par sous-secteur d'administration publique, de l'objectif d'évolution en volume et la prévision en milliards d'euros courants des dépenses d'administrations publiques, les prévisions de prélèvements obligatoires, de dépenses et d'endettement de l'ensemble des administrations pour l'année 2024, les prévisions pour 2024 de ces mêmes agrégats de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, ainsi que les données d'exécution pour l'année 2023 s'établissent comme suit :

- (2) (En points de produit intérieur brut, sauf mention contraire)

	2023	2024	2024
Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2024			LPFP 2023-2027*
Ensemble des administrations publiques			
Solde structurel (1) (en points de PIB potentiel)	-5,1	-5,7	-3,7
Solde conjoncturel (2)	-0,3	-0,4	-0,6
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3) (en points de PIB potentiel)	-0,1	-0,1	-0,1
Solde effectif (1 + 2 + 3)	-5,5	-6,1	-4,4
Dette au sens de Maastricht	109,9	112,8	109,7
Taux de prélèvements obligatoires (y compris Union européenne, nets des crédits d'impôts)	43,2	42,8	44,1
Dépense publique (hors crédits d'impôts)	56,4	56,8	55,3
Dépense publique (hors crédits d'impôts, en milliard d'euros)	1591	1657	1622
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) ¹	-1,0	2,1	0,5
Principales dépenses d'investissement (en milliards d'euros) ²	25	30	30
Administrations publiques centrales			
Solde	-5,5	-5,4	-4,7
Dépense publique (hors crédits d'impôts, en milliards d'euros)	646	654	639
Évolution de la dépense publique en volume (en %) ³	-3,9	-0,7	-1,4
Administrations publiques locales			
Solde	-0,4	-0,7	-0,3
Dépense publique (hors crédits d'impôts, en milliards d'euros)	316	336	322

Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) ³	2,4	4,8	0,9
Administrations de sécurité sociale			
Solde	0,4	0,0	0,6
Dépense publique (hors crédits d'impôts, en milliards d'euros)	738	776	761
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) ³	-0,1	3,2	1,7

Les chiffres en comptabilité nationale relatifs au projet de loi de fin de gestion pour 2024 se réfèrent, pour 2023, au compte publié par l'Insee en comptabilité nationale en base 2020, et pour 2024, aux prévisions du Gouvernement dans la même base. Les prévisions relatives à la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 en comptabilité nationale, antérieures au changement de base des comptes nationaux français, étaient relatives à la base antérieure des comptes nationaux, la base 2014.

* Loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

¹A champ constant.

²Au sens de la loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027.

³A champ constant, hors transferts entre administrations publiques.

Exposé des motifs

La prévision de solde public pour 2024 sous-jacente au projet de loi de finances de fin de gestion pour l'année 2024 (PLFG) tient compte des dernières informations en recettes et en dépenses depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2025 (PLF 2025). Les hypothèses macroéconomiques sont inchangées par rapport au révisé du PLF 2025 : une croissance de l'activité de +1,1 % en volume reste anticipée pour 2024.

Le solde public pour 2024 reste prévu à -6,1 % du PIB, comme dans le PLF 2025 ainsi que dans le Plan budgétaire et structurel de moyen terme (PSMT).

De même, la prévision de solde structurel 2024 demeure inchangée par rapport au PLF 2025 et au PSMT 2025-2029, soit un niveau de -5,7 % du PIB potentiel.

Par rapport au PLF 2025, les prélèvements obligatoires augmentent légèrement du fait de l'intégration de la prime de partage de la valeur dans le calcul des allègements généraux. Parallèlement, la prise en compte des remontées comptables les plus récentes conduit à des mouvements de faible ampleur sur les prévisions de recettes qui se compensent globalement.

Le schéma de fin de gestion conduit à une exécution des dépenses de l'État inférieure de 6 Md€ au niveau prévu dans le budget initial pour 2024 et améliore légèrement en comptabilité nationale le solde de l'ensemble des administrations publiques.

Concernant les administrations de sécurité sociale, la prévision d'exécution des dépenses sous Ondam pour 2024 est inchangée par rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS).

Enfin, les dernières remontées comptables dans le secteur local ne remettent pas en cause la prévision 2024 sous-jacente au PLF 2025 pour les dépenses de ce secteur.

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE IER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE 1

Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers

- (1) L'article 156 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 est ainsi modifié :
- (2) I.- Le tableau constituant le deuxième alinéa est ainsi modifié :
- (3) 1° À la troisième ligne, le nombre : « 2 044 150 000 » est remplacé par le nombre : « 1 650 811 986 » ;
- (4) 2° À l'avant-dernière ligne, le nombre : « 136 500 000 » est remplacé par le nombre : « 145 600 000 ».
- (5) II.- Le tableau constituant le quatrième alinéa est ainsi modifié :
- (6) 1° À la deuxième ligne, le nombre : « 2 044 150 000 » est remplacé par le nombre : « 1 650 811 986 » ;
- (7) 2° À la dernière ligne, le nombre : « 136 500 000 » est remplacé par le nombre : « 145 600 000 ».

Exposé des motifs

Le présent article modifie le rendement prévisionnel et le plafond de deux taxes affectées respectivement à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) et à Voies navigables de France au titre de l'année 2024.

- S'agissant du plafond de la fraction d'accise sur les énergies affectée à l'AFITF, l'ajustement proposé (- 393 M€) matérialise des mesures d'économie en gestion à hauteur de -399 M€, ainsi que divers ajustements techniques ;

- S'agissant du plafond de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France, le présent article permet à l'établissement de bénéficier du rendement escompté de la redevance correspondant à des titres émis en 2023 mais dont les paiements ont été recouverts en 2024 (+9,1 M€), dans le respect de la trajectoire fixée par le contrat d'objectifs et de performance de l'établissement 2023-2032.

ARTICLE 2**Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers "Avances à l'audiovisuel public" au titre de l'année 2024**

Au 2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le montant : « 4 026 728 396 » est remplacé par le montant : « 3 976 056 557 ».

Exposé des motifs

Le présent article actualise la fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée aux recettes du compte de concours financiers « *Avances à l'audiovisuel public* » au titre de l'année 2024.

La loi de finances pour 2024 prévoyait d'affecter pour 2024 une fraction de TVA de 4 026,7 M€ aux recettes du compte de concours financiers, montant correspondant au niveau des dépenses portées par ce compte de concours financiers en faveur des entités de l'audiovisuel public. Cette fraction de TVA est portée à 3 976,1 M€ en loi de finances de fin de gestion pour 2024.

Ce montant s'inscrit en baisse de -51 M€ par rapport aux crédits ouverts dans la loi de finances pour 2024, dont -50 M€ correspondant à la diminution des crédits au titre du programme de transformation.

Cette baisse résulte de l'annulation de -20 M€ de crédits au titre du programme de transformation par le décret n° 2024-124 du 21 février 2024, répartie au prorata du montant initial de l'avance qui devait être versée au titre dudit programme (-13 M€ pour France TV, -4,3 M€ pour Radio France, -1,5 M€ pour France Médias Monde et -1,2 M€ pour l'INA).

Elle intègre également la suspension des versements des crédits au titre du programme de transformation à partir de mai 2024, ce qui conduit à une baisse complémentaire de -30 M€ (-19,6 M€ pour France TV, -6,5 M€ pour Radio France, -2,2 M€ pour France Médias Monde et -1,7 M€ pour l'INA).

En complément, conformément à l'engagement pris par l'État de compenser à l'euro les effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public, ce montant tient compte de diverses régularisations sur la base des montants effectivement décaissés par les organismes dans leurs comptes 2023 (à hauteur de -0,7 M€).

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3

Équilibre général du budget et trésorerie

- (1) I. - Pour 2024, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

	(en millions d'euros*)						SOLDE
	RESSOURCES			CHARGES			
	dont fonctionnement		dont investissement	dont fonctionnement		dont investissement	
Budget général							
Recettes fiscales** / dépenses***	-24 347	-24 347	0	-1 889	-1 870	-19	
Recettes non fiscales	+1 009	-763	+1 772				
Recettes totales / dépenses totales	-23 338	-25 110	+1 772	-1 889	-1 870	-19	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne	+670	+670					
Montants nets pour le budget général	-24 008	-25 780	+1 772	-1 889	-1 870	-19	-22 119
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits	0	0	0	0	0	0	
Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours	-24 008	-25 780	+1 772	-1 889	-1 870	-19	
Budgets annexes							
Contrôle et exploitation aériens	+40	+40		-36	-30	-6	+76
Publications officielles et information administrative	+9	+9		-1	-1	0	+10
Totaux pour les budgets annexes	+49	+49		-38	-31	-6	+86
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits :							
- Contrôle et exploitation aériens	0	0		0	0		
- Publications officielles et information administrative	0	0		0	0		
Totaux pour les budgets annexes y compris fonds de concours	+49	+49		-38	-31	-6	
Comptes spéciaux							
Comptes d'affectation spéciale	-2 390	-455	-1 936	+94	+134	-41	-2 484
Comptes de concours financiers	-169		-169	-1 784	0	-1 784	+1 615
Comptes de commerce (solde)							+162
Comptes d'opérations monétaires (solde)							0

<i>(en millions d'euros*)</i>	RESSOURCES dont fonctionnement dont investissement	CHARGES dont fonctionnement dont investissement	SOLDE
Solde pour les comptes spéciaux			-707
Solde général			-22 740

* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

** Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

*** Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

(2) II. - Pour 2024 :

(3) 1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

<i>(En milliards d'euros)</i>	
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	155,1
<i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale</i>	151,1
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)</i>	4,0
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau	2,7
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer	163,2
Autres besoins de trésorerie	-3,7
Total	317,3
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes nettes des rachats	285,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	6,5
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	35,9
Variation des dépôts des correspondants	-3,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État	0,0
Autres ressources de trésorerie	-7,1
Total	317,3

(4) 2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

Exposé des motifs

Le présent article traduit l'incidence sur l'équilibre budgétaire pour 2024 des dispositions proposées par le présent projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) et des réévaluations de recettes pour l'année en cours.

Le solde budgétaire tel qu'il résulte du tableau d'équilibre atteint 169,6 Md€ contre 146,9 Md€ en loi de finances initiale (LFI).

Par rapport à la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, cette dégradation résulte principalement d'une baisse des recettes fiscales (-24,3 Md€), un rehaussement du prélèvement sur recettes de l'État au profit de l'Union européenne (+0,7 Md€) et une dégradation du solde des budgets annexes et comptes spéciaux (-0,6 Md€), en partie compensée par une hausse des recettes non fiscales (+1,0 Md€) et du niveau des annulations de crédits sur le budget général (-1,9 Md€).

Le besoin de financement prévisionnel de l'État pour 2024 s'établit à 163,2 Md€, compte tenu des mouvements réglementaires intervenus en gestion, dont notamment les annulations résultant du décret n° 2024-124 du 21 février 2024 portant annulation de crédits.

En conséquence, cet article présente un tableau de financement au sein duquel sont actualisées, par rapport à la LFI, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à l'équilibre financier de l'année 2024.

En besoin de financement :

- les amortissements de dette à moyen et long termes s'élèvent à 155,1 Md€ ;
- le besoin de financement prévisionnel est porté à 163,2 Md€ ;
- les amortissements de la dette reprise à SNCF Réseau s'élèvent à 2,7 Md€ ;
- les autres besoins de trésorerie s'élèvent à -3,7 Md€.

En ressources de financement :

- le montant des émissions de titres à moyen et long termes, net des rachats, est inchangé et s'élève à 285 Md€ ;
- la variation de l'endettement à court terme de l'État en fin d'année s'élèverait à 35,9 Md€, soit un écart de +30,7 Md€ par rapport à la LFI, justifiée par les besoins de financement liés aux baisses de recettes constatées ;
- les autres ressources de trésorerie s'élèvent à -7,1 Md€, et sont ainsi révisées à la baisse par rapport à la LFI (-7,6 Md€) en raison des décotes, nettes des primes, décaissées sur les émissions et les rachats réalisés.

En conséquence du maintien du niveau des emprunts de moyen et long termes, le plafond de variation nette de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an est inchangé, à 133,9 Md€.

SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE IER : AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2024 - CRÉDITS DES MISSIONS

ARTICLE 4

Budget général : ouvertures et annulations de crédits

- (1) I. - Il est ouvert aux ministres, pour 2024, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 10 629 547 239 € et de 11 495 232 471 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.
- (2) II. - Il est annulé pour 2024, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 6 975 663 290 € et de 6 457 707 514 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Exposé des motifs

Les ajustements de crédits proposés au titre du budget général sont présentés globalement dans la première partie du présent document (« Exposé général des motifs »), et analysés et justifiés dans la quatrième partie (« Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi ») et au I (« Budget général : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état B »).

ARTICLE 5**Budgets annexes : ouverture et annulations de crédits**

Il est annulé pour 2024, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 25 369 750 € et de 37 701 937 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la présente loi.

Exposé des motifs

Les ajustements de crédits proposés au titre des budgets annexes sont présentés globalement dans la première partie du présent document (« Exposé général des motifs »), et analysés et justifiés dans la quatrième partie (« Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi ») et au II (« Budgets annexes : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état C »).

ARTICLE 6**Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits**

- (1) I. - Il est ouvert aux ministres, pour 2024, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 134 337 891 € et de 134 337 891 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- (2) II. - Il est annulé pour 2024, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 70 521 745 € et de 40 671 167 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- (3) III. - Il est ouvert aux ministres, pour 2024, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 231 739 000 € et de 231 739 000 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- (4) IV. - Il est annulé pour 2024, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 2 002 708 029 € et de 2 016 108 029 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

Exposé des motifs

Les ajustements de crédits proposés au titre des comptes spéciaux sont analysés et justifiés dans la quatrième partie (« Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi ») et au III (« Comptes spéciaux : programmes porteurs d'ouvertures et annulations de crédits proposées à l'état D »).

États législatifs annexés

Etat A - Voies et moyens pour 2024 révisés

BUDGET GÉNÉRAL

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
1. Recettes fiscales		
11. Impôt net sur le revenu		-5 296 509 310
1101-net	Impôt net sur le revenu	-5 296 509 310
12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles		+215 900 511
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	+215 900 511
13. Impôt net sur les sociétés		-14 346 898 081
1301-net	Impôt net sur les sociétés	-14 346 898 081
13bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés		-150 600 000
1302	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	-150 600 000
13ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés		+245 000 000
1303	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	+245 000 000
14. Autres impôts directs et taxes assimilées		+344 295 677
1401	Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	+320 000 000
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	+100 000 000
1405	Prélèvement exceptionnel de 25% sur les distributions de bénéfices	+1 135 409
1406	Impôt sur la fortune immobilière	+213 357 061
1407	Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	+1 666 583
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance	-7 362 889
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle	-177 172
1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	-7 576 837
1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	+2 249 467
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	-7 308 091
1416	Taxe sur les surfaces commerciales	+1 942 530

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	+204 927
1427	Prélèvements de solidarité	-425 090 272
1430	Taxe sur les services numériques	-44 000 000
1431	Taxe d'habitation sur les résidences principales	-180 000 000
1497	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	+130 663 216
1498	Cotisation foncière des entreprises	+1 292 405
1499	Recettes diverses	+243 299 340
	15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	+534 761 715
1501-net	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	+534 761 715
	16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	-3 770 282 779
1601-net	Taxe sur la valeur ajoutée nette	-3 770 282 779
	17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	+136 366 922
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	-133 368 501
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	+19 568 933
1703	Mutations à titre onéreux de meubles corporels	+767 182
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	-23 330 006
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	+447 870 877
1706	Mutations à titre gratuit par décès	+205 000 000
1707	Contribution de sécurité immobilière	-332 911 584
1711	Autres conventions et actes civils	-61 432 032
1713	Taxe de publicité foncière	-20 061 317
1714	Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	+9 090 384
1716	Recettes diverses et pénalités	+10 075 910
1721	Timbre unique	+7 129 482
1726	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	+159 473 596
1752	Contribution sur la rente infra-marginale de la production d'électricité	+33 733 333
1753	Autres taxes intérieures	+2 255 728 527
1754	Autres droits et recettes accessoires	-488 081
1755	Amendes et confiscations	-5 988 462
1756	Taxe générale sur les activités polluantes	-75 000 000
1768	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	-941 019
1769	Autres droits et recettes à différents titres	-18 999 556

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
1776	Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	-5 718 532
1777	Taxe sur certaines dépenses de publicité	+912 746
1781	Taxe sur les installations nucléaires de base	-380 663
1782	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	-3 275 590
1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)	-91 655 569
1786	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	-103 312 823
1787	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	-18 763 415
1788	Prélèvement sur les paris sportifs	+86 982 500
1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	-2 339 398
1797	Taxe sur les transactions financières	+41 000 000
1799	Autres taxes	-2 243 000 000
18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État		-2 258 909 179
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, autres que ceux s'appliquant à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques et la taxe sur la valeur ajoutée		-2 258 909 179
2. Recettes non fiscales		
21. Dividendes et recettes assimilées		+1 757 754 373
2110	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières	-125 624 810
2116	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	+903 273 323
2199	Autres dividendes et recettes assimilées	+980 105 860
22. Produits du domaine de l'État		-186 598 958
2201	Revenus du domaine public non militaire	-173 951 074
2202	Autres revenus du domaine public	+2 395 107
2203	Revenus du domaine privé	+78 457 764
2204	Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	-92 881 390
2299	Autres revenus du Domaine	-619 365
23. Produits de la vente de biens et services		-998 355 454
2301	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	-145 972 760
2303	Autres frais d'assiette et de recouvrement	-39 914 103
2304	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	-15 608 666
2305	Produits de la vente de divers biens	-50 872
2306	Produits de la vente de divers services	-1 287 509

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
2399	Autres recettes diverses	-795 521 544
	24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	+14 294 926
2401	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers	-42 415 681
2402	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	-2 089 620
2403	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	-18 302 878
2409	Intérêts des autres prêts et avances	+6 886 010
2411	Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	+217 095
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	+70 000 000
	25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	-162 186 589
2501	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	+143 643 998
2502	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	+27 988 735
2503	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	-168 610 776
2504	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	+4 677 426
2505	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires	-162 891 062
2510	Frais de poursuite	-5 964 241
2511	Frais de justice et d'instance	-1 981 452
2512	Intérêts moratoires	+2 397
2513	Pénalités	+948 386
	26. Divers	+583 645 335
2601	Reversements de Natixis	+198 000 000
2602	Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	-114 800 000
2603	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations	+8 000 000
2604	Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État	-70 820 000
2611	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	-13 326 100
2612	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	+8 331 599
2615	Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régalienn	+50 093
2616	Frais d'inscription	+806 972
2617	Recouvrement des indemnisations versées par l'État au titre des expulsions locatives	-1 647 466
2618	Remboursement des frais de scolarité et accessoires	+822 578
2620	Récupération d'indus	+231 910 000
2621	Recouvrements après admission en non-valeur	+925 202
2623	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	+34 930 368

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
2624	Intérêts divers (hors immobilisations financières)	+9 120 238
2625	Recettes diverses en provenance de l'étranger	-6 761 518
2626	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	+201 469
2697	Recettes accidentelles	+53 606 339
2698	Produits divers	-27 507 145
2699	Autres produits divers	+271 802 706
3. Prélèvements sur les recettes de l'État		
32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne		+669 885 531
3201	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne	+669 885 531

Récapitulation des révisions de recettes du budget général

(en euros)

Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
1. Recettes fiscales	-24 346 874 524
11. Impôt net sur le revenu	-5 296 509 310
12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	+215 900 511
13. Impôt net sur les sociétés	-14 346 898 081
13bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	-150 600 000
13ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	+245 000 000
14. Autres impôts directs et taxes assimilées	+344 295 677
15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	+534 761 715
16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	-3 770 282 779
17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	+136 366 922
18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	-2 258 909 179
2. Recettes non fiscales	+1 008 553 633
21. Dividendes et recettes assimilées	+1 757 754 373
22. Produits du domaine de l'État	-186 598 958
23. Produits de la vente de biens et services	-998 355 454
24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	+14 294 926
25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	-162 186 589
26. Divers	+583 645 335
3. Prélèvements sur les recettes de l'État	+669 885 531
32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	+669 885 531
Total des révisions de recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3)	-24 008 206 422

BUDGETS ANNEXES

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
Contrôle et exploitation aériens		+39 582 617
7060	Redevance océanique et redevances pour services terminaux de la circulation aérienne en outre-mer	+2 200 000
7061	Redevances de route	+20 118 000
7063	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole	-3 726 000
7067	Redevances de surveillance et de certification	+27 383
7069	Contribution Bâle-Mulhouse	+3 023 190
7081	Recettes diverses	+5 711 061
7501	Tarif de l'aviation civile (part de la taxe sur le transport aérien de marchandises et de la taxe sur le transport aérien de passagers)	+12 228 983
7503	Tarif de solidarité de la taxe sur le transport aérien de passagers	+2 000 000
9200	Produit de cession d'actif	-2 000 000
Publications officielles et information administrative		+9 000 000
A704	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales	+9 000 000
Total		+48 582 617

COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers		+285 825 302
Section : Circulation et stationnement routiers		+285 825 302
04	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation	+285 825 302
Développement agricole et rural		+12 600 000
01	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles	+12 600 000
Gestion du patrimoine immobilier de l'État		-50 200 000
01	Produits des cessions immobilières	-50 200 000
Participations financières de l'État		-1 935 567 613
01	Produit des cessions, par l'État, de titres, parts ou droits de sociétés détenus directement	+2 978 987
05	Remboursements de créances liées à d'autres investissements, de l'État, de nature patrimoniale	+71 453 000
06	Versement du budget général	-2 009 999 600
Pensions		-702 953 801
Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité		-754 025 101
01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-48 866 718
02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-208 911
03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-5 865 504
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	+1 335 811
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	-264 754
06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	-3 493 113
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-1 091 328
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité	+389 731

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
12	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	-6 253 934
14	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes	-549 591
21	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	-300 725 504
22	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	-2 911 643
23	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	+77 338 993
24	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-4 453 315
25	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	+8 642 712
26	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	-15 928 560
27	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-7 007 567
32	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	-17 042 390
33	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité	-987 038
41	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-30 963 047
42	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-23 917
43	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-340 049
44	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-245 817
45	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	-103 218
47	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-1 030 310
51	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-371 259 569
52	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-275 437
53	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-2 186 792
54	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-946 202

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
55	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	-326 319
57	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-14 171 988
61	Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010	-11 000 000
65	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils	+6 790 187
	Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État	+587 167
71	Cotisations salariales et patronales	-12 122 247
72	Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires (RATOCEM)	-261 485
73	Compensations inter-régimes généralisée et spécifique	+1 304 935
74	Recettes diverses	+11 775 621
75	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	-109 657
	Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	+50 484 133
81	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général	+5 203 893
83	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général	-69 063
85	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général	+69 063
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général	+27 937 004
89	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général	+558 046
91	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général	+16 785 190
	Total	-2 390 296 112

COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
	Avances à l'audiovisuel public	-50 671 838
01	Recettes	-50 671 838
	Avances aux collectivités territoriales	+1 815 810 408
	Section : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	+1 815 810 408
05	Recettes diverses	+407 804 292
09	Taxe d'habitation et taxes annexes	+1 086 449 048
10	Taxes foncières et taxes annexes	+65 882 975
11	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	+14 235 947
12	Cotisation foncière des entreprises et taxes annexes	+241 438 146
	Prêts à des États étrangers	+848 106
	Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	-4 165 670
01	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	-4 165 670
	Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	+5 013 776
02	Remboursement de prêts du Trésor	+5 013 776
	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	-16 008 732
	Section : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État	+122
04	Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement	+122
	Section : Prêts pour le développement économique et social	-16 008 854
06	Prêts pour le développement économique et social	-19 013 873
12	Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir	+3 005 019
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	-1 919 372 580
01	Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	-1 800 000 000
03	Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	-108 800 000
04	Remboursement des prêts et avances octroyés à des services de l'État	-10 182 708

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2024
06	Remboursement des prêts octroyés aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité	-389 872
Total		-169 394 636

Etat B - Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général

BUDGET GÉNÉRAL

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Action extérieure de l'État			58 759 594	58 737 595
Action de la France en Europe et dans le monde			32 862 957	32 862 957
Diplomatie culturelle et d'influence			21 222 858	21 222 859
Français à l'étranger et affaires consulaires			4 673 779	4 651 779
<i>dont titre 2</i>			3 250 737	3 250 737
Administration générale et territoriale de l'État	140 364 441	144 164 449	46 362 144	113 360 012
Administration territoriale de l'État	15 840 714	20 840 685		
<i>dont titre 2</i>	9 340 714	9 340 714		
Vie politique	124 523 727	123 323 764	210 864	210 864
<i>dont titre 2</i>			210 864	210 864
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur			46 151 280	113 149 148
<i>dont titre 2</i>			12 330 832	12 330 832
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	20 405 183	20 405 183	221 465 347	146 967 994
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt			138 081 117	1 869 031
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation			79 318 764	124 037 524
<i>dont titre 2</i>			19 495 830	19 495 830
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	4 977 359	4 977 359	4 065 466	21 061 439
<i>dont titre 2</i>	4 977 359	4 977 359		
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	15 427 824	15 427 824		
Aide publique au développement			319 850 952	275 057 768
Aide économique et financière au développement			252 050 952	207 257 768
Solidarité à l'égard des pays en développement			67 800 000	67 800 000

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<i>dont titre 2</i>			800 000	800 000
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	51 776 891	48 693 091	2 504 610	2 534 368
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	51 776 891	48 693 091		
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale			2 504 610	2 534 368
<i>dont titre 2</i>			9 135	9 135
Cohésion des territoires	250 000 000	250 000 000	600 768 144	684 933 171
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	250 000 000	250 000 000		
Aide à l'accès au logement			224 191 058	224 191 058
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat			302 078 062	381 314 440
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire			20 033 674	18 033 674
<i>dont titre 2</i>			2 333 674	2 333 674
Politique de la ville			51 397 930	51 397 930
<i>dont titre 2</i>			1 397 930	1 397 930
Interventions territoriales de l'État			3 067 420	9 996 069
Conseil et contrôle de l'État	1 970 430	1 970 430	15 309 959	10 394 062
Conseil d'État et autres juridictions administratives			9 834 870	8 278 983
<i>dont titre 2</i>			8 278 983	8 278 983
Conseil économique, social et environnemental	1 970 430	1 970 430		
<i>dont titre 2</i>	35 809	35 809		
Cour des comptes et autres juridictions financières			5 475 089	2 115 079
<i>dont titre 2</i>			1 115 080	1 115 080
Crédits non répartis			50 000 000	50 000 000
Dépenses accidentelles et imprévisibles			50 000 000	50 000 000
Culture	2 492 000	1 600 000	29 505 435	32 752 027
Création			2 090 562	1 954 584
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture			27 414 873	30 797 443

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Soutien aux politiques du ministère de la culture	2 492 000	1 600 000		
<i>dont titre 2</i>	1 600 000	1 600 000		
Défense	677 000 000	677 000 000	805 634 612	802 550 812
Environnement et prospective de la politique de défense			33 000 000	33 000 000
Préparation et emploi des forces	677 000 000	677 000 000		
Soutien de la politique de la défense			240 683 800	237 600 000
<i>dont titre 2</i>			200 000 000	200 000 000
Équipement des forces			531 950 812	531 950 812
Direction de l'action du Gouvernement	4 171 778	6 171 778	18 787 543	12 880 321
Coordination du travail gouvernemental	4 171 778	4 171 778	18 300 535	12 689 722
<i>dont titre 2</i>	4 171 778	4 171 778		
Protection des droits et libertés		2 000 000	487 008	190 599
<i>dont titre 2</i>			190 599	190 599
Écologie, développement et mobilité durables	50 167 658	251 422 082	947 186 133	338 220 333
Infrastructures et services de transports	48 878 275	250 132 699		
Affaires maritimes, pêche et aquaculture			9 769 622	3 111 715
Paysages, eau et biodiversité			67 041 251	85 105 955
Énergie, climat et après-mines				182 000 000
Service public de l'énergie			470 372 597	
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	1 289 383	1 289 383	2 663	3 002 663
<i>dont titre 2</i>	1 289 383	1 289 383		
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires			400 000 000	65 000 000
Économie	195 634 354	211 096 542	186 182 490	271 253 869
Développement des entreprises et régulations	195 634 354	211 096 542	7 096 515	7 096 515
<i>dont titre 2</i>			7 096 515	7 096 515
Plan France Très haut débit				84 621 039
Statistiques et études économiques			10 139 747	13 803 665
<i>dont titre 2</i>			5 412 266	5 412 266
Stratégies économiques			7 946 228	4 732 650
<i>dont titre 2</i>			4 732 650	4 732 650

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »			161 000 000	161 000 000
Engagements financiers de l'État	149 140 938	149 140 938	537 000 000	558 758 491
Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)			537 000 000	537 000 000
Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	140 140 938	140 140 938		
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	9 000 000	9 000 000		
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque				21 758 491
Enseignement scolaire	355 682 946	350 241 334	460 698 418	478 647 687
Enseignement scolaire public du premier degré			73 104 326	84 904 326
<i>dont titre 2</i>			46 783 626	46 783 626
Enseignement scolaire public du second degré			123 285 235	126 785 235
<i>dont titre 2</i>			112 785 235	112 785 235
Vie de l'élève	283 703 787	283 703 787	225 562 015	225 562 015
<i>dont titre 2</i>	283 703 787	283 703 787		
Enseignement privé du premier et du second degrés	38 442 210	33 000 598		2 600 000
<i>dont titre 2</i>	33 000 598	33 000 598		
Soutien de la politique de l'éducation nationale	33 536 949	33 536 949		
<i>dont titre 2</i>	33 536 949	33 536 949		
Enseignement technique agricole			38 746 842	38 796 111
<i>dont titre 2</i>			21 399 260	21 399 260
Gestion des finances publiques		610 760	143 966 091	95 708 168
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local			66 783 844	68 659 126
<i>dont titre 2</i>			46 595 056	46 595 056
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières			59 413 204	18 353 267
<i>dont titre 2</i>			10 883 888	10 883 888
Facilitation et sécurisation des échanges		610 760	17 769 043	8 695 775
<i>dont titre 2</i>			8 695 775	8 695 775
Immigration, asile et intégration	31 876 488	64 599 692	26 317 511	17 289 495
Immigration et asile	31 876 488	64 599 692		

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Intégration et accès à la nationalité française			26 317 511	17 289 495
Investir pour la France de 2030				1 214 579 771
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche				14 025 000
Valorisation de la recherche				4 851 000
Accélération de la modernisation des entreprises				784 300
Financement des investissements stratégiques				922 204 551
Financement structurel des écosystèmes d'innovation				272 714 920
Justice			697 104 145	61 032 093
Justice judiciaire			227 940 129	25 882 738
<i>dont titre 2</i>			25 882 738	25 882 738
Administration pénitentiaire			361 429 390	9 815 993
<i>dont titre 2</i>			7 535 371	7 535 371
Protection judiciaire de la jeunesse			34 899 373	13 176 639
<i>dont titre 2</i>			2 868 220	2 868 220
Accès au droit et à la justice			7 305 043	7 357 635
Conduite et pilotage de la politique de la justice			65 432 178	4 701 056
<i>dont titre 2</i>			4 701 056	4 701 056
Conseil supérieur de la magistrature			98 032	98 032
<i>dont titre 2</i>			98 032	98 032
Médias, livre et industries culturelles			33 008 686	20 235 291
Presse et médias			16 623 953	16 002 841
Livre et industries culturelles			16 384 733	4 232 450
Outre-mer	55 616 172	33 231 693	90 678 418	1 229 116
Emploi outre-mer	55 616 172	26 231 693	1 229 116	1 229 116
<i>dont titre 2</i>			1 229 116	1 229 116
Conditions de vie outre-mer		7 000 000	89 449 302	
Plan de relance				150 000 000
Cohésion				150 000 000
Pouvoirs publics	28 540 900	28 540 900		
Assemblée nationale	28 540 900	28 540 900		

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Recherche et enseignement supérieur	100 241 287	102 450 447	315 089 698	317 573 466
Formations supérieures et recherche universitaire			51 470 192	51 470 191
<i>dont titre 2</i>			225 448	225 448
Vie étudiante	54 092 058	56 291 923		
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires			117 918 733	117 918 733
Recherche spatiale			100 000 000	100 000 000
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	46 149 229	46 158 524		
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle			27 248 276	29 718 002
Enseignement supérieur et recherche agricoles			18 452 497	18 466 540
<i>dont titre 2</i>			5 345 881	5 345 881
Régimes sociaux et de retraite			162 996 842	162 996 842
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres			150 145 805	150 145 805
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins			12 851 037	12 851 037
Relations avec les collectivités territoriales			128 122 754	159 746 631
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements			104 999 779	76 707 208
Concours spécifiques et administration			23 122 975	83 039 423
Remboursements et dégrèvements	7 693 409 009	7 693 409 009		
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	6 926 584 017	6 926 584 017		
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	766 824 992	766 824 992		
Santé	13 923 894	14 159 823	123 500	123 500
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	13 923 894	14 159 823	123 500	123 500
<i>dont titre 2</i>			123 500	123 500
Sécurités	556 293 707	847 518 057	374 381 141	23 080 412
Police nationale	355 986 507	443 484 884	321 473 105	
<i>dont titre 2</i>	355 986 507	355 986 507		
Gendarmerie nationale	200 307 200	363 807 320		
<i>dont titre 2</i>	48 808 511	48 808 511		

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Sécurité et éducation routières			10 780 000	15 280 000
Sécurité civile		40 225 853	42 128 036	7 800 412
<i>dont titre 2</i>			7 800 412	7 800 412
Solidarité, insertion et égalité des chances	247 786 677	245 583 149	19 034 439	42 255 555
Inclusion sociale et protection des personnes	60 434 477	58 230 949	1 696 779	1 696 779
<i>dont titre 2</i>			1 696 779	1 696 779
Handicap et dépendance	158 801 877	158 801 877		
Égalité entre les femmes et les hommes	28 550 323	28 550 323		
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales			17 337 660	40 558 776
<i>dont titre 2</i>			8 758 776	8 758 776
Sport, jeunesse et vie associative	3 052 486	3 052 486	28 389 440	28 389 440
Sport	3 052 486	3 052 486		
<i>dont titre 2</i>	3 052 486	3 052 486		
Jeunesse et vie associative			28 389 440	28 389 440
<i>dont titre 2</i>			15 634 987	15 634 987
Transformation et fonction publiques			100 019 635	41 774 156
Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs			16 456 030	13 579 912
Transformation publique			66 557 256	7 898 148
<i>dont titre 2</i>			540 000	540 000
Innovation et transformation numériques			8 726 533	11 747 167
<i>dont titre 2</i>			15 000	15 000
Fonction publique			7 810 000	8 079 113
<i>dont titre 2</i>			110 000	110 000
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques			469 816	469 816
<i>dont titre 2</i>			469 816	469 816
Travail et emploi		350 170 628	556 415 609	284 645 068
Accès et retour à l'emploi			209 745 739	277 168 249
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi		350 170 628	334 899 392	
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail			7 444 604	3 241 940

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail			4 325 874	4 234 879
<i>dont titre 2</i>			908 896	908 896
Total	10 629 547 239	11 495 232 471	6 975 663 290	6 457 707 514

Etat C - Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des budgets annexes

BUDGETS ANNEXES

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle et exploitation aériens			23 800 000	36 250 000
Soutien aux prestations de l'aviation civile			17 000 000	18 000 000
<i>dont charges de personnel</i>			16 000 000	16 000 000
Navigation aérienne			6 300 000	15 500 000
Transports aériens, surveillance et certification			500 000	2 750 000
Publications officielles et information administrative			1 569 750	1 451 937
Pilotage et ressources humaines			1 569 750	1 451 937
<i>dont charges de personnel</i>			1 451 937	1 451 937
Total			25 369 750	37 701 937

Etat D - Répartition des crédits pour 2024 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des comptes spéciaux

COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	134 337 891	134 337 891		
Désendetttement de l'État	134 337 891	134 337 891		
Gestion du patrimoine immobilier de l'État			70 521 745	40 671 167
Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État			70 521 745	40 671 167
Total	134 337 891	134 337 891	70 521 745	40 671 167

COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Avances à l'audiovisuel public	539 000	539 000	31 210 838	31 210 838
ARTE France			150 000	150 000
France Médias Monde			1 060 846	1 060 846
Institut national de l'audiovisuel	162 000	162 000		
TV5 Monde	377 000	377 000		
Programme de transformation			29 999 992	29 999 992
Avances aux collectivités territoriales	231 200 000	231 200 000		
Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie	231 200 000	231 200 000		
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés			1 300 000	1 300 000
Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine			1 300 000	1 300 000
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics			1 970 197 191	1 983 597 191
Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune			1 800 000 000	1 800 000 000
Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics				13 400 000
Prêts et avances à des services de l'État			155 197 191	155 197 191
Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex			15 000 000	15 000 000
Total	231 739 000	231 739 000	2 002 708 029	2 016 108 029

**Analyse par programme des modifications de crédits
intervenues en gestion et motivation des modifications
proposées par le projet de loi**

I. Budget général : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état B

Conformément aux Etats annexés, les mouvements proposés par le projet de loi sont, sur les crédits de masse salariale (titre 2), présentés de façon agrégée à l'échelle du programme, qu'il s'agisse des crédits liés aux rémunérations (titre 2 hors CAS pensions) ou des crédits dédiés aux contributions au CAS pensions (titre 2 CAS pensions). Les motivations sous les tableaux permettent de distinguer plus précisément la décomposition de ces mouvements, notamment lorsqu'ils s'opèrent en sens contraire (solde net d'annulations et d'ouvertures dans les tableaux).

Action extérieure de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 363 158 155	1 145 677 137	3 508 835 292	2 360 952 368	1 145 677 137	3 506 629 505
Modifications intervenues en gestion	-53 545 369	-21 705 515	-75 250 884	-67 019 261	-21 705 515	-88 724 776
Total des crédits ouverts	2 309 612 786	1 123 971 622	3 433 584 408	2 293 933 107	1 123 971 622	3 417 904 729
Modifications proposées	-55 508 857	-3 250 737	-58 759 594	-55 486 858	-3 250 737	-58 737 595
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	55 508 857	3 250 737	58 759 594	55 486 858	3 250 737	58 737 595
Total net des ouvertures et annulations proposées	-55 508 857	-3 250 737	-58 759 594	-55 486 858	-3 250 737	-58 737 595

Programme n° 105 : Action de la France en Europe et dans le monde

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 476 353 629	789 227 766	2 265 581 395	1 474 547 842	789 227 766	2 263 775 608
Modifications intervenues en gestion	-34 477 718	-14 522 499	-49 000 217	-50 555 669	-14 522 499	-65 078 168
Total des crédits ouverts	1 441 875 911	774 705 267	2 216 581 178	1 423 992 173	774 705 267	2 198 697 440
Modification proposée	-32 862 957		-32 862 957	-32 862 957		-32 862 957
Annulations proposées	32 862 957		32 862 957	32 862 957		32 862 957

Motifs des annulations

Annulation de 32,9 M€ en AE et 32,9 M€ en CP correspondant aux crédits mis en réserve.

Programme n° 185 : Diplomatie culturelle et d'influence

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	721 177 779	84 794 416	805 972 195	721 177 779	84 794 416	805 972 195
Modifications intervenues en gestion	-17 487 003	-778 933	-18 265 936	-15 851 351	-778 933	-16 630 284
Total des crédits ouverts	703 690 776	84 015 483	787 706 259	705 326 428	84 015 483	789 341 911
Modification proposée	-21 222 858		-21 222 858	-21 222 859		-21 222 859
Annulations proposées	21 222 858		21 222 858	21 222 859		21 222 859

Motifs des annulations

Annulation de 21,2 M€ en AE et 21,2 M€ en CP correspondant principalement à la réserve de précaution et à une moindre consommation prévisionnelle de certains dispositifs.

Programme n° 151 : Français à l'étranger et affaires consulaires

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	165 626 747	271 654 955	437 281 702	165 226 747	271 654 955	436 881 702
Modifications intervenues en gestion	-1 580 647	-6 404 083	-7 984 730	-612 241	-6 404 083	-7 016 324
Total des crédits ouverts	164 046 100	265 250 872	429 296 972	164 614 506	265 250 872	429 865 378
Modification proposée	-1 423 042	-3 250 737	-4 673 779	-1 401 042	-3 250 737	-4 651 779
Annulations proposées	1 423 042	3 250 737	4 673 779	1 401 042	3 250 737	4 651 779

Motifs des annulations

Annulation de 4,7 M€ en AE et 4,7 M€ en CP dont 3,3 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre d'une annulation partielle des crédits mis en réserve.

Administration générale et territoriale de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 676 966 790	2 918 635 105	5 595 601 895	1 738 484 493	2 918 635 105	4 657 119 598
Modifications intervenues en gestion	174 909 375	-21 442 557	153 466 818	78 372 535	-21 442 557	56 929 978
Total des crédits ouverts	2 851 876 165	2 897 192 548	5 749 068 713	1 816 857 028	2 897 192 548	4 714 049 576
Modifications proposées	97 203 279	-3 200 982	94 002 297	34 005 419	-3 200 982	30 804 437
Ouvertures proposées	131 023 727	9 340 714	140 364 441	134 823 735	9 340 714	144 164 449
Annulations proposées	33 820 448	12 541 696	46 362 144	100 818 316	12 541 696	113 360 012
Total net des ouvertures et annulations proposées	97 203 279	-3 200 982	94 002 297	34 005 419	-3 200 982	30 804 437

Programme n° 354 : Administration territoriale de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	599 655 251	2 033 587 883	2 633 243 134	549 581 743	2 033 587 883	2 583 169 626
Modifications intervenues en gestion	27 126 584	-16 473 490	10 653 094	4 345 933	-16 473 490	-12 127 557
Total des crédits ouverts	626 781 835	2 017 114 393	2 643 896 228	553 927 676	2 017 114 393	2 571 042 069
Modification proposée	6 500 000	9 340 714	15 840 714	11 499 971	9 340 714	20 840 685
Ouvertures proposées	6 500 000	9 340 714	15 840 714	11 499 971	9 340 714	20 840 685

Motifs des ouvertures

Ouverture de 15,8 M€ en AE et 20,8 M€ en CP dont 9,3 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 principalement au titre des dépenses liées à la sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques, des missions de renfort en Nouvelle-Calédonie et des élections législatives anticipées.

Programme n° 232 : Vie politique

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	233 880 648	23 844 604	257 725 252	233 777 145	23 844 604	257 621 749
Modifications intervenues en gestion	38 029 812	6 467 373	44 497 185	40 827 223	6 467 373	47 294 596
Total des crédits ouverts	271 910 460	30 311 977	302 222 437	274 604 368	30 311 977	304 916 345
Modification proposée	124 523 727	-210 864	124 312 863	123 323 764	-210 864	123 112 900
Ouvertures proposées	124 523 727		124 523 727	123 323 764		123 323 764
Annulations proposées		210 864	210 864		210 864	210 864

Motifs des ouvertures

Ouverture de 124,5 M€ en AE et 123,3 M€ en CP au titre des dépenses liées aux élections législatives anticipées.

Motifs des annulations

Annulation de 0,2 M€ en AE et 0,2 M€ en CP dont 0,2 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre des crédits mis en réserve et d'une moindre consommation prévisionnelle des crédits sur les crédits hors titre 2 ainsi que de moindres besoins au titre de la contribution au CAS Pensions.

Programme n° 216 : Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 843 430 891	861 202 618	2 704 633 509	955 125 605	861 202 618	1 816 328 223
Modifications intervenues en gestion	109 752 979	-11 436 440	98 316 539	33 199 379	-11 436 440	21 762 939
Total des crédits ouverts	1 953 183 870	849 766 178	2 802 950 048	988 324 984	849 766 178	1 838 091 162
Modification proposée	-33 820 448	-12 330 832	-46 151 280	-100 818 316	-12 330 832	-113 149 148
Annulations proposées	33 820 448	12 330 832	46 151 280	100 818 316	12 330 832	113 149 148

Motifs des ouvertures

Ouverture de 2,9 M€ en AE et 2,9 M€ en CP dont 2,9 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre des dépenses liées à la sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques.

Motifs des annulations

Annulation de 49,0 M€ en AE et 116,0 M€ en CP dont 15,2 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre de la réserve de précaution et des économies réalisées en gestion sur les crédits hors titre 2, notamment en matière d'immobilier ou de numérique, et compte tenu de moindres besoins prévisionnels au titre des crédits de contribution au CAS Pensions.

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 355 056 212	982 860 059	5 337 916 271	3 764 069 445	982 860 059	4 746 929 504
Modifications intervenues en gestion	310 013 886	-71 354 733	238 659 153	341 005 083	-71 354 733	269 650 350
Total des crédits ouverts	4 665 070 098	911 505 326	5 576 575 424	4 105 074 528	911 505 326	5 016 579 854
Modifications proposées	-186 541 693	-14 518 471	-201 060 164	-112 044 340	-14 518 471	-126 562 811
Ouvertures proposées	15 427 824	4 977 359	20 405 183	15 427 824	4 977 359	20 405 183
Annulations proposées	201 969 517	19 495 830	221 465 347	127 472 164	19 495 830	146 967 994
Total net des ouvertures et annulations proposées	-186 541 693	-14 518 471	-201 060 164	-112 044 340	-14 518 471	-126 562 811

Programme n° 149 : Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 176 627 486		3 176 627 486	2 735 854 589		2 735 854 589
Modifications intervenues en gestion	77 640 350		77 640 350	131 657 647		131 657 647
Total des crédits ouverts	3 254 267 836		3 254 267 836	2 867 512 236		2 867 512 236
Modification proposée	-138 081 117		-138 081 117	-1 869 031		-1 869 031
Annulations proposées	138 081 117		138 081 117	1 869 031		1 869 031

Motifs des annulations

Annulation de 138,1 M€ en AE et 1,9 M€ en CP au titre de l'annulation d'une partie de la réserve de précaution.

Programme n° 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	645 694 407	390 422 289	1 036 116 696	515 281 422	390 422 289	905 703 711
Modifications intervenues en gestion	182 912 043	-10 512 570	172 399 473	200 437 637	-10 512 570	189 925 067
Total des crédits ouverts	828 606 450	379 909 719	1 208 516 169	715 719 059	379 909 719	1 095 628 778
Modification proposée	-59 822 934	-19 495 830	-79 318 764	-104 541 694	-19 495 830	-124 037 524
Annulations proposées	59 822 934	19 495 830	79 318 764	104 541 694	19 495 830	124 037 524

Motifs des annulations

Annulation de 79,3 M€ en AE et 124,0 M€ en CP dont 19,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre de l'annulation de la réserve de précaution.

Programme n° 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	109 734 319	592 437 770	702 172 089	89 933 434	592 437 770	682 371 204
Modifications intervenues en gestion	49 461 493	-60 842 163	-11 380 670	8 909 799	-60 842 163	-51 932 365
Total des crédits ouverts	159 195 812	531 595 607	690 791 419	98 843 233	531 595 607	630 438 839
Modification proposée	-4 065 466	4 977 359	911 893	-21 061 439	4 977 359	-16 084 080
Ouvertures proposées		4 977 359	4 977 359		4 977 359	4 977 359
Annulations proposées	4 065 466		4 065 466	21 061 439		21 061 439

Motifs des ouvertures

Ouverture de 18,5 M€ en AE et 18,5 M€ en CP dont 18,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu d'une prévision de consommation des dépenses de personnel supérieure à la ressource disponible.

Motifs des annulations

Annulation de 17,6 M€ en AE et 34,6 M€ en CP dont 13,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre de l'annulation de la réserve de précaution et de sous-consommations liées au rythme de consommation effectif de certains projets pluriannuels en matière informatique ou immobilière.

Programme n° 381 : Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	423 000 000		423 000 000	423 000 000		423 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	423 000 000		423 000 000	423 000 000		423 000 000
Modification proposée	15 427 824		15 427 824	15 427 824		15 427 824
Ouvertures proposées	15 427 824		15 427 824	15 427 824		15 427 824

Motifs des ouvertures

Ouverture de 15,4 M€ en AE et 15,4 M€ en CP afin de financer les exonérations de cotisations patronales pour l'emploi de travailleurs occasionnels agricoles au titre de l'année 2024.

Aide publique au développement

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	5 967 065 795	169 447 597	6 136 513 392	5 603 373 612	169 447 597	5 772 821 209
Modifications intervenues en gestion	-576 951 173	-115 795	-577 066 968	-708 618 413	-115 795	-708 734 208
Total des crédits ouverts	5 390 114 622	169 331 802	5 559 446 424	4 894 755 199	169 331 802	5 064 087 001
Modifications proposées	-319 050 952	-800 000	-319 850 952	-274 257 768	-800 000	-275 057 768
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	319 050 952	800 000	319 850 952	274 257 768	800 000	275 057 768
Total net des ouvertures et annulations proposées	-319 050 952	-800 000	-319 850 952	-274 257 768	-800 000	-275 057 768

Programme n° 110 : Aide économique et financière au développement

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 787 128 248		2 787 128 248	2 337 910 235		2 337 910 235
Modifications intervenues en gestion	-96 893 368		-96 893 368	-179 820 597		-179 820 597
Total des crédits ouverts	2 690 234 880		2 690 234 880	2 158 089 638		2 158 089 638
Modification proposée	-252 050 952		-252 050 952	-207 257 768		-207 257 768
Annulations proposées	252 050 952		252 050 952	207 257 768		207 257 768

Motifs des annulations

Annulation de 252,1 M€ en AE et 207,3 M€ en CP au titre d'une moindre consommation prévisionnelle portant, à titre principal, sur la réserve de précaution.

Programme n° 209 : Solidarité à l'égard des pays en développement

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 179 937 547	169 447 597	3 349 385 144	3 265 463 377	169 447 597	3 434 910 974
Modifications intervenues en gestion	-480 057 805	-115 795	-480 173 600	-528 797 816	-115 795	-528 913 611
Total des crédits ouverts	2 699 879 742	169 331 802	2 869 211 544	2 736 665 561	169 331 802	2 905 997 363
Modification proposée	-67 000 000	-800 000	-67 800 000	-67 000 000	-800 000	-67 800 000
Annulations proposées	67 000 000	800 000	67 800 000	67 000 000	800 000	67 800 000

Motifs des annulations

Annulation de 67,8 M€ en AE et 67,8 M€ en CP dont 0,8 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre d'une annulation partielle des crédits mis en réserve. Les crédits disponibles permettent le financement du soutien annoncé à l'occasion de la Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 916 830 428	1 467 031	1 918 297 459	1 925 990 428	1 467 031	1 927 457 459
Modifications intervenues en gestion	-14 324 517		-14 324 517	-12 605 263		-12 605 263
Total des crédits ouverts	1 902 505 911	1 467 031	1 903 972 942	1 913 385 165	1 467 031	1 914 852 196
Modifications proposées	49 281 416	-9 135	49 272 281	46 167 858	-9 135	46 158 723
Ouvertures proposées	51 776 891		51 776 891	48 693 091		48 693 091
Annulations proposées	2 495 475	9 135	2 504 610	2 525 233	9 135	2 534 368
Total net des ouvertures et annulations proposées	49 281 416	-9 135	49 272 281	46 167 858	-9 135	46 158 723

Programme n° 169 : Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 830 156 624		1 830 156 624	1 839 316 624		1 839 316 624
Modifications intervenues en gestion	-9 239 272		-9 239 272	-7 690 794		-7 690 794
Total des crédits ouverts	1 820 917 352		1 820 917 352	1 831 625 830		1 831 625 830
Modification proposée	51 776 891		51 776 891	48 693 091		48 693 091
Ouvertures proposées	51 776 891		51 776 891	48 693 091		48 693 091

Motifs des ouvertures

Ouverture de 51,8 M€ en AE et 48,7 M€ en CP afin de couvrir les besoins du programme induits par la revalorisation du point de pension militaire d'invalidité au 1er janvier 2024 et l'impact de l'inflation sur les rentes et allocations.

Programme n° 158 : Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	86 673 804	1 467 031	88 140 835	86 673 804	1 467 031	88 140 835
Modifications intervenues en gestion	-5 085 245		-5 085 245	-4 914 469		-4 914 469
Total des crédits ouverts	81 588 559	1 467 031	83 055 590	81 759 335	1 467 031	83 226 366
Modification proposée	-2 495 475	-9 135	-2 504 610	-2 525 233	-9 135	-2 534 368
Annulations proposées	2 495 475	9 135	2 504 610	2 525 233	9 135	2 534 368

Motifs des ouvertures

Ouverture de 0,0 M€ en AE et 0,0 M€ en CP dont 0,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre de besoins prévisionnels supplémentaires en matière de dépenses de personnel.

Motifs des annulations

Annulation de 2,5 M€ en AE et 2,5 M€ en CP dont 0,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu des moindres besoins constatés au titre de certains dispositifs sur les crédits de titre 2 et, de manière marginale, sur les crédits de contribution au CAS Pensions.

Cohésion des territoires

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	19 566 412 716	26 871 649	19 593 284 365	19 160 060 428	26 871 649	19 186 932 077
Modifications intervenues en gestion	-70 381 974	-8 166 283	-78 548 257	428 669 378	-8 166 283	420 503 095
Total des crédits ouverts	19 496 030 742	18 705 366	19 514 736 108	19 588 729 806	18 705 366	19 607 435 172
Modifications proposées	-347 036 540	-3 731 604	-350 768 144	-431 201 567	-3 731 604	-434 933 171
Ouvertures proposées	250 000 000		250 000 000	250 000 000		250 000 000
Annulations proposées	597 036 540	3 731 604	600 768 144	681 201 567	3 731 604	684 933 171
Total net des ouvertures et annulations proposées	-347 036 540	-3 731 604	-350 768 144	-431 201 567	-3 731 604	-434 933 171

Programme n° 177 : Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 900 915 926		2 900 915 926	2 925 669 370		2 925 669 370
Modifications intervenues en gestion	29 253 503		29 253 503	52 016 374		52 016 374
Total des crédits ouverts	2 930 169 429		2 930 169 429	2 977 685 744		2 977 685 744
Modification proposée	250 000 000		250 000 000	250 000 000		250 000 000
Ouvertures proposées	250 000 000		250 000 000	250 000 000		250 000 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 250,0 M€ en AE et 250,0 M€ en CP pour couvrir les besoins en matière d'hébergement d'urgence.

Programme n° 109 : Aide à l'accès au logement

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	13 656 400 000		13 656 400 000	13 656 400 000		13 656 400 000
Modifications intervenues en gestion	-300 000 000		-300 000 000	-300 000 000		-300 000 000
Total des crédits ouverts	13 356 400 000		13 356 400 000	13 356 400 000		13 356 400 000
Modification proposée	-224 191 058		-224 191 058	-224 191 058		-224 191 058
Annulations proposées	224 191 058		224 191 058	224 191 058		224 191 058

Motifs des annulations

Annulation de 224,2 M€ en AE et 224,2 M€ en CP du fait d'un besoin constaté en gestion moins important que prévu.

Programme n° 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 917 861 469		1 917 861 469	1 583 661 469		1 583 661 469
Modifications intervenues en gestion	153 891 609		153 891 609	468 104 901		468 104 901
Total des crédits ouverts	2 071 753 078		2 071 753 078	2 051 766 370		2 051 766 370
Modification proposée	-302 078 062		-302 078 062	-381 314 440		-381 314 440
Annulations proposées	302 078 062		302 078 062	381 314 440		381 314 440

Motifs des annulations

Annulation de 302,1 M€ en AE et 381,3 M€ en CP au titre principalement des crédits mis en réserve.

Programme n° 112 : Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	389 931 467	8 000 000	397 931 467	340 520 529	8 000 000	348 520 529
Modifications intervenues en gestion	15 242 240	-330 404	14 911 836	32 681 319	-330 404	32 350 915
Total des crédits ouverts	405 173 707	7 669 596	412 843 303	373 201 848	7 669 596	380 871 444
Modification proposée	-17 700 000	-2 333 674	-20 033 674	-15 700 000	-2 333 674	-18 033 674
Annulations proposées	17 700 000	2 333 674	20 033 674	15 700 000	2 333 674	18 033 674

Motifs des annulations

Annulation de 20,0 M€ en AE et 18,0 M€ en CP dont 2,3 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 correspondant à une partie des crédits mis en réserve hors titre 2.

Programme n° 147 : Politique de la ville

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	620 657 504	18 871 649	639 529 153	620 657 504	18 871 649	639 529 153
Modifications intervenues en gestion	-34 757 625	-7 835 879	-42 593 504	-34 583 625	-7 835 879	-42 419 504
Total des crédits ouverts	585 899 879	11 035 770	596 935 649	586 073 879	11 035 770	597 109 649
Modification proposée	-50 000 000	-1 397 930	-51 397 930	-50 000 000	-1 397 930	-51 397 930
Annulations proposées	50 000 000	1 397 930	51 397 930	50 000 000	1 397 930	51 397 930

Motifs des annulations

Annulation de 51,4 M€ en AE et 51,4 M€ en CP dont 1,4 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 correspondant à l'intégralité des crédits HT2 mis en réserve ainsi qu'à une partie des crédits T2 mis en réserve.

Programme n° 162 : Interventions territoriales de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	80 646 350		80 646 350	33 151 556		33 151 556
Modifications intervenues en gestion	65 988 299		65 988 299	210 450 410		210 450 410
Total des crédits ouverts	146 634 649		146 634 649	243 601 966		243 601 966
Modification proposée	-3 067 420		-3 067 420	-9 996 069		-9 996 069
Annulations proposées	3 067 420		3 067 420	9 996 069		9 996 069

Motifs des annulations

Annulation de 3,1 M€ en AE et 10,0 M€ en CP correspondant à l'intégralité de la mise en réserve.

Conseil et contrôle de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	118 091 703	700 428 621	818 520 324	183 128 488	700 428 621	883 557 109
Modifications intervenues en gestion	59 544 136	-2 594 896	56 949 240	-4 007 158	-2 594 896	-6 602 054
Total des crédits ouverts	177 635 839	697 833 725	875 469 564	179 121 330	697 833 725	876 955 055
Modifications proposées	-3 981 275	-9 358 254	-13 339 529	934 622	-9 358 254	-8 423 632
Ouvertures proposées	1 934 621	35 809	1 970 430	1 934 621	35 809	1 970 430
Annulations proposées	5 915 896	9 394 063	15 309 959	999 999	9 394 063	10 394 062
Total net des ouvertures et annulations proposées	-3 981 275	-9 358 254	-13 339 529	934 622	-9 358 254	-8 423 632

Programme n° 165 : Conseil d'État et autres juridictions administratives

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	82 389 535	436 743 672	519 133 207	146 659 042	436 743 672	583 402 714
Modifications intervenues en gestion	51 081 662	-578 399	50 503 263	-7 779 245	-578 399	-8 357 644
Total des crédits ouverts	133 471 197	436 165 273	569 636 470	138 879 797	436 165 273	575 045 070
Modification proposée	-1 555 887	-8 278 983	-9 834 870		-8 278 983	-8 278 983
Annulations proposées	1 555 887	8 278 983	9 834 870		8 278 983	8 278 983

Motifs des annulations

Annulation de 9,8 M€ en AE et 8,3 M€ en CP dont 8,3 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre de la réserve de précaution des crédits de titre 2, et de sous-consommations prévisionnelles des crédits hors titre 2.

Programme n° 126 : Conseil économique, social et environnemental

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	9 077 507	35 829 665	44 907 172	9 077 507	35 829 665	44 907 172
Modifications intervenues en gestion	-463 655	-16 497	-480 152	-463 655	-16 497	-480 152
Total des crédits ouverts	8 613 852	35 813 168	44 427 020	8 613 852	35 813 168	44 427 020
Modification proposée	1 934 621	35 809	1 970 430	1 934 621	35 809	1 970 430
Ouvertures proposées	1 934 621	35 809	1 970 430	1 934 621	35 809	1 970 430

Motifs des ouvertures

Ouverture de 2,0 M€ en AE et 2,0 M€ en CP dont 0,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre d'une sur-exécution prévisionnelle des crédits.

Motifs des annulations

Annulation de 0,0 M€ en AE et 0,0 M€ en CP dont 0,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu d'une sous-consommation marginale des crédits de contribution au CAS Pensions.

Programme n° 164 : Cour des comptes et autres juridictions financières

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	26 624 661	227 855 284	254 479 945	27 391 939	227 855 284	255 247 223
Modifications intervenues en gestion	8 926 129	-2 000 000	6 926 129	4 235 742	-2 000 000	2 235 742
Total des crédits ouverts	35 550 790	225 855 284	261 406 074	31 627 681	225 855 284	257 482 965
Modification proposée	-4 360 009	-1 115 080	-5 475 089	-999 999	-1 115 080	-2 115 079
Annulations proposées	4 360 009	1 115 080	5 475 089	999 999	1 115 080	2 115 079

Motifs des annulations

Annulation de 5,5 M€ en AE et 2,1 M€ en CP dont 1,1 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte-tenu d'une sous-consommation prévisionnelle des crédits de titre 2 et, s'agissant des crédits hors titre 2, d'une annulation de la réserve de précaution ainsi que de sous-consommations prévisionnelles.

Crédits non répartis

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	525 000 000		525 000 000	225 000 000		225 000 000
Modifications intervenues en gestion	-107 245 000		-107 245 000	-107 245 000		-107 245 000
Total des crédits ouverts	417 755 000		417 755 000	117 755 000		117 755 000
Modifications proposées	-50 000 000		-50 000 000	-50 000 000		-50 000 000
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	50 000 000		50 000 000	50 000 000		50 000 000
Total net des ouvertures et annulations proposées	-50 000 000		-50 000 000	-50 000 000		-50 000 000

Programme n° 552 : Dépenses accidentelles et imprévisibles

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	525 000 000		525 000 000	225 000 000		225 000 000
Modifications intervenues en gestion	-107 245 000		-107 245 000	-107 245 000		-107 245 000
Total des crédits ouverts	417 755 000		417 755 000	117 755 000		117 755 000
Modification proposée	-50 000 000		-50 000 000	-50 000 000		-50 000 000
Annulations proposées	50 000 000		50 000 000	50 000 000		50 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 50,0 M€ en AE et 50,0 M€ en CP compte tenu de la moindre incertitude pesant sur la fin de gestion.

Culture

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 974 863 313	733 781 426	2 708 644 739	1 977 527 469	733 781 426	2 711 308 895
Modifications intervenues en gestion	-67 691 348	-2 926 248	-70 617 596	-86 585 607	-2 926 248	-89 511 856
Total des crédits ouverts	1 907 171 965	730 855 178	2 638 027 143	1 890 941 862	730 855 178	2 621 797 039
Modifications proposées	-28 613 435	1 600 000	-27 013 435	-32 752 027	1 600 000	-31 152 027
Ouvertures proposées	892 000	1 600 000	2 492 000		1 600 000	1 600 000
Annulations proposées	29 505 435		29 505 435	32 752 027		32 752 027
Total net des ouvertures et annulations proposées	-28 613 435	1 600 000	-27 013 435	-32 752 027	1 600 000	-31 152 027

Programme n° 131 : Création

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 032 880 129		1 032 880 129	1 042 653 016		1 042 653 016
Modifications intervenues en gestion	-71 449 451		-71 449 451	-70 937 489		-70 937 489
Total des crédits ouverts	961 430 678		961 430 678	971 715 527		971 715 527
Modification proposée	-2 090 562		-2 090 562	-1 954 584		-1 954 584
Annulations proposées	2 090 562		2 090 562	1 954 584		1 954 584

Motifs des annulations

Annulation de 2,1 M€ en AE et 2,0 M€ en CP au titre d'ajustements techniques liés à la fin de gestion n'affectant pas le paiement des dépenses inéluctables de guichet.

Programme n° 361 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	829 582 796		829 582 796	824 400 514		824 400 514
Modifications intervenues en gestion	9 477 561		9 477 561	-10 101 595		-10 101 595
Total des crédits ouverts	839 060 357		839 060 357	814 298 919		814 298 919
Modification proposée	-27 414 873		-27 414 873	-30 797 443		-30 797 443
Annulations proposées	27 414 873		27 414 873	30 797 443		30 797 443

Motifs des annulations

Annulation de 27,4 M€ en AE et 30,8 M€ en CP au titre des crédits mis en réserve et n'affectant pas la couverture des besoins relatifs au Pass Culture.

Programme n° 224 : Soutien aux politiques du ministère de la culture

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	112 400 388	733 781 426	846 181 814	110 473 939	733 781 426	844 255 365
Modifications intervenues en gestion	-5 719 457	-2 926 248	-8 645 706	-5 546 523	-2 926 248	-8 472 772
Total des crédits ouverts	106 680 931	730 855 178	837 536 108	104 927 416	730 855 178	835 782 593
Modification proposée	892 000	1 600 000	2 492 000		1 600 000	1 600 000
Ouvertures proposées	892 000	1 600 000	2 492 000		1 600 000	1 600 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 2,5 M€ en AE et 1,6 M€ en CP dont 1,6 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 et 0,9 M€ en AE au titre du financement de projets interministériels.

Défense

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	44 635 759 683	23 205 361 658	67 841 121 341	33 550 368 885	23 205 361 658	56 755 730 543
Modifications intervenues en gestion	33 057 169 641	153 572 407	33 210 742 048	2 504 874 643	153 572 407	2 658 447 050
Total des crédits ouverts	77 692 929 324	23 358 934 065	101 051 863 389	36 055 243 528	23 358 934 065	59 414 177 593
Modifications proposées	71 365 388	-200 000 000	-128 634 612	74 449 188	-200 000 000	-125 550 812
Ouvertures proposées	677 000 000		677 000 000	677 000 000		677 000 000
Annulations proposées	605 634 612	200 000 000	805 634 612	602 550 812	200 000 000	802 550 812
Total net des ouvertures et annulations proposées	71 365 388	-200 000 000	-128 634 612	74 449 188	-200 000 000	-125 550 812

Programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 198 423 067		2 198 423 067	1 967 619 198		1 967 619 198
Modifications intervenues en gestion	1 314 169 668		1 314 169 668	65 146 560		65 146 560
Total des crédits ouverts	3 512 592 735		3 512 592 735	2 032 765 758		2 032 765 758
Modification proposée	-33 000 000		-33 000 000	-33 000 000		-33 000 000
Annulations proposées	33 000 000		33 000 000	33 000 000		33 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 33,0 M€ en AE et 33,0 M€ en CP portant sur des crédits mis en réserve en tenant compte d'un besoin en crédits à hauteur de 16 M€ au titre du financement d'un accord entre la France et la République de Djibouti dans le cadre de la revue du Traité de coopération en matière de défense.

Programme n° 178 : Préparation et emploi des forces

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	16 569 476 955		16 569 476 955	13 562 508 731		13 562 508 731
Modifications intervenues en gestion	2 208 665 025		2 208 665 025	1 475 640 035		1 475 640 035
Total des crédits ouverts	18 778 141 980		18 778 141 980	15 038 148 766		15 038 148 766
Modification proposée	677 000 000		677 000 000	677 000 000		677 000 000
Ouvertures proposées	677 000 000		677 000 000	677 000 000		677 000 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 677,0 M€ en AE et 677,0 M€ en CP afin de couvrir les surcoûts opérationnels au titre des OPEX, des Jeux olympiques et paralympiques, des déploiements sur le front oriental de l'OTAN, de la situation en Nouvelle-Calédonie, ainsi que la contribution nette de la France à la Facilité européenne pour la paix dans le cadre de l'effort de soutien national à l'Ukraine.

Programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 474 950 629	23 205 361 658	24 680 312 287	1 428 888 458	23 205 361 658	24 634 250 116
Modifications intervenues en gestion	60 876 006	153 572 407	214 448 413	148 467 432	153 572 407	302 039 839
Total des crédits ouverts	1 535 826 635	23 358 934 065	24 894 760 700	1 577 355 890	23 358 934 065	24 936 289 955
Modification proposée	-40 683 800	-200 000 000	-240 683 800	-37 600 000	-200 000 000	-237 600 000
Annulations proposées	40 683 800	200 000 000	240 683 800	37 600 000	200 000 000	237 600 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 160,0 M€ en AE et 160,0 M€ en CP dont 160,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 hors CAS Pensions afin de couvrir les surcoûts opérationnels au titre des opérations extérieures, des Jeux olympiques et paralympiques et des déploiements sur le front oriental de l'OTAN.

Motifs des annulations

Annulation de 400,7 M€ en AE et 397,6 M€ en CP dont 360,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 portant d'une part sur des crédits mis en réserve hors titre 2, et d'autre part sur des crédits de contribution au CAS Pensions compte tenu de moindres besoins prévisionnels.

Programme n° 146 : Équipement des forces

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	24 392 909 032		24 392 909 032	16 591 352 498		16 591 352 498
Modifications intervenues en gestion	29 473 458 943		29 473 458 943	815 620 615		815 620 615
Total des crédits ouverts	53 866 367 975		53 866 367 975	17 406 973 113		17 406 973 113
Modification proposée	-531 950 812		-531 950 812	-531 950 812		-531 950 812
Annulations proposées	531 950 812		531 950 812	531 950 812		531 950 812

Motifs des annulations

Annulation de 532,0 M€ en AE et 532,0 M€ en CP portant sur des crédits mis en réserve.

Direction de l'action du Gouvernement

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	664 084 637	357 060 873	1 021 145 510	695 775 841	357 060 873	1 052 836 714
Modifications intervenues en gestion	43 312 367	-9 298 578	34 013 789	70 860 635	-9 298 578	61 562 057
Total des crédits ouverts	707 397 004	347 762 295	1 055 159 299	766 636 476	347 762 295	1 114 398 771
Modifications proposées	-18 596 944	3 981 179	-14 615 765	-10 689 722	3 981 179	-6 708 543
Ouvertures proposées		4 171 778	4 171 778	2 000 000	4 171 778	6 171 778
Annulations proposées	18 596 944	190 599	18 787 543	12 689 722	190 599	12 880 321
Total net des ouvertures et annulations proposées	-18 596 944	3 981 179	-14 615 765	-10 689 722	3 981 179	-6 708 543

Programme n° 129 : Coordination du travail gouvernemental

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	588 362 803	293 331 006	881 693 809	624 102 842	293 331 006	917 433 848
Modifications intervenues en gestion	46 242 878	-8 219 647	38 023 231	73 219 807	-8 219 647	65 000 160
Total des crédits ouverts	634 605 681	285 111 359	919 717 040	697 322 649	285 111 359	982 434 008
Modification proposée	-18 300 535	4 171 778	-14 128 757	-12 689 722	4 171 778	-8 517 944
Ouvertures proposées		4 171 778	4 171 778		4 171 778	4 171 778
Annulations proposées	18 300 535		18 300 535	12 689 722		12 689 722

Motifs des ouvertures

Ouverture de 7,2 M€ en AE et 7,2 M€ en CP dont 7,2 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 afin d'assurer la liquidation de la paye du mois de décembre (dépenses supplémentaires liées au changement de Gouvernement, primes JOP).

Motifs des annulations

Annulation de 21,3 M€ en AE et 15,7 M€ en CP dont 3,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre notamment de la réserve de précaution ainsi que de sous-consommations prévisionnelles en fin d'année pour le hors titre 2.

Programme n° 308 : Protection des droits et libertés

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	75 721 834	63 729 867	139 451 701	71 672 999	63 729 867	135 402 866
Modifications intervenues en gestion	-2 930 511	-1 078 931	-4 009 442	-2 359 172	-1 078 931	-3 438 103
Total des crédits ouverts	72 791 323	62 650 936	135 442 259	69 313 827	62 650 936	131 964 763
Modification proposée	-296 409	-190 599	-487 008	2 000 000	-190 599	1 809 401
Ouvertures proposées				2 000 000		2 000 000
Annulations proposées	296 409	190 599	487 008		190 599	190 599

Motifs des ouvertures

Ouverture de 0,3 M€ en AE et 2,3 M€ en CP dont 0,3 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 afin d'assurer les besoins liés au déménagement de l'ARCOM et à la liquidation de la paye du mois de décembre.

Motifs des annulations

Annulation de 0,8 M€ en AE et 0,5 M€ en CP dont 0,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 correspondant à un besoin moindre que prévu initialement en AE sur le HT2 (-0,3 M€) et sur les crédits de contribution au CAS Pensions (-0,5 M€).

Écologie, développement et mobilité durables

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	19 399 517 919	2 831 100 179	22 230 618 098	16 912 796 718	2 831 100 179	19 743 896 897
Modifications intervenues en gestion	5 567 334 984	5 234 041	5 572 569 024	2 827 057 547	5 234 041	2 832 291 588
Total des crédits ouverts	24 966 852 903	2 836 334 220	27 803 187 122	19 739 854 265	2 836 334 220	22 576 188 485
Modifications proposées	-898 307 858	1 289 383	-897 018 475	-88 087 634	1 289 383	-86 798 251
Ouvertures proposées	48 878 275	1 289 383	50 167 658	250 132 699	1 289 383	251 422 082
Annulations proposées	947 186 133		947 186 133	338 220 333		338 220 333
Total net des ouvertures et annulations proposées	-898 307 858	1 289 383	-897 018 475	-88 087 634	1 289 383	-86 798 251

Programme n° 203 : Infrastructures et services de transports

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 344 085 635		4 344 085 635	4 381 048 913		4 381 048 913
Modifications intervenues en gestion	6 438 707 027		6 438 707 027	3 715 336 115		3 715 336 115
Total des crédits ouverts	10 782 792 662		10 782 792 662	8 096 385 028		8 096 385 028
Modification proposée	48 878 275		48 878 275	250 132 699		250 132 699
Ouvertures proposées	48 878 275		48 878 275	250 132 699		250 132 699

Motifs des ouvertures

Ouverture de 48,9 M€ en AE et 250,1 M€ en CP en raison d'annulations préalables de crédits sur le P203 en décret d'annulation, les économies en dépenses ayant vocation à être mises en œuvre au niveau de l'AFITF, via une baisse de taxe affectée intégrée à l'article 1.

Programme n° 205 : Affaires maritimes, pêche et aquaculture

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	349 883 004		349 883 004	312 085 103		312 085 103
Modifications intervenues en gestion	4 237 803		4 237 803	4 315 765		4 315 765
Total des crédits ouverts	354 120 807		354 120 807	316 400 868		316 400 868
Modification proposée	-9 769 622		-9 769 622	-3 111 715		-3 111 715
Annulations proposées	9 769 622		9 769 622	3 111 715		3 111 715

Motifs des annulations

Annulation de 9,8 M€ en AE et 3,1 M€ en CP portant sur une partie des crédits mis en réserve.

Programme n° 113 : Paysages, eau et biodiversité

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	577 954 847		577 954 847	511 972 615		511 972 615
Modifications intervenues en gestion	-41 466 069		-41 466 069	-41 561 356		-41 561 356
Total des crédits ouverts	536 488 778		536 488 778	470 411 259		470 411 259
Modification proposée	-67 041 251		-67 041 251	-85 105 955		-85 105 955
Annulations proposées	67 041 251		67 041 251	85 105 955		85 105 955

Motifs des annulations

Annulation de 67,0 M€ en AE et 85,1 M€ en CP au titre principalement des crédits mis en réserve, et du décalage des décaissements par rapport aux prévisions.

Programme n° 174 : Énergie, climat et après-mines

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	5 817 177 062		5 817 177 062	5 435 154 925		5 435 154 925
Modifications intervenues en gestion	-954 780 222		-954 780 222	-1 257 280 832		-1 257 280 832
Total des crédits ouverts	4 862 396 840		4 862 396 840	4 177 874 093		4 177 874 093
Modification proposée				-182 000 000		-182 000 000
Annulations proposées				182 000 000		182 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 0,0 M€ en AE et 182,0 M€ en CP de crédits mis en réserve suite au surgel, en cohérence avec la moindre exécution constatée du dispositif Ma Prime Rénov' et du chèque énergie.

Programme n° 345 : Service public de l'énergie

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	5 539 000 000		5 539 000 000	4 884 000 000		4 884 000 000
Modifications intervenues en gestion	633 495 162		633 495 162	830 375 710		830 375 710
Total des crédits ouverts	6 172 495 162		6 172 495 162	5 714 375 710		5 714 375 710
Modification proposée	-470 372 597		-470 372 597			
Annulations proposées	470 372 597		470 372 597			

Motifs des annulations

Annulation de 470,4 M€ en AE et 0,0 M€ en CP en raison du report du lancement de l'appel d'offre de soutien à l'hydrogène décarboné.

Programme n° 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	272 417 371	2 831 100 179	3 103 517 550	264 535 162	2 831 100 179	3 095 635 341
Modifications intervenues en gestion	-11 173 116	5 234 041	-5 939 075	-3 267 306	5 234 041	1 966 734
Total des crédits ouverts	261 244 255	2 836 334 220	3 097 578 475	261 267 856	2 836 334 220	3 097 602 075
Modification proposée	-2 663	1 289 383	1 286 720	-3 002 663	1 289 383	-1 713 280
Ouvertures proposées		1 289 383	1 289 383		1 289 383	1 289 383
Annulations proposées	2 663		2 663	3 002 663		3 002 663

Motifs des ouvertures

Ouverture de 9,1 M€ en AE et 9,1 M€ en CP dont 9,1 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 en raison de surcoûts constatés en gestion en lien avec un repyramidage et un recours aux contractuels dynamiques.

Motifs des annulations

Annulation de 7,8 M€ en AE et 10,8 M€ en CP dont 7,8 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 en raison d'une sous-exécution du T2 CAS liée à un recrutement plus marqué que prévu des contractuels, et compte tenu de la sous-exécution de CP en HT2.

Programme n° 380 : Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 499 000 000		2 499 000 000	1 124 000 000		1 124 000 000
Modifications intervenues en gestion	-501 685 600		-501 685 600	-420 860 548		-420 860 548
Total des crédits ouverts	1 997 314 400		1 997 314 400	703 139 452		703 139 452
Modification proposée	-400 000 000		-400 000 000	-65 000 000		-65 000 000
Annulations proposées	400 000 000		400 000 000	65 000 000		65 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 400,0 M€ en AE et 65,0 M€ en CP au titre de la réserve de précaution portant sur les autorisations d'engagement, et pour les crédits de paiement des décaissements plus progressifs des projets d'investissement subventionnés.

Économie

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 273 447 681	959 928 566	4 233 376 247	3 333 319 481	959 928 566	4 293 248 047
Modifications intervenues en gestion	2 803 436 736	-3 295 779	2 800 140 957	2 799 635 030	-3 295 779	2 796 339 251
Total des crédits ouverts	6 076 884 417	956 632 787	7 033 517 204	6 132 954 511	956 632 787	7 089 587 298
Modifications proposées	26 693 295	-17 241 431	9 451 864	-42 915 896	-17 241 431	-60 157 327
Ouvertures proposées	195 634 354		195 634 354	211 096 542		211 096 542
Annulations proposées	168 941 059	17 241 431	186 182 490	254 012 438	17 241 431	271 253 869
Total net des ouvertures et annulations proposées	26 693 295	-17 241 431	9 451 864	-42 915 896	-17 241 431	-60 157 327

Programme n° 134 : Développement des entreprises et régulations

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 533 218 953	413 728 612	2 946 947 565	2 243 001 049	413 728 612	2 656 729 661
Modifications intervenues en gestion	816 009 681	-1 164 384	814 845 297	885 883 362	-1 164 384	884 718 978
Total des crédits ouverts	3 349 228 634	412 564 228	3 761 792 862	3 128 884 411	412 564 228	3 541 448 639
Modification proposée	195 634 354	-7 096 515	188 537 839	211 096 542	-7 096 515	204 000 027
Ouvertures proposées	195 634 354		195 634 354	211 096 542		211 096 542
Annulations proposées		7 096 515	7 096 515		7 096 515	7 096 515

Motifs des ouvertures

Ouverture de 195,6 M€ en AE et 211,1 M€ en CP en raison notamment de la prise en charge en gestion des dépenses de soutien aux entreprises néo-calédoniennes, et d'une révision à la hausse des prévisions de dépenses sur les aides « gaz et électricité » du plan de résilience.

Motifs des annulations

Annulation de 7,1 M€ en AE et 7,1 M€ en CP dont 7,1 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 soit une annulation partielle de la réserve de précaution en T2 suite à une sous-exécution.

Programme n° 343 : Plan France Très haut débit

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	96 935 000		96 935 000	464 470 090		464 470 090
Modifications intervenues en gestion	-17 611 505		-17 611 505	-96 611 506		-96 611 506
Total des crédits ouverts	79 323 495		79 323 495	367 858 584		367 858 584
Modification proposée				-84 621 039		-84 621 039
Annulations proposées				84 621 039		84 621 039

Motifs des annulations

Annulation de 0,0 M€ en AE et 84,6 M€ en CP, au-delà de la réserve, en tenant compte de l'exécution du PTHD.

Programme n° 220 : Statistiques et études économiques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	89 833 728	395 926 581	485 760 309	77 545 342	395 926 581	473 471 923
Modifications intervenues en gestion	5 380 503	1 384 806	6 765 309	6 236 940	1 384 806	7 621 746
Total des crédits ouverts	95 214 231	397 311 387	492 525 618	83 782 282	397 311 387	481 093 669
Modification proposée	-4 727 481	-5 412 266	-10 139 747	-8 391 399	-5 412 266	-13 803 665
Annulations proposées	4 727 481	5 412 266	10 139 747	8 391 399	5 412 266	13 803 665

Motifs des annulations

Annulation de 10,1 M€ en AE et 13,8 M€ en CP dont 5,4 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 soit une annulation au-delà de la réserve de précaution en T2 au titre des sous-exécutions, et une annulation partielle de la réserve de précaution d'AE en HT2 ainsi qu'une annulation au-delà de la réserve de précaution de CP en HT2, prenant en compte diverses sous-exécutions ainsi que le report vers 2025 des opérations de recensement en Nouvelle-Calédonie.

Programme n° 305 : Stratégies économiques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	553 460 000	150 273 373	703 733 373	548 303 000	150 273 373	698 576 373
Modifications intervenues en gestion	-341 943	-3 516 201	-3 858 144	4 126 234	-3 516 201	610 033
Total des crédits ouverts	553 118 057	146 757 172	699 875 229	552 429 234	146 757 172	699 186 406
Modification proposée	-3 213 578	-4 732 650	-7 946 228		-4 732 650	-4 732 650
Annulations proposées	3 213 578	4 732 650	7 946 228		4 732 650	4 732 650

Motifs des annulations

Annulation de 7,9 M€ d'AE dont 4,7 M€ de titre 2 soit une annulation partielle de la réserve de précaution en T2 et une annulation partielle de la réserve en HT2 à hauteur de 3,2 M€ à la suite de la constatation de sous-exécutions ainsi qu'une annulation de 4,7 M€ en CP de titre 2.

Programme n° 367 : Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale						
Modifications intervenues en gestion	2 000 000 000		2 000 000 000	2 000 000 000		2 000 000 000
Total des crédits ouverts	2 000 000 000		2 000 000 000	2 000 000 000		2 000 000 000
Modification proposée	-161 000 000		-161 000 000	-161 000 000		-161 000 000
Annulations proposées	161 000 000		161 000 000	161 000 000		161 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 161,0 M€ en AE et 161,0 M€ en CP compte tenu de l'actualisation de la trajectoire de besoins de l'Agence des participations de l'État (APE).

Engagements financiers de l'État

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	54 084 436 463		54 084 436 463	54 272 105 773		54 272 105 773
Modifications intervenues en gestion	-888 038 750		-888 038 750	-888 500 000		-888 500 000
Total des crédits ouverts	53 196 397 713		53 196 397 713	53 383 605 773		53 383 605 773
Modifications proposées	-387 859 062		-387 859 062	-409 617 553		-409 617 553
Ouvertures proposées	149 140 938		149 140 938	149 140 938		149 140 938
Annulations proposées	537 000 000		537 000 000	558 758 491		558 758 491
Total net des ouvertures et annulations proposées	-387 859 062		-387 859 062	-409 617 553		-409 617 553

Programme n° 117 : Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	51 375 000 000		51 375 000 000	51 375 000 000		51 375 000 000
Modifications intervenues en gestion	-800 000 000		-800 000 000	-800 000 000		-800 000 000
Total des crédits ouverts	50 575 000 000		50 575 000 000	50 575 000 000		50 575 000 000
Modification proposée	-537 000 000		-537 000 000	-537 000 000		-537 000 000
Annulations proposées	537 000 000		537 000 000	537 000 000		537 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 537,0 M€ en AE et 537,0 M€ en CP au titre de la baisse de la charge de la dette de l'État en raison principalement du reflux de l'inflation plus rapide qu'anticipé initialement, entraînant une moindre provision d'indexation sur l'inflation.

Programme n° 114 : Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 902 436 463		1 902 436 463	1 902 436 463		1 902 436 463
Modifications intervenues en gestion	-100 000 000		-100 000 000	-100 000 000		-100 000 000
Total des crédits ouverts	1 802 436 463		1 802 436 463	1 802 436 463		1 802 436 463
Modification proposée	140 140 938		140 140 938	140 140 938		140 140 938
Ouvertures proposées	140 140 938		140 140 938	140 140 938		140 140 938

Motifs des ouvertures

Ouverture de 140,1 M€ en AE et 140,1 M€ en CP au titre de la sinistralité attendue des prêts garantis par l'Etat en 2024.

Programme n° 355 : Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	807 000 000		807 000 000	807 000 000		807 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	807 000 000		807 000 000	807 000 000		807 000 000
Modification proposée	9 000 000		9 000 000	9 000 000		9 000 000
Ouvertures proposées	9 000 000		9 000 000	9 000 000		9 000 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 9,0 M€ en AE et 9,0 M€ en CP au titre de la charge de dette SNCF Réseau reprise par l'État, qui s'établirait à 815 M€ en 2024, contre 806 M€ inscrits en LFI pour 2024. Cette révision s'explique par la présence de titres de dette à taux variables, qui représentent environ 4 % de l'ensemble de la dette reprise.

Programme n° 344 : Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				187 669 310		187 669 310
Modifications intervenues en gestion	11 961 250		11 961 250	11 500 000		11 500 000
Total des crédits ouverts	11 961 250		11 961 250	199 169 310		199 169 310
Modification proposée				-21 758 491		-21 758 491
Annulations proposées				21 758 491		21 758 491

Motifs des annulations

Annulation de 21,8 M€ en CP au titre de l'annulation de la réserve de précaution.

Enseignement scolaire

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	6 360 912 329	80 744 718 559	87 105 630 888	6 257 431 669	80 744 718 559	87 002 150 228
Modifications intervenues en gestion	201 425 794	-470 916 490	-269 490 696	-26 191 266	-470 916 490	-497 107 756
Total des crédits ouverts	6 562 338 123	80 273 802 069	86 836 140 192	6 231 240 403	80 273 802 069	86 505 042 472
Modifications proposées	-274 288 685	169 273 213	-105 015 472	-297 679 566	169 273 213	-128 406 353
Ouvertures proposées	5 441 612	350 241 334	355 682 946		350 241 334	350 241 334
Annulations proposées	279 730 297	180 968 121	460 698 418	297 679 566	180 968 121	478 647 687
Total net des ouvertures et annulations proposées	-274 288 685	169 273 213	-105 015 472	-297 679 566	169 273 213	-128 406 353

Programme n° 140 : Enseignement scolaire public du premier degré

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	99 570 417	26 774 187 832	26 873 758 249	99 570 417	26 774 187 832	26 873 758 249
Modifications intervenues en gestion	13 699 310	-130 160 181	-116 460 871	34 442 752	-130 160 181	-95 717 429
Total des crédits ouverts	113 269 727	26 644 027 651	26 757 297 378	134 013 169	26 644 027 651	26 778 040 820
Modification proposée	-26 320 700	-46 783 626	-73 104 326	-38 120 700	-46 783 626	-84 904 326
Annulations proposées	26 320 700	46 783 626	73 104 326	38 120 700	46 783 626	84 904 326

Motifs des ouvertures

Ouverture de 70,6 M€ en AE et 70,6 M€ en CP dont 70,6 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu de la prévision actualisée des dépenses de personnel.

Motifs des annulations

Annulation de 143,7 M€ en AE et 155,5 M€ en CP dont 117,4 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu d'une sous-exécution prévisionnelle des crédits de contribution au CAS Pensions, et dont 26,3 M€ en AE et 38,1 M€ en CP en crédits hors titre 2 compte tenu de la sous-exécution identifiée sur certaines dépenses.

Programme n° 141 : Enseignement scolaire public du second degré

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	467 147 576	37 957 464 193	38 424 611 769	467 147 576	37 957 464 193	38 424 611 769
Modifications intervenues en gestion	8 763 938	-123 953 462	-115 189 524	13 042 612	-123 953 462	-110 910 850
Total des crédits ouverts	475 911 514	37 833 510 731	38 309 422 245	480 190 188	37 833 510 731	38 313 700 919
Modification proposée	-10 500 000	-112 785 235	-123 285 235	-14 000 000	-112 785 235	-126 785 235
Annulations proposées	10 500 000	112 785 235	123 285 235	14 000 000	112 785 235	126 785 235

Motifs des ouvertures

Ouverture de 59,2 M€ en AE et 59,2 M€ en CP dont 59,2 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu de la prévision actualisée des dépenses de personnel.

Motifs des annulations

Annulation de 182,5 M€ en AE et 186,0 M€ en CP, dont 172,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu d'une sous-exécution prévisionnelle des crédits du CAS Pensions, et compte tenu de l'annulation de crédits reportés de 2023 et de sous-exécutions constatées sur certaines dépenses.

Programme n° 230 : Vie de l'élève

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 394 679 022	4 734 342 900	8 129 021 922	3 364 679 022	4 734 342 900	8 099 021 922
Modifications intervenues en gestion	-78 956 939	-165 689 506	-244 646 445	-78 921 398	-165 689 506	-244 610 904
Total des crédits ouverts	3 315 722 083	4 568 653 394	7 884 375 477	3 285 757 624	4 568 653 394	7 854 411 018
Modification proposée	-225 562 015	283 703 787	58 141 772	-225 562 015	283 703 787	58 141 772
Ouvertures proposées		283 703 787	283 703 787		283 703 787	283 703 787
Annulations proposées	225 562 015		225 562 015	225 562 015		225 562 015

Motifs des ouvertures

Ouverture de 305,9 M€ en AE et 305,9 M€ en CP dont 305,9 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu de la prévision actualisée des dépenses de personnel et de la bascule de la rémunération des AESH et des AED du HT2 vers le T2.

Motifs des annulations

Annulation de 247,7 M€ en AE et 247,7 M€ en CP, dont 22,2 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu principalement de la bascule de la rémunération des AESH et des AED du HT2 vers le T2 et d'une sous-exécution prévisionnelle des crédits de contribution au CAS Pensions.

Programme n° 139 : Enseignement privé du premier et du second degrés

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	901 765 616	8 133 539 453	9 035 305 069	901 765 616	8 133 539 453	9 035 305 069
Modifications intervenues en gestion	-10 186 423	-87 635 459	-97 821 882	9 451 132	-87 635 459	-78 184 327
Total des crédits ouverts	891 579 193	8 045 903 994	8 937 483 187	911 216 748	8 045 903 994	8 957 120 742
Modification proposée	5 441 612	33 000 598	38 442 210	-2 600 000	33 000 598	30 400 598
Ouvertures proposées	5 441 612	33 000 598	38 442 210		33 000 598	33 000 598
Annulations proposées				2 600 000		2 600 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 49,9 M€ en AE et 44,5 M€ en CP dont 44,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu de la prévision actualisée des dépenses de personnel et d'un besoin en AE lié à la revalorisation du forfait d'externat.

Motifs des annulations

Annulation de 11,5 M€ en AE et 14,1 M€ en CP, dont 11,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2, compte tenu d'une sous-exécution prévisionnelle des crédits de contribution au CAS Pensions, et de la sous-exécution identifiée sur certaines dépenses.

Programme n° 214 : Soutien de la politique de l'éducation nationale

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	915 129 029	2 030 419 956	2 945 548 985	843 364 837	2 030 419 956	2 873 784 793
Modifications intervenues en gestion	266 933 811	6 791 810	273 725 621	-9 111 372	6 791 810	-2 319 562
Total des crédits ouverts	1 182 062 840	2 037 211 766	3 219 274 606	834 253 465	2 037 211 766	2 871 465 231
Modification proposée		33 536 949	33 536 949		33 536 949	33 536 949
Ouvertures proposées		33 536 949	33 536 949		33 536 949	33 536 949

Motifs des ouvertures

Ouverture de 39,7 M€ en AE et 39,7 M€ en CP de crédits de titre 2 compte tenu de la prévision actualisée des dépenses de personnel.

Motifs des annulations

Annulation de 6,2 M€ en AE et 6,2 M€ en CP de crédits de titre 2 compte tenu d'une sous-exécution prévisionnelle des crédits de contribution au CAS Pensions.

Programme n° 143 : Enseignement technique agricole

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	582 620 669	1 114 764 225	1 697 384 894	580 904 201	1 114 764 225	1 695 668 426
Modifications intervenues en gestion	1 172 096	29 730 308	30 902 404	4 905 007	29 730 308	34 635 315
Total des crédits ouverts	583 792 765	1 144 494 533	1 728 287 298	585 809 208	1 144 494 533	1 730 303 741
Modification proposée	-17 347 582	-21 399 260	-38 746 842	-17 396 851	-21 399 260	-38 796 111
Annulations proposées	17 347 582	21 399 260	38 746 842	17 396 851	21 399 260	38 796 111

Motifs des annulations

Annulation de 38,7 M€ en AE et 38,8 M€ en CP, dont 21,4 M€ en AE et CP de crédits de titre 2, au titre de l'annulation de la quasi-totalité de la réserve de précaution, après prise en compte de l'ensemble des besoins pour la gestion 2024.

Gestion des finances publiques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 048 911 710	8 762 465 510	10 811 377 220	2 137 374 173	8 762 465 510	10 899 839 683
Modifications intervenues en gestion	111 660 747	6 387 071	118 047 818	-92 151 357	6 387 071	-85 764 287
Total des crédits ouverts	2 160 572 457	8 768 852 581	10 929 425 038	2 045 222 816	8 768 852 581	10 814 075 396
Modifications proposées	-77 791 372	-66 174 719	-143 966 091	-28 922 689	-66 174 719	-95 097 408
Ouvertures proposées				610 760		610 760
Annulations proposées	77 791 372	66 174 719	143 966 091	29 533 449	66 174 719	95 708 168
Total net des ouvertures et annulations proposées	-77 791 372	-66 174 719	-143 966 091	-28 922 689	-66 174 719	-95 097 408

Programme n° 156 : Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 177 190 660	6 903 431 646	8 080 622 306	1 234 692 294	6 903 431 646	8 138 123 940
Modifications intervenues en gestion	72 384 022	6 690 670	79 074 692	-34 168 415	6 690 670	-27 477 745
Total des crédits ouverts	1 249 574 682	6 910 122 316	8 159 696 998	1 200 523 879	6 910 122 316	8 110 646 195
Modification proposée	-20 188 788	-46 595 056	-66 783 844	-22 064 070	-46 595 056	-68 659 126
Annulations proposées	20 188 788	46 595 056	66 783 844	22 064 070	46 595 056	68 659 126

Motifs des annulations

Annulation de 66,8 M€ en AE et 68,7 M€ en CP dont 46,6 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 soit une annulation partielle de la réserve de précaution en T2 et une annulation totale de la réserve en HT2.

Programme n° 218 : Conduite et pilotage des politiques économiques et financières

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	461 712 289	529 654 750	991 367 039	525 106 417	529 654 750	1 054 761 167
Modifications intervenues en gestion	31 031 848	-333 599	30 698 249	-60 883 690	-333 599	-61 217 290
Total des crédits ouverts	492 744 137	529 321 151	1 022 065 288	464 222 727	529 321 151	993 543 877
Modification proposée	-48 529 316	-10 883 888	-59 413 204	-7 469 379	-10 883 888	-18 353 267
Annulations proposées	48 529 316	10 883 888	59 413 204	7 469 379	10 883 888	18 353 267

Motifs des annulations

Annulation de 59,4 M€ en AE et 18,4 M€ en CP dont 10,9 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 soit une annulation au-delà de la réserve de précaution en T2 et une annulation partielle de la réserve d'AE et de CP en HT2.

Programme n° 302 : Facilitation et sécurisation des échanges

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	410 008 761	1 329 379 114	1 739 387 875	377 575 462	1 329 379 114	1 706 954 576
Modifications intervenues en gestion	8 244 877	30 000	8 274 877	2 900 748	30 000	2 930 748
Total des crédits ouverts	418 253 638	1 329 409 114	1 747 662 752	380 476 210	1 329 409 114	1 709 885 324
Modification proposée	-9 073 268	-8 695 775	-17 769 043	610 760	-8 695 775	-8 085 015
Ouvertures proposées				610 760		610 760
Annulations proposées	9 073 268	8 695 775	17 769 043		8 695 775	8 695 775

Motifs des ouvertures

Ouverture de 0,0 M€ en AE et 0,6 M€ en CP au titre du financement notamment de projets informatiques.

Motifs des annulations

Annulation de 17,8 M€ en AE et 8,7 M€ en CP dont 8,7 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 soit une annulation partielle de la réserve de précaution en T2 au titre de sous-exécutions anticipées et une annulation partielle de la réserve d'AE en HT2.

Immigration, asile et intégration

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 764 838 061		1 764 838 061	2 156 502 672		2 156 502 672
Modifications intervenues en gestion	316 013 592		316 013 592	69 467 151		69 467 151
Total des crédits ouverts	2 080 851 653		2 080 851 653	2 225 969 823		2 225 969 823
Modifications proposées	5 558 977		5 558 977	47 310 197		47 310 197
Ouvertures proposées	31 876 488		31 876 488	64 599 692		64 599 692
Annulations proposées	26 317 511		26 317 511	17 289 495		17 289 495
Total net des ouvertures et annulations proposées	5 558 977		5 558 977	47 310 197		47 310 197

Programme n° 303 : Immigration et asile

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 333 426 696		1 333 426 696	1 725 143 750		1 725 143 750
Modifications intervenues en gestion	359 039 734		359 039 734	111 689 864		111 689 864
Total des crédits ouverts	1 692 466 430		1 692 466 430	1 836 833 614		1 836 833 614
Modification proposée	31 876 488		31 876 488	64 599 692		64 599 692
Ouvertures proposées	31 876 488		31 876 488	64 599 692		64 599 692

Motifs des ouvertures

Ouverture de 31,9 M€ en AE et 64,6 M€ en CP afin de financer les surcoûts liés à l'accueil de réfugiés d'Ukraine.

Programme n° 104 : Intégration et accès à la nationalité française

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	431 411 365		431 411 365	431 358 922		431 358 922
Modifications intervenues en gestion	-43 026 142		-43 026 142	-42 222 713		-42 222 713
Total des crédits ouverts	388 385 223		388 385 223	389 136 209		389 136 209
Modification proposée	-26 317 511		-26 317 511	-17 289 495		-17 289 495
Annulations proposées	26 317 511		26 317 511	17 289 495		17 289 495

Motifs des annulations

Annulation de 26,3 M€ en AE et 17,3 M€ en CP au titre de l'annulation d'une partie des crédits mis en réserve.

Investir pour la France de 2030

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				7 701 710 000		7 701 710 000
Modifications intervenues en gestion	2 843 704 215		2 843 704 215	-59 095 025		-59 095 025
Total des crédits ouverts	2 843 704 215		2 843 704 215	7 642 614 975		7 642 614 975
Modifications proposées				-1 214 579 771		-1 214 579 771
Ouvertures proposées						
Annulations proposées				1 214 579 771		1 214 579 771
Total net des ouvertures et annulations proposées				-1 214 579 771		-1 214 579 771

Programme n° 421 : Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				255 000 000		255 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts				255 000 000		255 000 000
Modification proposée				-14 025 000		-14 025 000
Annulations proposées				14 025 000		14 025 000

Motifs des annulations

Annulation de 14,0 M€ en CP au titre de la réserve de précaution.

Programme n° 422 : Valorisation de la recherche

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				88 200 000		88 200 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts				88 200 000		88 200 000
Modification proposée				-4 851 000		-4 851 000
Annulations proposées				4 851 000		4 851 000

Motifs des annulations

Annulation de 4,9 M€ en CP au titre de la réserve de précaution.

Programme n° 423 : Accélération de la modernisation des entreprises

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				14 260 000		14 260 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts				14 260 000		14 260 000
Modification proposée				-784 300		-784 300
Annulations proposées				784 300		784 300

Motifs des annulations

Annulation de 0,8 M€ en CP au titre de la réserve de précaution.

Programme n° 424 : Financement des investissements stratégiques

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				5 691 750 000		5 691 750 000
Modifications intervenues en gestion	2 448 704 215		2 448 704 215	-59 095 025		-59 095 025
Total des crédits ouverts	2 448 704 215		2 448 704 215	5 632 654 975		5 632 654 975
Modification proposée				-922 204 551		-922 204 551
Annulations proposées				922 204 551		922 204 551

Motifs des annulations

Annulation de 922,2 M€ en CP en raison d'un lissage de la trésorerie des opérateurs.

Programme n° 425 : Financement structurel des écosystèmes d'innovation

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				1 652 500 000		1 652 500 000
Modifications intervenues en gestion	395 000 000		395 000 000			
Total des crédits ouverts	395 000 000		395 000 000	1 652 500 000		1 652 500 000
Modification proposée				-272 714 920		-272 714 920
Annulations proposées				272 714 920		272 714 920

Motifs des annulations

Annulation de 272,7 M€ en CP en raison d'un lissage de la trésorerie des opérateurs.

Justice

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	7 106 786 364	7 131 056 610	14 237 842 974	5 030 890 155	7 131 056 610	12 161 946 765
Modifications intervenues en gestion	584 704 791	-24 273 040	560 431 751	-205 383 049	-24 273 040	-229 656 089
Total des crédits ouverts	7 691 491 155	7 106 783 570	14 798 274 725	4 825 507 106	7 106 783 570	11 932 290 676
Modifications proposées	-656 018 728	-41 085 417	-697 104 145	-19 946 676	-41 085 417	-61 032 093
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	656 018 728	41 085 417	697 104 145	19 946 676	41 085 417	61 032 093
Total net des ouvertures et annulations proposées	-656 018 728	-41 085 417	-697 104 145	-19 946 676	-41 085 417	-61 032 093

Programme n° 166 : Justice judiciaire

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 767 289 482	2 986 657 137	4 753 946 619	1 557 351 108	2 986 657 137	4 544 008 245
Modifications intervenues en gestion	277 201 770	-6 062 690	271 139 080	-127 918 204	-6 062 690	-133 980 894
Total des crédits ouverts	2 044 491 252	2 980 594 447	5 025 085 699	1 429 432 904	2 980 594 447	4 410 027 351
Modification proposée	-202 057 391	-25 882 738	-227 940 129		-25 882 738	-25 882 738
Annulations proposées	202 057 391	25 882 738	227 940 129		25 882 738	25 882 738

Motifs des annulations

Annulation de 227,9 M€ en AE et 25,9 M€ en CP, dont 25,9 M€ en AE et CP de crédits de titre 2, au titre d'une annulation partielle de la réserve de précaution pour les crédits hors titre 2, en raison de réajustements sur les dépenses d'immobilier propriétaire et en tenant compte du dynamisme des frais de justice, ainsi que d'une

annulation au-delà de la réserve de précaution sur les crédits de titre 2 hors contribution au CAS Pensions, compte tenu de moindres besoins prévisionnels.

Programme n° 107 : Administration pénitentiaire

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 588 601 359	3 225 380 273	6 813 981 632	1 777 570 541	3 225 380 273	5 002 950 814
Modifications intervenues en gestion	250 066 494	-14 356 711	235 709 783	-12 523 179	-14 356 711	-26 879 890
Total des crédits ouverts	3 838 667 853	3 211 023 562	7 049 691 415	1 765 047 362	3 211 023 562	4 976 070 924
Modification proposée	-353 894 019	-7 535 371	-361 429 390	-2 280 622	-7 535 371	-9 815 993
Annulations proposées	353 894 019	7 535 371	361 429 390	2 280 622	7 535 371	9 815 993

Motifs des annulations

Annulation de 361,4 M€ en AE et 9,8 M€ en CP, dont 7,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2, au titre d'une annulation partielle de la réserve de précaution sur les crédits hors titre 2, en raison de réajustements des dépenses en matière d'immobilier propriétaire et des besoins de dépenses de fonctionnement, ainsi que d'une annulation partielle de la réserve de précaution sur les crédits de titre 2.

Programme n° 182 : Protection judiciaire de la jeunesse

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	490 754 992	670 006 160	1 160 761 152	455 941 180	670 006 160	1 125 947 340
Modifications intervenues en gestion	10 929 994	-146 825	10 783 169	-22 894 884	-146 825	-23 041 709
Total des crédits ouverts	501 684 986	669 859 335	1 171 544 321	433 046 296	669 859 335	1 102 905 631
Modification proposée	-32 031 153	-2 868 220	-34 899 373	-10 308 419	-2 868 220	-13 176 639
Annulations proposées	32 031 153	2 868 220	34 899 373	10 308 419	2 868 220	13 176 639

Motifs des annulations

Annulation de 34,9 M€ en AE et 13,2 M€ en CP dont 2,9 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre d'une annulation partielle de la réserve de précaution pour les crédits de titre 2 et hors titre 2.

Programme n° 101 : Accès au droit et à la justice

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	736 234 297		736 234 297	736 234 297		736 234 297
Modifications intervenues en gestion	-1 523 652		-1 523 652	-1 797 700		-1 797 700
Total des crédits ouverts	734 710 645		734 710 645	734 436 597		734 436 597
Modification proposée	-7 305 043		-7 305 043	-7 357 635		-7 357 635
Annulations proposées	7 305 043		7 305 043	7 357 635		7 357 635

Motifs des annulations

Annulation de 7,3 M€ en AE et 7,4 M€ en CP au titre d'une annulation partielle de la réserve de précaution, tenant néanmoins compte des besoins du programme au titre de l'aide juridictionnelle.

Programme n° 310 : Conduite et pilotage de la politique de la justice

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	522 543 711	245 737 534	768 281 245	501 347 713	245 737 534	747 085 247
Modifications intervenues en gestion	48 188 586	-3 706 814	44 481 772	-40 143 410	-3 706 814	-43 850 224
Total des crédits ouverts	570 732 297	242 030 720	812 763 017	461 204 303	242 030 720	703 235 023
Modification proposée	-60 731 122	-4 701 056	-65 432 178		-4 701 056	-4 701 056
Annulations proposées	60 731 122	4 701 056	65 432 178		4 701 056	4 701 056

Motifs des annulations

Annulation de 65,4 M€ en AE et 4,7 M€ en CP, dont 4,7 M€ en AE et CP de crédits de titre 2, au titre de l'annulation de la réserve de précaution en AE sur les crédits hors titre 2 ainsi que de l'annulation de la réserve de précaution sur les crédits de titre 2 hors CAS Pensions.

Programme n° 335 : Conseil supérieur de la magistrature

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 362 523	3 275 506	4 638 029	2 445 316	3 275 506	5 720 822
Modifications intervenues en gestion	-158 401		-158 401	-105 671		-105 671
Total des crédits ouverts	1 204 122	3 275 506	4 479 628	2 339 645	3 275 506	5 615 151
Modification proposée		-98 032	-98 032		-98 032	-98 032
Annulations proposées		98 032	98 032		98 032	98 032

Motifs des annulations

Annulation de 0,1 M€ en AE et 0,1 M€ en CP dont 0,1 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre d'une annulation partielle de la réserve de précaution.

Médias, livre et industries culturelles

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	741 875 375		741 875 375	735 947 922		735 947 922
Modifications intervenues en gestion	-2 693 655		-2 693 655	-3 200 266		-3 200 266
Total des crédits ouverts	739 181 720		739 181 720	732 747 656		732 747 656
Modifications proposées	-33 008 686		-33 008 686	-20 235 291		-20 235 291
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	33 008 686		33 008 686	20 235 291		20 235 291
Total net des ouvertures et annulations proposées	-33 008 686		-33 008 686	-20 235 291		-20 235 291

Programme n° 180 : Presse et médias

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	377 705 399		377 705 399	376 665 279		376 665 279
Modifications intervenues en gestion	4 587 078		4 587 078	3 596 973		3 596 973
Total des crédits ouverts	382 292 477		382 292 477	380 262 252		380 262 252
Modification proposée	-16 623 953		-16 623 953	-16 002 841		-16 002 841
Annulations proposées	16 623 953		16 623 953	16 002 841		16 002 841

Motifs des annulations

Annulation de 16,6 M€ en AE et 16,0 M€ en CP soit la mobilisation de la réserve de précaution, sans affecter le paiement de dépenses inéluctables.

Programme n° 334 : Livre et industries culturelles

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	364 169 976		364 169 976	359 282 643		359 282 643
Modifications intervenues en gestion	-7 280 733		-7 280 733	-6 797 239		-6 797 239
Total des crédits ouverts	356 889 243		356 889 243	352 485 404		352 485 404
Modification proposée	-16 384 733		-16 384 733	-4 232 450		-4 232 450
Annulations proposées	16 384 733		16 384 733	4 232 450		4 232 450

Motifs des annulations

Annulation de 16,4 M€ en AE et 4,2 M€ en CP permettant d'annuler la totalité de la réserve de précaution.

Outre-mer

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 970 253 815	210 822 902	3 181 076 717	2 593 641 089	210 822 902	2 804 463 991
Modifications intervenues en gestion	104 427 995	-3 921 959	100 506 036	154 345 593	-3 921 959	150 423 634
Total des crédits ouverts	3 074 681 810	206 900 943	3 281 582 753	2 747 986 682	206 900 943	2 954 887 625
Modifications proposées	-33 833 130	-1 229 116	-35 062 246	33 231 693	-1 229 116	32 002 577
Ouvertures proposées	55 616 172		55 616 172	33 231 693		33 231 693
Annulations proposées	89 449 302	1 229 116	90 678 418		1 229 116	1 229 116
Total net des ouvertures et annulations proposées	-33 833 130	-1 229 116	-35 062 246	33 231 693	-1 229 116	32 002 577

Programme n° 138 : Emploi outre-mer

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 688 629 972	210 822 902	1 899 452 874	1 673 867 117	210 822 902	1 884 690 019
Modifications intervenues en gestion	88 302 123	-3 921 959	84 380 164	126 436 562	-3 921 959	122 514 603
Total des crédits ouverts	1 776 932 095	206 900 943	1 983 833 038	1 800 303 679	206 900 943	2 007 204 622
Modification proposée	55 616 172	-1 229 116	54 387 056	26 231 693	-1 229 116	25 002 577
Ouvertures proposées	55 616 172		55 616 172	26 231 693		26 231 693
Annulations proposées		1 229 116	1 229 116		1 229 116	1 229 116

Motifs des ouvertures

Ouverture de 55,6 M€ en AE et 26,2 M€ en CP en raison notamment de la hausse des compensations des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques aux outre-mer.

Motifs des annulations

Annulation de 1,2 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 légèrement au-delà de la réserve, au titre d'une sous-exécution des crédits disponibles.

Programme n° 123 : Conditions de vie outre-mer

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 281 623 843		1 281 623 843	919 773 972		919 773 972
Modifications intervenues en gestion	16 125 872		16 125 872	27 909 031		27 909 031
Total des crédits ouverts	1 297 749 715		1 297 749 715	947 683 003		947 683 003
Modification proposée	-89 449 302		-89 449 302	7 000 000		7 000 000
Ouvertures proposées				7 000 000		7 000 000
Annulations proposées	89 449 302		89 449 302			

Motifs des ouvertures

Ouverture de 7,0 M€ en CP au titre du contrat de développement entre l'État et le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie (CDEV).

Motifs des annulations

Annulation de 89,4 M€ en AE au titre d'une annulation partielle de la réserve.

Plan de relance

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				178 900 000		178 900 000
Modifications intervenues en gestion	214 928 298		214 928 298	711 267 828		711 267 828
Total des crédits ouverts	214 928 298		214 928 298	890 167 828		890 167 828
Modifications proposées				-150 000 000		-150 000 000
Ouvertures proposées						
Annulations proposées				150 000 000		150 000 000
Total net des ouvertures et annulations proposées				-150 000 000		-150 000 000

Programme n° 364 : Cohésion

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				178 900 000		178 900 000
Modifications intervenues en gestion	214 928 298		214 928 298	711 267 828		711 267 828
Total des crédits ouverts	214 928 298		214 928 298	890 167 828		890 167 828
Modification proposée				-150 000 000		-150 000 000
Annulations proposées				150 000 000		150 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 150,0 M€ en CP sur la réserve de précaution, compte tenu notamment de la clôture du programme 364 "Cohésion" à fin 2024.

Pouvoirs publics

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	607 647 569		607 647 569	607 647 569		607 647 569
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	607 647 569		607 647 569	607 647 569		607 647 569
Modifications proposées	28 540 900		28 540 900	28 540 900		28 540 900
Ouvertures proposées	28 540 900		28 540 900	28 540 900		28 540 900
Annulations proposées						
Total net des ouvertures et annulations proposées	28 540 900		28 540 900	28 540 900		28 540 900

Programme n° 511 : Assemblée nationale

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	607 647 569		607 647 569	607 647 569		607 647 569
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	607 647 569		607 647 569	607 647 569		607 647 569
Modification proposée	28 540 900		28 540 900	28 540 900		28 540 900
Ouvertures proposées	28 540 900		28 540 900	28 540 900		28 540 900

Motifs des ouvertures

Ouverture de 28,5 M€ en AE et 28,5 M€ en CP en raison de l'impact financier du renouvellement anticipé de l'Assemblée nationale.

Recherche et enseignement supérieur

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	31 490 945 314	698 212 840	32 189 158 154	30 990 918 896	698 212 840	31 689 131 736
Modifications intervenues en gestion	-329 904 036	-7 352 644	-337 256 680	-548 470 453	-7 352 644	-555 823 097
Total des crédits ouverts	31 161 041 278	690 860 196	31 851 901 474	30 442 448 443	690 860 196	31 133 308 639
Modifications proposées	-209 277 082	-5 571 329	-214 848 411	-209 551 690	-5 571 329	-215 123 019
Ouvertures proposées	100 241 287		100 241 287	102 450 447		102 450 447
Annulations proposées	309 518 369	5 571 329	315 089 698	312 002 137	5 571 329	317 573 466
Total net des ouvertures et annulations proposées	-209 277 082	-5 571 329	-214 848 411	-209 551 690	-5 571 329	-215 123 019

Programme n° 150 : Formations supérieures et recherche universitaire

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	14 845 229 450	431 823 270	15 277 052 720	14 748 960 450	431 823 270	15 180 783 720
Modifications intervenues en gestion	286 497 105	-3 433 486	283 063 619	-8 846 851	-3 433 486	-12 280 337
Total des crédits ouverts	15 131 726 555	428 389 784	15 560 116 339	14 740 113 599	428 389 784	15 168 503 383
Modification proposée	-51 244 744	-225 448	-51 470 192	-51 244 743	-225 448	-51 470 191
Annulations proposées	51 244 744	225 448	51 470 192	51 244 743	225 448	51 470 191

Motifs des ouvertures

Ouverture de 0,4 M€ en AE et 0,4 M€ en CP dont 0,4 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 hors CAS, tenant compte de l'évolution des périmètres gouvernementaux.

Motifs des annulations

Annulation de 51,9 M€ en AE et 51,9 M€ en CP, dont 0,6 M€ en AE et CP de crédits de titre 2, correspondant à l'intégralité de la mise en réserve du programme (HT2) et à la sous-exécution des dépenses de contribution au CAS Pensions, en lien avec l'augmentation du recrutement d'agents contractuels.

Programme n° 231 : Vie étudiante

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 357 406 410		3 357 406 410	3 326 639 077		3 326 639 077
Modifications intervenues en gestion	-159 633 521		-159 633 521	-152 616 573		-152 616 573
Total des crédits ouverts	3 197 772 889		3 197 772 889	3 174 022 504		3 174 022 504
Modification proposée	54 092 058		54 092 058	56 291 923		56 291 923
Ouvertures proposées	54 092 058		54 092 058	56 291 923		56 291 923

Motifs des ouvertures

Ouverture de 54,1 M€ en AE et 56,3 M€ en CP correspondant au dernier versement de subvention pour charges de service public du CNOUS prévu mi-décembre et ayant été mobilisé pour sécuriser le dernier versement des bourses sur critères sociaux.

Programme n° 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	8 642 699 505		8 642 699 505	8 201 401 634		8 201 401 634
Modifications intervenues en gestion	-307 891 831		-307 891 831	-306 889 709		-306 889 709
Total des crédits ouverts	8 334 807 674		8 334 807 674	7 894 511 925		7 894 511 925
Modification proposée	-117 918 733		-117 918 733	-117 918 733		-117 918 733
Annulations proposées	117 918 733		117 918 733	117 918 733		117 918 733

Motifs des annulations

Annulation de 117,9 M€ en AE et 117,9 M€ en CP correspondant à l'intégralité de la mise en réserve du programme, après un dégel de 31,5 M€ visant à soutenir le P231.

Programme n° 193 : Recherche spatiale

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 900 179 541		1 900 179 541	1 900 179 541		1 900 179 541
Modifications intervenues en gestion	-192 900 000		-192 900 000	-192 900 000		-192 900 000
Total des crédits ouverts	1 707 279 541		1 707 279 541	1 707 279 541		1 707 279 541
Modification proposée	-100 000 000		-100 000 000	-100 000 000		-100 000 000
Annulations proposées	100 000 000		100 000 000	100 000 000		100 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 100,0 M€ en AE et 100,0 M€ en CP correspondant à l'intégralité de la mise en réserve du programme.

Programme n° 190 : Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 888 583 219		1 888 583 219	1 948 483 219		1 948 483 219
Modifications intervenues en gestion	-41 261 282		-41 261 282	57 338 718		57 338 718
Total des crédits ouverts	1 847 321 937		1 847 321 937	2 005 821 937		2 005 821 937
Modification proposée	46 149 229		46 149 229	46 158 524		46 158 524
Ouvertures proposées	46 149 229		46 149 229	46 158 524		46 158 524

Motifs des ouvertures

Ouverture de 46,1 M€ en AE et 46,2 M€ en CP afin de préserver l'activité des opérateurs financés par le programme, comme le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) dans ses opérations d'assainissement et de démantèlement ainsi que l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) dans le contexte de sa fusion avec l'Autorité de sûreté nucléaire.

Programme n° 192 : Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	678 136 541		678 136 541	688 636 541		688 636 541
Modifications intervenues en gestion	-6 693 685		-6 693 685	52 024 784		52 024 784
Total des crédits ouverts	671 442 856		671 442 856	740 661 325		740 661 325
Modification proposée	-27 248 276		-27 248 276	-29 718 002		-29 718 002
Annulations proposées	27 248 276		27 248 276	29 718 002		29 718 002

Motifs des annulations

Annulation de 27,2 M€ en AE et 29,7 M€ en CP au titre de la révision à la baisse des coûts des dispositifs portés par le programme.

Programme n° 142 : Enseignement supérieur et recherche agricoles

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	178 710 648	266 389 570	445 100 218	176 618 434	266 389 570	443 008 004
Modifications intervenues en gestion	91 979 178	-3 919 158	88 060 020	3 419 178	-3 919 158	-499 980
Total des crédits ouverts	270 689 826	262 470 412	533 160 238	180 037 612	262 470 412	442 508 024
Modification proposée	-13 106 616	-5 345 881	-18 452 497	-13 120 659	-5 345 881	-18 466 540
Annulations proposées	13 106 616	5 345 881	18 452 497	13 120 659	5 345 881	18 466 540

Motifs des annulations

Annulation de 18,5 M€ en AE et 18,5 M€ en CP dont 5,3 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre de l'annulation de la réserve de précaution, après prise en compte de l'ensemble des besoins pour la gestion 2024.

Régimes sociaux et de retraite

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	5 153 032 978		5 153 032 978	5 153 032 978		5 153 032 978
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	5 153 032 978		5 153 032 978	5 153 032 978		5 153 032 978
Modifications proposées	-162 996 842		-162 996 842	-162 996 842		-162 996 842
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	162 996 842		162 996 842	162 996 842		162 996 842
Total net des ouvertures et annulations proposées	-162 996 842		-162 996 842	-162 996 842		-162 996 842

Programme n° 198 : Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 365 695 818		4 365 695 818	4 365 695 818		4 365 695 818
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	4 365 695 818		4 365 695 818	4 365 695 818		4 365 695 818
Modification proposée	-150 145 805		-150 145 805	-150 145 805		-150 145 805
Annulations proposées	150 145 805		150 145 805	150 145 805		150 145 805

Motifs des annulations

Annulation de 150,1 M€ en AE et 150,1 M€ en CP d'une partie de la réserve de précaution du fait d'une actualisation des prévisions de recettes des régimes.

Programme n° 197 : Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	787 337 160		787 337 160	787 337 160		787 337 160
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	787 337 160		787 337 160	787 337 160		787 337 160
Modification proposée	-12 851 037		-12 851 037	-12 851 037		-12 851 037
Annulations proposées	12 851 037		12 851 037	12 851 037		12 851 037

Motifs des annulations

Annulation de 12,9 M€ en AE et 12,9 M€ en CP d'une partie de la réserve de précaution du fait d'une actualisation des prévisions de recettes du régime.

Relations avec les collectivités territoriales

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 095 743 144		4 095 743 144	3 961 389 661		3 961 389 661
Modifications intervenues en gestion	237 095 655		237 095 655	258 782 332		258 782 332
Total des crédits ouverts	4 332 838 799		4 332 838 799	4 220 171 993		4 220 171 993
Modifications proposées	-128 122 754		-128 122 754	-159 746 631		-159 746 631
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	128 122 754		128 122 754	159 746 631		159 746 631
Total net des ouvertures et annulations proposées	-128 122 754		-128 122 754	-159 746 631		-159 746 631

Programme n° 119 : Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 798 201 744		3 798 201 744	3 711 788 506		3 711 788 506
Modifications intervenues en gestion	2 161 534		2 161 534	15 967 139		15 967 139
Total des crédits ouverts	3 800 363 278		3 800 363 278	3 727 755 645		3 727 755 645
Modification proposée	-104 999 779		-104 999 779	-76 707 208		-76 707 208
Annulations proposées	104 999 779		104 999 779	76 707 208		76 707 208

Motifs des annulations

Annulation de 105,0 M€ en AE et 76,7 M€ en CP au titre de l'annulation d'une partie de la réserve de précaution.

Programme n° 122 : Concours spécifiques et administration

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	297 541 400		297 541 400	249 601 155		249 601 155
Modifications intervenues en gestion	234 934 121		234 934 121	242 815 193		242 815 193
Total des crédits ouverts	532 475 521		532 475 521	492 416 348		492 416 348
Modification proposée	-23 122 975		-23 122 975	-83 039 423		-83 039 423
Annulations proposées	23 122 975		23 122 975	83 039 423		83 039 423

Motifs des annulations

Annulation de 23,1 M€ en AE et 83,0 M€ en CP au titre de l'annulation d'une partie de la réserve de précaution.

Remboursements et dégrèvements

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	140 480 146 022		140 480 146 022	140 480 146 022		140 480 146 022
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	140 480 146 022		140 480 146 022	140 480 146 022		140 480 146 022
Modifications proposées	7 693 409 009		7 693 409 009	7 693 409 009		7 693 409 009
Ouvertures proposées	7 693 409 009		7 693 409 009	7 693 409 009		7 693 409 009
Annulations proposées						
Total net des ouvertures et annulations proposées	7 693 409 009		7 693 409 009	7 693 409 009		7 693 409 009

Programme n° 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	136 189 146 022		136 189 146 022	136 189 146 022		136 189 146 022
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	136 189 146 022		136 189 146 022	136 189 146 022		136 189 146 022
Modification proposée	6 926 584 017		6 926 584 017	6 926 584 017		6 926 584 017
Ouvertures proposées	6 926 584 017		6 926 584 017	6 926 584 017		6 926 584 017

Motifs des ouvertures

Ouverture de 6 926,6 M€ en AE et 6 926,6 M€ en CP en raison principalement de la hausse des remboursements et dégrèvements d'impôt sur les sociétés.

Programme n° 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 291 000 000		4 291 000 000	4 291 000 000		4 291 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	4 291 000 000		4 291 000 000	4 291 000 000		4 291 000 000
Modification proposée	766 824 992		766 824 992	766 824 992		766 824 992
Ouvertures proposées	766 824 992		766 824 992	766 824 992		766 824 992

Motifs des ouvertures

Ouverture de 766,8 M€ en AE et 766,8 M€ en CP en raison principalement de la hausse des remboursements et dégrèvements d'impôt sur la taxe d'habitation.

Santé

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	265 981 268	1 300 000	267 281 268	269 281 268	1 300 000	270 581 268
Modifications intervenues en gestion	160 937 328		160 937 328	203 593 757		203 593 757
Total des crédits ouverts	426 918 596	1 300 000	428 218 596	472 875 025	1 300 000	474 175 025
Modifications proposées	13 923 894	-123 500	13 800 394	14 159 823	-123 500	14 036 323
Ouvertures proposées	13 923 894		13 923 894	14 159 823		14 159 823
Annulations proposées		123 500	123 500		123 500	123 500
Total net des ouvertures et annulations proposées	13 923 894	-123 500	13 800 394	14 159 823	-123 500	14 036 323

Programme n° 204 : Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	265 981 268	1 300 000	267 281 268	269 281 268	1 300 000	270 581 268
Modifications intervenues en gestion	160 937 328		160 937 328	203 593 757		203 593 757
Total des crédits ouverts	426 918 596	1 300 000	428 218 596	472 875 025	1 300 000	474 175 025
Modification proposée	13 923 894	-123 500	13 800 394	14 159 823	-123 500	14 036 323
Ouvertures proposées	13 923 894		13 923 894	14 159 823		14 159 823
Annulations proposées		123 500	123 500		123 500	123 500

Motifs des ouvertures

Ouverture de 13,9 M€ en AE et 14,2 M€ en CP au titre des besoins de l'agence de santé de Wallis et Futuna (dont 2,1 M€ en AE et 0,3 M€ en CP pour le projet de reconstruction de l'hôpital de Futuna) et des contentieux dont celui relatif à la Dépakine.

Motifs des annulations

Annulation de 0,1 M€ en AE et 0,1 M€ en CP dont 0,1 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 portant sur des crédits mis en réserve.

Sécurités

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	5 062 447 692	20 343 191 177	25 405 638 869	3 971 887 076	20 343 191 177	24 315 078 253
Modifications intervenues en gestion	873 827 993	123 583 558	997 411 551	184 674 222	123 583 558	308 257 780
Total des crédits ouverts	5 936 275 685	20 466 774 735	26 403 050 420	4 156 561 298	20 466 774 735	24 623 336 033
Modifications proposées	-215 082 040	396 994 606	181 912 566	427 443 039	396 994 606	824 437 645
Ouvertures proposées	151 498 689	404 795 018	556 293 707	442 723 039	404 795 018	847 518 057
Annulations proposées	366 580 729	7 800 412	374 381 141	15 280 000	7 800 412	23 080 412
Total net des ouvertures et annulations proposées	-215 082 040	396 994 606	181 912 566	427 443 039	396 994 606	824 437 645

Programme n° 176 : Police nationale

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 156 687 080	11 205 346 827	13 362 033 907	1 727 378 298	11 205 346 827	12 932 725 125
Modifications intervenues en gestion	106 533 356	7 141 360	113 674 715	34 530 667	7 141 360	41 672 027
Total des crédits ouverts	2 263 220 436	11 212 488 187	13 475 708 622	1 761 908 965	11 212 488 187	12 974 397 152
Modification proposée	-321 473 105	355 986 507	34 513 402	87 498 377	355 986 507	443 484 884
Ouvertures proposées		355 986 507	355 986 507	87 498 377	355 986 507	443 484 884
Annulations proposées	321 473 105		321 473 105			

Motifs des ouvertures

Ouverture de 356,0 M€ en AE et 443,5 M€ en CP dont 356,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 principalement au titre des dépenses liées à la sécurisation des Jeux Olympiques et Paralympiques et des missions de renfort en Nouvelle-Calédonie.

Motifs des annulations

Annulation de 321,5 M€ en AE au titre des crédits mis en réserve et de moindres besoins prévisionnels.

Programme n° 152 : Gendarmerie nationale

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 124 760 991	8 906 783 640	11 031 544 631	1 486 194 305	8 906 783 640	10 392 977 945
Modifications intervenues en gestion	433 861 456	115 788 959	549 650 416	124 544 269	115 788 959	240 333 228
Total des crédits ouverts	2 558 622 447	9 022 572 599	11 581 195 047	1 610 738 574	9 022 572 599	10 633 311 173
Modification proposée	151 498 689	48 808 511	200 307 200	314 998 809	48 808 511	363 807 320
Ouvertures proposées	151 498 689	48 808 511	200 307 200	314 998 809	48 808 511	363 807 320

Motifs des ouvertures

Ouverture de 284,0 M€ en AE et 447,5 M€ en CP dont 132,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre notamment des dépenses liées à la sécurisation des Jeux Olympiques et Paralympiques et des missions de renfort en Nouvelle-Calédonie.

Motifs des annulations

Annulation de 83,7 M€ en AE et 83,7 M€ en CP dont 83,7 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 sur les crédits de contribution au CAS Pensions, compte tenu de moindres besoins prévisionnels.

Programme n° 207 : Sécurité et éducation routières

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	110 387 203		110 387 203	108 879 721		108 879 721
Modifications intervenues en gestion	-23 190 073		-23 190 073	-23 805 498		-23 805 498
Total des crédits ouverts	87 197 130		87 197 130	85 074 223		85 074 223
Modification proposée	-10 780 000		-10 780 000	-15 280 000		-15 280 000
Annulations proposées	10 780 000		10 780 000	15 280 000		15 280 000

Motifs des annulations

Annulation de 10,8 M€ en AE et 15,3 M€ en CP au titre des crédits mis en réserve et des économies réalisées en gestion.

Programme n° 161 : Sécurité civile

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	670 612 418	231 060 710	901 673 128	649 434 752	231 060 710	880 495 462
Modifications intervenues en gestion	356 623 254	653 239	357 276 493	49 404 784	653 239	50 058 022
Total des crédits ouverts	1 027 235 672	231 713 949	1 258 949 621	698 839 536	231 713 949	930 553 484
Modification proposée	-34 327 624	-7 800 412	-42 128 036	40 225 853	-7 800 412	32 425 441
Ouvertures proposées				40 225 853		40 225 853
Annulations proposées	34 327 624	7 800 412	42 128 036		7 800 412	7 800 412

Motifs des ouvertures

Ouverture 40,2 M€ en CP au titre de dépenses liées aux besoins en Nouvelle-Calédonie.

Motifs des annulations

Annulation de 42,1 M€ en AE et 7,8 M€ en CP dont 7,8 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre des crédits mis en réserve et de moindres besoins prévisionnels.

Solidarité, insertion et égalité des chances

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	30 546 973 163	454 023 197	31 000 996 360	30 644 863 294	454 023 197	31 098 886 491
Modifications intervenues en gestion	-235 605 082	3 104 466	-232 500 616	-190 868 593	3 104 466	-187 764 127
Total des crédits ouverts	30 311 368 081	457 127 663	30 768 495 744	30 453 994 701	457 127 663	30 911 122 364
Modifications proposées	239 207 793	-10 455 555	228 752 238	213 783 149	-10 455 555	203 327 594
Ouvertures proposées	247 786 677		247 786 677	245 583 149		245 583 149
Annulations proposées	8 578 884	10 455 555	19 034 439	31 800 000	10 455 555	42 255 555
Total net des ouvertures et annulations proposées	239 207 793	-10 455 555	228 752 238	213 783 149	-10 455 555	203 327 594

Programme n° 304 : Inclusion sociale et protection des personnes

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	14 280 497 514	3 400 000	14 283 897 514	14 281 658 848	3 400 000	14 285 058 848
Modifications intervenues en gestion	-16 274 997		-16 274 997	16 101 662		16 101 662
Total des crédits ouverts	14 264 222 517	3 400 000	14 267 622 517	14 297 760 510	3 400 000	14 301 160 510
Modification proposée	60 434 477	-1 696 779	58 737 698	58 230 949	-1 696 779	56 534 170
Ouvertures proposées	60 434 477		60 434 477	58 230 949		58 230 949
Annulations proposées		1 696 779	1 696 779		1 696 779	1 696 779

Motifs des ouvertures

Ouverture de 60,4 M€ en AE et 58,2 M€ en CP compte tenu de l'évolution des prévisions relatives aux principales prestations et des mesures du Pacte des solidarités, principalement liées au coût de la tarification sociale des cantines scolaires.

Motifs des annulations

Annulation de 1,7 M€ en AE et 1,7 M€ en CP sur les crédits de titre 2 au titre de sous-exécutions attendues.

Programme n° 157 : Handicap et dépendance

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	15 381 767 027		15 381 767 027	15 381 767 027		15 381 767 027
Modifications intervenues en gestion	-222 471 515		-222 471 515	-221 977 909		-221 977 909
Total des crédits ouverts	15 159 295 512		15 159 295 512	15 159 789 118		15 159 789 118
Modification proposée	158 801 877		158 801 877	158 801 877		158 801 877
Ouvertures proposées	158 801 877		158 801 877	158 801 877		158 801 877

Motifs des ouvertures

Ouverture de 158,8 M€ en AE et CP au titre principalement de la dynamique des dépenses de l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

Programme n° 137 : Égalité entre les femmes et les hommes

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	77 408 682		77 408 682	77 408 682		77 408 682
Modifications intervenues en gestion	-4 875 248		-4 875 248	-4 123 372		-4 123 372
Total des crédits ouverts	72 533 434		72 533 434	73 285 310		73 285 310
Modification proposée	28 550 323		28 550 323	28 550 323		28 550 323
Ouvertures proposées	28 550 323		28 550 323	28 550 323		28 550 323

Motifs des ouvertures

Ouverture de 28,6 M€ en AE et 28,6 M€ en CP principalement au titre des besoins liés à l'aide universelle d'urgence pour les personnes victimes de violence conjugale.

Programme n° 124 : Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	807 299 940	450 623 197	1 257 923 137	904 028 737	450 623 197	1 354 651 934
Modifications intervenues en gestion	8 016 678	3 104 466	11 121 144	19 131 026	3 104 466	22 235 492
Total des crédits ouverts	815 316 618	453 727 663	1 269 044 281	923 159 763	453 727 663	1 376 887 426
Modification proposée	-8 578 884	-8 758 776	-17 337 660	-31 800 000	-8 758 776	-40 558 776
Annulations proposées	8 578 884	8 758 776	17 337 660	31 800 000	8 758 776	40 558 776

Motifs des annulations

Annulation de 17,3 M€ en AE et 40,6 M€ en CP dont 8,8 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 en tenant compte des besoins de financement des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) et des agences régionales de santé (ARS).

Sport, jeunesse et vie associative

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 505 731 814	170 441 029	1 676 172 843	1 505 703 151	170 441 029	1 676 144 180
Modifications intervenues en gestion	-143 084 995		-143 084 995	-31 304 829		-31 304 829
Total des crédits ouverts	1 362 646 819	170 441 029	1 533 087 848	1 474 398 322	170 441 029	1 644 839 351
Modifications proposées	-12 754 453	-12 582 501	-25 336 954	-12 754 453	-12 582 501	-25 336 954
Ouvertures proposées		3 052 486	3 052 486		3 052 486	3 052 486
Annulations proposées	12 754 453	15 634 987	28 389 440	12 754 453	15 634 987	28 389 440
Total net des ouvertures et annulations proposées	-12 754 453	-12 582 501	-25 336 954	-12 754 453	-12 582 501	-25 336 954

Programme n° 219 : Sport

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	645 613 954	129 488 048	775 102 002	645 585 291	129 488 048	775 073 339
Modifications intervenues en gestion	-48 728 907		-48 728 907	48 815 254		48 815 254
Total des crédits ouverts	596 885 047	129 488 048	726 373 095	694 400 545	129 488 048	823 888 593
Modification proposée		3 052 486	3 052 486		3 052 486	3 052 486
Ouvertures proposées		3 052 486	3 052 486		3 052 486	3 052 486

Motifs des ouvertures

Ouverture de 3,1 M€ en AE et 3,1 M€ en CP dont 3,1 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 afin de financer l'annuité 2023 du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les personnels techniques et pédagogiques du ministère des sports, dont la mise en paye n'avait pu intervenir avant la fin de gestion.

Motifs des annulations

Annulation de 0,1 M€ en AE et 0,1 M€ en CP dont 0,1 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu de la sous-exécution des crédits de masse salariale (contribution au CAS Pensions).

Programme n° 163 : Jeunesse et vie associative

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	860 117 860	40 952 981	901 070 841	860 117 860	40 952 981	901 070 841
Modifications intervenues en gestion	-94 356 088		-94 356 088	-80 120 083		-80 120 083
Total des crédits ouverts	765 761 772	40 952 981	806 714 753	779 997 777	40 952 981	820 950 758
Modification proposée	-12 754 453	-15 634 987	-28 389 440	-12 754 453	-15 634 987	-28 389 440
Annulations proposées	12 754 453	15 634 987	28 389 440	12 754 453	15 634 987	28 389 440

Motifs des annulations

Annulation de 28,4 M€ en AE et 28,4 M€ en CP dont 15,6 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 compte tenu de la sous-exécution du service national universel (SNU).

Transformation et fonction publiques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 200 392 574	53 155 748	1 253 548 322	1 042 565 933	53 155 748	1 095 721 681
Modifications intervenues en gestion	128 684 962	-3 699 583	124 985 379	-13 183 709	-3 699 583	-16 883 292
Total des crédits ouverts	1 329 077 536	49 456 165	1 378 533 701	1 029 382 224	49 456 165	1 078 838 389
Modifications proposées	-98 884 819	-1 134 816	-100 019 635	-40 639 340	-1 134 816	-41 774 156
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	98 884 819	1 134 816	100 019 635	40 639 340	1 134 816	41 774 156
Total net des ouvertures et annulations proposées	-98 884 819	-1 134 816	-100 019 635	-40 639 340	-1 134 816	-41 774 156

Programme n° 348 : Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	709 843 385		709 843 385	527 867 705		527 867 705
Modifications intervenues en gestion	73 404 488		73 404 488	-16 657 518		-16 657 518
Total des crédits ouverts	783 247 873		783 247 873	511 210 187		511 210 187
Modification proposée	-16 456 030		-16 456 030	-13 579 912		-13 579 912
Annulations proposées	16 456 030		16 456 030	13 579 912		13 579 912

Motifs des annulations

Annulation de 16,5 M€ en AE et 13,6 M€ en CP en tenant compte du rythme des opérations immobilières portées par le programme.

Programme n° 349 : Transformation publique

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	143 963 360	1 500 000	145 463 360	161 324 233	1 500 000	162 824 233
Modifications intervenues en gestion	81 669 613	-930 000	80 739 613	20 604 936	-930 000	19 674 936
Total des crédits ouverts	225 632 973	570 000	226 202 973	181 929 169	570 000	182 499 169
Modification proposée	-66 017 256	-540 000	-66 557 256	-7 358 148	-540 000	-7 898 148
Annulations proposées	66 017 256	540 000	66 557 256	7 358 148	540 000	7 898 148

Motifs des annulations

Annulation de 66,6 M€ en AE et 7,9 M€ en CP dont 0,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 correspondant aux AE du fonds de vert de l'Etat à hauteur de 66 M€ et au titre d'une sous-exécution au-delà de la réserve de précaution en CP.

Programme n° 352 : Innovation et transformation numériques

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	71 100 000	3 000 000	74 100 000	71 100 000	3 000 000	74 100 000
Modifications intervenues en gestion	-23 202 467	-2 985 000	-26 187 467	-21 180 569	-2 985 000	-24 165 569
Total des crédits ouverts	47 897 533	15 000	47 912 533	49 919 431	15 000	49 934 431
Modification proposée	-8 711 533	-15 000	-8 726 533	-11 732 167	-15 000	-11 747 167
Annulations proposées	8 711 533	15 000	8 726 533	11 732 167	15 000	11 747 167

Motifs des annulations

Annulation de 8,7 M€ en AE et 11,7 M€ en CP dont 0,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 correspondant aux crédits mis en réserve.

Programme n° 148 : Fonction publique

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	275 485 829	290 000	275 775 829	282 273 995	290 000	282 563 995
Modifications intervenues en gestion	-3 186 672		-3 186 672	4 049 442		4 049 442
Total des crédits ouverts	272 299 157	290 000	272 589 157	286 323 437	290 000	286 613 437
Modification proposée	-7 700 000	-110 000	-7 810 000	-7 969 113	-110 000	-8 079 113
Annulations proposées	7 700 000	110 000	7 810 000	7 969 113	110 000	8 079 113

Motifs des annulations

Annulation de 7,8 M€ en AE et 8,1 M€ en CP dont 0,1 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 correspondant majoritairement aux crédits mis en réserve.

Programme n° 368 : Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale		48 365 748	48 365 748		48 365 748	48 365 748
Modifications intervenues en gestion		215 417	215 417		215 417	215 417
Total des crédits ouverts		48 581 165	48 581 165		48 581 165	48 581 165
Modification proposée		-469 816	-469 816		-469 816	-469 816
Annulations proposées		469 816	469 816		469 816	469 816

Motifs des ouvertures

Ouverture de 0,0 M€ en AE et 0,0 M€ en CP dont 0,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre de besoins de crédits liés à la contribution au CAS Pensions.

Motifs des annulations

Annulation de 0,5 M€ en AE et 0,5 M€ en CP dont 0,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au-delà de la réserve de précaution, au titre d'une sous-exécution.

Travail et emploi

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	22 369 070 341	597 633 990	22 966 704 331	22 063 350 560	597 633 990	22 660 984 550
Modifications intervenues en gestion	-196 790 138	3 938 234	-192 851 904	-355 237 487	3 938 234	-351 299 253
Total des crédits ouverts	22 172 280 203	601 572 224	22 773 852 427	21 708 113 073	601 572 224	22 309 685 297
Modifications proposées	-555 506 713	-908 896	-556 415 609	66 434 456	-908 896	65 525 560
Ouvertures proposées				350 170 628		350 170 628
Annulations proposées	555 506 713	908 896	556 415 609	283 736 172	908 896	284 645 068
Total net des ouvertures et annulations proposées	-555 506 713	-908 896	-556 415 609	66 434 456	-908 896	65 525 560

Programme n° 102 : Accès et retour à l'emploi

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	7 536 866 323		7 536 866 323	7 543 175 317		7 543 175 317
Modifications intervenues en gestion	-199 436 184		-199 436 184	-179 916 247		-179 916 247
Total des crédits ouverts	7 337 430 139		7 337 430 139	7 363 259 070		7 363 259 070
Modification proposée	-209 745 739		-209 745 739	-277 168 249		-277 168 249
Annulations proposées	209 745 739		209 745 739	277 168 249		277 168 249

Motifs des annulations

Annulation de 209,7 M€ en AE et 277,2 M€ en CP au titre principalement des crédits mis en réserve.

Programme n° 103 : Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	14 544 906 927		14 544 906 927	14 308 732 364		14 308 732 364
Modifications intervenues en gestion	-13 050 546		-13 050 546	-197 492 352		-197 492 352
Total des crédits ouverts	14 531 856 381		14 531 856 381	14 111 240 012		14 111 240 012
Modification proposée	-334 899 392		-334 899 392	350 170 628		350 170 628
Ouvertures proposées				350 170 628		350 170 628
Annulations proposées	334 899 392		334 899 392			

Motifs des ouvertures

Ouverture de 350,2 M€ en CP afin d'ajuster les versements au rythme et au niveau des décaissements effectifs des primes aux employeurs d'apprentis, qui ne peuvent être entièrement absorbés par la mobilisation de la réserve de précaution.

Motifs des annulations

Annulation de 334,9 M€ en AE au titre principalement de la révision à la baisse des prévisions de compensations d'exonérations de cotisations sociales et de l'annulation de la réserve de précaution.

Programme n° 111 : Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	184 617 840		184 617 840	110 036 293		110 036 293
Modifications intervenues en gestion	-1 969 254		-1 969 254	-1 770 512		-1 770 512
Total des crédits ouverts	182 648 586		182 648 586	108 265 781		108 265 781
Modification proposée	-7 444 604		-7 444 604	-3 241 940		-3 241 940
Annulations proposées	7 444 604		7 444 604	3 241 940		3 241 940

Motifs des annulations

Annulation de 7,4 M€ en AE et 3,2 M€ en CP au titre principalement des crédits mis en réserve.

Programme n° 155 : Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	102 679 251	597 633 990	700 313 241	101 406 586	597 633 990	699 040 576
Modifications intervenues en gestion	17 665 846	3 938 234	21 604 080	23 941 624	3 938 234	27 879 858
Total des crédits ouverts	120 345 097	601 572 224	721 917 321	125 348 210	601 572 224	726 920 434
Modification proposée	-3 416 978	-908 896	-4 325 874	-3 325 983	-908 896	-4 234 879
Annulations proposées	3 416 978	908 896	4 325 874	3 325 983	908 896	4 234 879

Motifs des annulations

Annulation de 4,3 M€ en AE et 4,2 M€ en CP dont 0,9 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 au titre de crédits mis en réserve.

II. Budgets annexes : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état C

Contrôle et exploitation aériens

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 110 066 870	1 341 130 265	2 451 197 135	921 854 657	1 341 130 265	2 262 984 922
Modifications intervenues en gestion	91 128 370		91 128 370	30 236 012		30 236 012
Total des crédits ouverts	1 201 195 240	1 341 130 265	2 542 325 505	952 090 669	1 341 130 265	2 293 220 934
Modifications proposées	-7 800 000	-16 000 000	-23 800 000	-20 250 000	-16 000 000	-36 250 000
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	7 800 000	16 000 000	23 800 000	20 250 000	16 000 000	36 250 000
Total net des ouvertures et annulations proposées	-7 800 000	-16 000 000	-23 800 000	-20 250 000	-16 000 000	-36 250 000

Programme n° 613 : Soutien aux prestations de l'aviation civile

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	225 389 719	1 341 130 265	1 566 519 984	218 646 891	1 341 130 265	1 559 777 156
Modifications intervenues en gestion	719 050		719 050	-5 053 373		-5 053 373
Total des crédits ouverts	226 108 769	1 341 130 265	1 567 239 034	213 593 518	1 341 130 265	1 554 723 783
Modification proposée	-1 000 000	-16 000 000	-17 000 000	-2 000 000	-16 000 000	-18 000 000
Annulations proposées	1 000 000	16 000 000	17 000 000	2 000 000	16 000 000	18 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 17,0 M€ en AE et 18,0 M€ en CP dont 16,0 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 en raison pour le T2 de sous-exécution de mesures protocolaires et d'ajustements techniques sur le coût du schéma d'emplois ; et pour le HT2 d'une sous-consommation anticipée.

Programme n° 612 : Navigation aérienne

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	836 178 162		836 178 162	652 923 815		652 923 815
Modifications intervenues en gestion	82 611 461		82 611 461	28 439 410		28 439 410
Total des crédits ouverts	918 789 623		918 789 623	681 363 225		681 363 225
Modification proposée	-6 300 000		-6 300 000	-15 500 000		-15 500 000
Annulations proposées	6 300 000		6 300 000	15 500 000		15 500 000

Motifs des annulations

Annulation de 6,3 M€ en AE et 15,5 M€ en CP compte tenu de la sous-exécution de dépenses du programme.

Programme n° 614 : Transports aériens, surveillance et certification

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	48 498 989		48 498 989	50 283 951		50 283 951
Modifications intervenues en gestion	7 797 859		7 797 859	6 849 975		6 849 975
Total des crédits ouverts	56 296 848		56 296 848	57 133 926		57 133 926
Modification proposée	-500 000		-500 000	-2 750 000		-2 750 000
Annulations proposées	500 000		500 000	2 750 000		2 750 000

Motifs des annulations

Annulation de 0,5 M€ en AE et 2,8 M€ en CP compte tenu de la sous-exécution de dépenses du programme.

Publications officielles et information administrative

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	45 012 909	66 271 937	111 284 846	41 186 509	66 271 937	107 458 446
Modifications intervenues en gestion	-3 239 562		-3 239 562	-2 357 375		-2 357 375
Total des crédits ouverts	41 773 347	66 271 937	108 045 284	38 829 134	66 271 937	105 101 071
Modifications proposées	-117 813	-1 451 937	-1 569 750		-1 451 937	-1 451 937
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	117 813	1 451 937	1 569 750		1 451 937	1 451 937
Total net des ouvertures et annulations proposées	-117 813	-1 451 937	-1 569 750		-1 451 937	-1 451 937

Programme n° 624 : Pilotage et ressources humaines

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	45 012 909	66 271 937	111 284 846	41 186 509	66 271 937	107 458 446
Modifications intervenues en gestion	-3 239 562		-3 239 562	-2 357 375		-2 357 375
Total des crédits ouverts	41 773 347	66 271 937	108 045 284	38 829 134	66 271 937	105 101 071
Modification proposée	-117 813	-1 451 937	-1 569 750		-1 451 937	-1 451 937
Annulations proposées	117 813	1 451 937	1 569 750		1 451 937	1 451 937

Motifs des annulations

Annulation de 1,6 M€ en AE et 1,5 M€ en CP dont 1,5 M€ en AE et CP de crédits de titre 2 correspondant à un besoin moindre qu'initialement prévu sur le HT2 (-0,1 M€ en AE uniquement) et sur les crédits de titre 2 à hauteur de -1,4 M€.

III. Comptes spéciaux : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état D

Avances à l'audiovisuel public

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	850 667 127		850 667 127	850 667 127		850 667 127
Modifications intervenues en gestion	-20 000 000		-20 000 000	-20 000 000		-20 000 000
Total des crédits ouverts	830 667 127		830 667 127	830 667 127		830 667 127
Modifications proposées	-30 671 838		-30 671 838	-30 671 838		-30 671 838
Ouvertures proposées	539 000		539 000	539 000		539 000
Annulations proposées	31 210 838		31 210 838	31 210 838		31 210 838
Total net des ouvertures et annulations proposées	-30 671 838		-30 671 838	-30 671 838		-30 671 838

Programme n° 842 : ARTE France

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	295 102 353		295 102 353	295 102 353		295 102 353
Modifications intervenues en gestion	-1 411 312		-1 411 312	-1 411 312		-1 411 312
Total des crédits ouverts	293 691 041		293 691 041	293 691 041		293 691 041
Modification proposée	-150 000		-150 000	-150 000		-150 000
Annulations proposées	150 000		150 000	150 000		150 000

Motifs des annulations

Annulation de 0,2 M€ en AE et 0,2 M€ en CP afin de régulariser le montant de la compensation par l'État des effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public (CAP).

Programme n° 844 : France Médias Monde

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	299 202 200		299 202 200	299 202 200		299 202 200
Modifications intervenues en gestion	1 411 312		1 411 312	1 411 312		1 411 312
Total des crédits ouverts	300 613 512		300 613 512	300 613 512		300 613 512
Modification proposée	-1 060 846		-1 060 846	-1 060 846		-1 060 846
Annulations proposées	1 060 846		1 060 846	1 060 846		1 060 846

Motifs des annulations

Annulation de 1,1 M€ en AE et 1,1 M€ en CP afin de régulariser le montant de la compensation par l'État des effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public (CAP).

Programme n° 845 : Institut national de l'audiovisuel

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	103 913 354		103 913 354	103 913 354		103 913 354
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	103 913 354		103 913 354	103 913 354		103 913 354
Modification proposée	162 000		162 000	162 000		162 000
Ouvertures proposées	162 000		162 000	162 000		162 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 0,2 M€ en AE et 0,2 M€ en CP afin de régulariser le montant de la compensation par l'État des effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public.

Programme n° 847 : TV5 Monde

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	83 449 220		83 449 220	83 449 220		83 449 220
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	83 449 220		83 449 220	83 449 220		83 449 220
Modification proposée	377 000		377 000	377 000		377 000
Ouvertures proposées	377 000		377 000	377 000		377 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 0,4 M€ en AE et 0,4 M€ en CP afin de régulariser le montant de la compensation par l'État des effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public.

Programme n° 848 : Programme de transformation

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	69 000 000		69 000 000	69 000 000		69 000 000
Modifications intervenues en gestion	-20 000 000		-20 000 000	-20 000 000		-20 000 000
Total des crédits ouverts	49 000 000		49 000 000	49 000 000		49 000 000
Modification proposée	-29 999 992		-29 999 992	-29 999 992		-29 999 992
Annulations proposées	29 999 992		29 999 992	29 999 992		29 999 992

Motifs des annulations

Annulation de 30,0 M€ en AE et 30,0 M€ en CP afin de tirer la conséquence de l'arrêt des versements des crédits au titre du programme de transformation à partir de mai 2024.

Avances aux collectivités territoriales

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	6 000 000		6 000 000	6 000 000		6 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	6 000 000		6 000 000	6 000 000		6 000 000
Modifications proposées	231 200 000		231 200 000	231 200 000		231 200 000
Ouvertures proposées	231 200 000		231 200 000	231 200 000		231 200 000
Annulations proposées						
Total net des ouvertures et annulations proposées	231 200 000		231 200 000	231 200 000		231 200 000

Programme n° 832 : Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	6 000 000		6 000 000	6 000 000		6 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	6 000 000		6 000 000	6 000 000		6 000 000
Modification proposée	231 200 000		231 200 000	231 200 000		231 200 000
Ouvertures proposées	231 200 000		231 200 000	231 200 000		231 200 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 231,2 M€ en AE et 231,2 M€ en CP au titre du soutien urgent à la Nouvelle-Calédonie

Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	627 390 199		627 390 199	627 390 199		627 390 199
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	627 390 199		627 390 199	627 390 199		627 390 199
Modifications proposées	134 337 891		134 337 891	134 337 891		134 337 891
Ouvertures proposées	134 337 891		134 337 891	134 337 891		134 337 891
Annulations proposées						
Total net des ouvertures et annulations proposées	134 337 891		134 337 891	134 337 891		134 337 891

Programme n° 755 : Désendettement de l'État

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	627 390 199		627 390 199	627 390 199		627 390 199
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	627 390 199		627 390 199	627 390 199		627 390 199
Modification proposée	134 337 891		134 337 891	134 337 891		134 337 891
Ouvertures proposées	134 337 891		134 337 891	134 337 891		134 337 891

Motifs des ouvertures

Ouverture de 134,3 M€ en AE et 134,3 M€ en CP afin de tirer les conséquences de l'ajustement à la hausse de la prévision des recettes du compte pour l'année 2024.

Gestion du patrimoine immobilier de l'État

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	340 000 000		340 000 000	340 000 000		340 000 000
Modifications intervenues en gestion	180 285 894		180 285 894	163 073 029		163 073 029
Total des crédits ouverts	520 285 894		520 285 894	503 073 029		503 073 029
Modifications proposées	-70 521 745		-70 521 745	-40 671 167		-40 671 167
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	70 521 745		70 521 745	40 671 167		40 671 167
Total net des ouvertures et annulations proposées	-70 521 745		-70 521 745	-40 671 167		-40 671 167

Programme n° 723 : Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	340 000 000		340 000 000	340 000 000		340 000 000
Modifications intervenues en gestion	180 285 894		180 285 894	163 073 029		163 073 029
Total des crédits ouverts	520 285 894		520 285 894	503 073 029		503 073 029
Modification proposée	-70 521 745		-70 521 745	-40 671 167		-40 671 167
Annulations proposées	70 521 745		70 521 745	40 671 167		40 671 167

Motifs des annulations

Annulation de 70,5 M€ en AE et 40,7 M€ en CP en tenant compte des projections de décaissement au titre des opérations immobilières.

Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale						
Modifications intervenues en gestion	7 890 000		7 890 000	7 890 000		7 890 000
Total des crédits ouverts	7 890 000		7 890 000	7 890 000		7 890 000
Modifications proposées	-1 300 000		-1 300 000	-1 300 000		-1 300 000
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	1 300 000		1 300 000	1 300 000		1 300 000
Total net des ouvertures et annulations proposées	-1 300 000		-1 300 000	-1 300 000		-1 300 000

Programme n° 877 : Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale						
Modifications intervenues en gestion	7 890 000		7 890 000	7 890 000		7 890 000
Total des crédits ouverts	7 890 000		7 890 000	7 890 000		7 890 000
Modification proposée	-1 300 000		-1 300 000	-1 300 000		-1 300 000
Annulations proposées	1 300 000		1 300 000	1 300 000		1 300 000

Motifs des annulations

Annulation de 1,3 M€ en AE et 1,3 M€ en CP des crédits non consommés au titre du dispositif de prêt à des entreprises stratégiques fragilisées par le conflit en Ukraine.

Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	10 463 217 124		10 463 217 124	10 463 217 124		10 463 217 124
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	10 463 217 124		10 463 217 124	10 463 217 124		10 463 217 124
Modifications proposées	-1 970 197 191		-1 970 197 191	-1 983 597 191		-1 983 597 191
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	1 970 197 191		1 970 197 191	1 983 597 191		1 983 597 191
Total net des ouvertures et annulations proposées	-1 970 197 191		-1 970 197 191	-1 983 597 191		-1 983 597 191

Programme n° 821 : Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	10 000 000 000		10 000 000 000	10 000 000 000		10 000 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	10 000 000 000		10 000 000 000	10 000 000 000		10 000 000 000
Modification proposée	-1 800 000 000		-1 800 000 000	-1 800 000 000		-1 800 000 000
Annulations proposées	1 800 000 000		1 800 000 000	1 800 000 000		1 800 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 1 800,0 M€ en AE et 1 800,0 M€ en CP compte tenu de la réévaluation de la prévision d'exécution pour la gestion 2024.

Programme n° 823 : Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	210 000 000		210 000 000	210 000 000		210 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	210 000 000		210 000 000	210 000 000		210 000 000
Modification proposée				-13 400 000		-13 400 000
Annulations proposées				13 400 000		13 400 000

Motifs des annulations

Annulation de 13,4 M€ en CP compte tenu de la réévaluation de la prévision d'exécution pour la gestion 2024.

Programme n° 824 : Prêts et avances à des services de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	238 217 124		238 217 124	238 217 124		238 217 124
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	238 217 124		238 217 124	238 217 124		238 217 124
Modification proposée	-155 197 191		-155 197 191	-155 197 191		-155 197 191
Annulations proposées	155 197 191		155 197 191	155 197 191		155 197 191

Motifs des annulations

Annulation de 155,2 M€ en AE et 155,2 M€ en CP pour tenir compte de la révision à la baisse des prêts de trésorerie au budget annexe Contrôle et exploitation aériens (BACEA) du fait de l'évolution constatée des recettes et des dépenses.

Programme n° 825 : Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	15 000 000		15 000 000	15 000 000		15 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	15 000 000		15 000 000	15 000 000		15 000 000
Modification proposée	-15 000 000		-15 000 000	-15 000 000		-15 000 000
Annulations proposées	15 000 000		15 000 000	15 000 000		15 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 15,0 M€ en AE et 15,0 M€ en CP compte-tenu de l'absence d'appel en garantie de l'Etat en 2024.

Tableau récapitulatif des textes réglementaires pris en vertu de la LOLF et relatifs aux crédits de l'année en cours

Note

Aux termes de l'article 53 de la loi organique relative aux lois de finances, les mouvements intervenus par voie réglementaire et relatifs aux crédits de l'année en cours sont joints au projet de loi de finances de fin de gestion, sous forme de tableaux.

Tel est l'objet du présent document qui récapitule les textes réglementaires publiés au Journal officiel entre le 1^{er} janvier et le 30 octobre 2024 en vertu des articles 11, 12-I, 12-II et 14 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances.

Arrêtés pris en application de l'article 11 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Répartition de crédits

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
20/09/2024	Crédits non répartis					
	Provision relative aux rémunérations publiques	Annulation	7 100 000		7 100 000	
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Vie politique	Ouverture	7 100 000		7 100 000	

Décrets pris en application de l'article 11 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Dépenses accidentelles

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
31/08/2024	Crédits non répartis					
	Dépenses accidentelles et imprévisibles	Annulation		35 245 000		35 245 000
20/09/2024	Engagements financiers de l'État					
	Épargne	Ouverture		35 245 000		35 245 000
20/09/2024	Crédits non répartis					
	Dépenses accidentelles et imprévisibles	Annulation		49 000 000		49 000 000
20/09/2024	Administration générale et territoriale de l'État					
	Vie politique	Ouverture		49 000 000		49 000 000

Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Transferts de crédits

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
27/06/2024	Action extérieure de l'État					
	Action de la France en Europe et dans le monde	Annulation	85 863		85 863	
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Annulation		11 648 304		8 446 779
	Vie politique	Annulation		1 113 747		1 113 747
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation		5 594 547		1 907 353
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Annulation		5 645 700		
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Annulation	843 517	53 809	843 517	
	Cohésion des territoires					
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Annulation	170 404		170 404	
	Politique de la ville	Annulation	7 458 447		7 458 447	
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Annulation	601 266	722 517	601 266	722 517
	Cour des comptes et autres juridictions financières	Annulation	2 000 000	58 910	2 000 000	58 910
	Culture					
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation		1 031 377		1 031 377
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Annulation		12 976 921		19 775 653
	Préparation et emploi des forces	Annulation		6 638 657		6 627 372
Soutien de la politique de la défense	Annulation		472 167			
Direction de l'action du Gouvernement						
Protection des droits et libertés	Annulation		1 676		1 676	
Écologie, développement et mobilité durables						
Paysages, eau et biodiversité	Annulation		322 200		322 200	

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Expertise, information géographique et météorologie	Annulation		84 471		84 471
	Prévention des risques	Annulation		86 765		51 717
	Énergie, climat et après-mines	Annulation		5 120 800		5 120 800
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Annulation	3 392 605	6 606 719	3 392 605	1 283 719
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Annulation		17 284 400		17 284 400
	Statistiques et études économiques	Annulation		428 949		428 949
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Annulation		3 564 533		3 564 533
	Enseignement scolaire public du second degré	Annulation	37 809 166	3 218 368	37 809 166	3 218 368
	Vie de l'élève	Annulation	1 890 000		1 890 000	
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation		40 000		40 000
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Annulation		8 080 419		1 763 419
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation		4 525 775		4 525 775
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation	177 913		177 913	
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Annulation		101 445		101 445
	Investir pour la France de 2030					
	Financement des investissements stratégiques	Annulation		67 285 000		67 285 000
	Justice					
	Justice judiciaire	Annulation	1 284 245	20 573 168	1 284 245	9 218 168
	Administration pénitentiaire	Annulation		310 000		310 000
	Accès au droit et à la justice	Annulation		1 817 075		1 817 075
	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Annulation	214 432	3 036 344	214 432	3 172 344
	Outre-mer					
	Conditions de vie outre-mer	Annulation		3 077 646		3 077 646
	Plan de relance					
	Écologie	Annulation				165 580 929
	Cohésion	Annulation				157 538 083

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation	3 433 486	991 265	3 433 486	
	Vie étudiante	Annulation		9 621 888		9 621 888
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Annulation		1 012 200		1 012 200
	Relations avec les collectivités territoriales					
	Concours spécifiques et administration	Annulation		4 219 535		4 219 535
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		247 200		176 170
	Sécurités					
	Gendarmerie nationale	Annulation	49 233	1 574 021	49 233	1 574 021
	Sécurité et éducation routières	Annulation		6 403		6 403
	Sécurité civile	Annulation	207 191	2 658 400	207 191	843 751
	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Inclusion sociale et protection des personnes	Annulation		17 253 942		17 253 942
	Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	Annulation	2 171 786	6 189 105	2 171 786	4 431 542
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Sport	Annulation		6 726 000		6 726 000
	Transformation et fonction publiques					
	Transformation publique	Annulation	430 000		430 000	
	Innovation et transformation numériques	Annulation	2 985 000		2 985 000	
	Fonction publique	Annulation		2 939 188		2 939 188
	Travail et emploi					
	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation		5 582 120		
	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Annulation		84 200		84 200
	Action extérieure de l'État					
	Action de la France en Europe et dans le monde	Ouverture		18 233 742		17 588 742
	Diplomatie culturelle et d'influence	Ouverture		5 230 285		5 230 285
	Français à l'étranger et affaires consulaires	Ouverture	78 456	1 100 000	78 456	1 100 000

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Ouverture	4 697 716		4 697 716	
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Ouverture	656 694		656 694	
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Ouverture				5 854 300
	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Ouverture		2 850 466		2 850 466
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Ouverture				1 109 191
	Aide publique au développement					
	Aide économique et financière au développement	Ouverture		9 537 400		9 537 400
	Solidarité à l'égard des pays en développement	Ouverture	2 000 000	182 375	2 000 000	111 345
	Cohésion des territoires					
	Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	Ouverture		664 432		664 432
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Ouverture		272 000		74 352 014
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Ouverture		16 131 854		34 642 106
	Politique de la ville	Ouverture		13 755 000		13 755 000
	Interventions territoriales de l'État	Ouverture		7 415 800		18 795 800
	Culture					
	Patrimoines	Ouverture		24 914 609		3 571 546
	Création	Ouverture		2 704 000		2 704 000
	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Ouverture		5 074 047		5 074 047
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Ouverture	553 333		553 333	
	Défense					
	Soutien de la politique de la défense	Ouverture	9 820		9 820	896 833
	Équipement des forces	Ouverture		2 175 000		3 465 000
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Ouverture	3 492 386	9 674 073	3 492 386	8 441 073

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Ouverture		547 570		547 570
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Ouverture	335 616		335 616	
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Ouverture	230 000		230 000	
	Vie de l'élève	Ouverture		16 704 942		16 704 942
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Ouverture	3 003 149		3 003 149	
	Enseignement technique agricole	Ouverture	38 301 500	1 174 607	38 301 500	1 174 607
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Ouverture	4 237 953		4 237 953	
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Ouverture		910 226		875 178
	Facilitation et sécurisation des échanges	Ouverture	30 000	1 530 280	30 000	670 280
	Immigration, asile et intégration					
	Intégration et accès à la nationalité française	Ouverture		4 152 713		4 152 713
	Justice					
	Administration pénitentiaire	Ouverture	210 000		210 000	
	Protection judiciaire de la jeunesse	Ouverture	640 645	149 250	640 645	149 250
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Ouverture				710 735
	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Ouverture		67 867 242		150 273 720
	Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Ouverture		1 345 460		8 864 710
	Enseignement supérieur et recherche agricoles	Ouverture		3 419 178		3 419 178
	Sécurités					
	Police nationale	Ouverture	1 378 059	11 895 799	1 378 059	11 378 996
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Jeunesse et vie associative	Ouverture		145 000		145 000
	Transformation et fonction publiques					

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	Ouverture		21 972 546		5 776 241
	Transformation publique	Ouverture		58 952		58 952
	Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	Ouverture	215 417		215 417	
	Travail et emploi					
	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Ouverture				119 990 148
	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Ouverture	2 716 628	1 256 210	2 716 628	2 144 647
27/06/2024	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Annulation		76 690 402		76 690 402
	Enseignement scolaire					
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Annulation		113 694		113 694
	Justice					
	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Annulation		1 650 000		1 650 000
	Sécurités					
	Police nationale	Annulation		259 938		259 938
	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	Annulation		195 904		195 904
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Ouverture		78 909 938		78 909 938
06/07/2024	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		1 300 000		1 300 000
	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	Annulation		5 000 000		5 000 000
	Travail et emploi					
	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Annulation		5 200 000		4 600 000
	Outre-mer					

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Conditions de vie outre-mer	Ouverture		11 500 000		10 900 000

Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Virements de crédits

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
24/02/2024	Recherche et enseignement supérieur Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation		20 000 000		20 000 000
	Recherche et enseignement supérieur Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Ouverture		20 000 000		20 000 000
01/03/2024	Recherche et enseignement supérieur Vie étudiante	Annulation		35 000 000		35 000 000
	Recherche et enseignement supérieur Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Ouverture		35 000 000		35 000 000
03/04/2024	Culture Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Annulation		15 787 097		16 101 103
	Médias, livre et industries culturelles Presse et médias	Annulation		7 554 107		7 533 305
	Médias, livre et industries culturelles Livre et industries culturelles	Annulation		7 283 399		7 185 652
	Culture Patrimoines	Ouverture		10 000 000		10 000 000
19/04/2024	Culture Création	Ouverture		20 624 603		20 820 060
	Direction de l'action du Gouvernement Coordination du travail gouvernemental	Annulation		2 708 057		2 708 057
	Direction de l'action du Gouvernement Protection des droits et libertés	Ouverture		2 708 057		2 708 057
27/06/2024	Administration générale et territoriale de l'État Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation	124 865	3 836	124 865	1 349 800
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Annulation		77 852		77 852
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Annulation		350 000		350 000

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Aide publique au développement					
	Solidarité à l'égard des pays en développement	Annulation		250 000		250 000
	Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation					
	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	Annulation		237 003		237 003
	Avances à l'audiovisuel public					
	ARTE France	Annulation		1 411 312		1 411 312
	Cohésion des territoires					
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Annulation	160 000		160 000	
	Politique de la ville	Annulation	377 432		377 432	
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Annulation		78 922		78 922
	Culture					
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation	225 282	1 065 170	225 282	1 065 170
	Défense					
	Préparation et emploi des forces	Annulation		6 941 142		45 117 850
	Équipement des forces	Annulation				37 340 469
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Infrastructures et services de transports	Annulation		54 246		54 246
	Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Annulation		84 200		84 200
	Paysages, eau et biodiversité	Annulation				9 539 452
	Prévention des risques	Annulation		45 000		45 000
	Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	Annulation		1 685 600		
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Annulation		140 705		140 705
	Statistiques et études économiques	Annulation		1 197 790		1 197 790
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Annulation		8 397 943		8 397 943

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Enseignement scolaire public du second degré	Annulation	2 827 092		2 827 092	
	Vie de l'élève	Annulation		13 500 000		13 500 000
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation		2 501 977		2 501 977
	Enseignement technique agricole	Annulation		45 600		45 600
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation	37 406	709 659	37 406	877 237
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation		1 048 900		1 048 900
	Facilitation et sécurisation des échanges	Annulation		692 720		692 720
	Outre-mer					
	Conditions de vie outre-mer	Annulation		658 822		658 822
	Sécurités					
	Police nationale	Annulation	43 053	1 229 034	43 053	
	Gendarmerie nationale	Annulation		382 630		382 630
	Sécurité civile	Annulation		45 000		45 000
	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	Annulation	152 367		152 367	
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Sport	Annulation		87 840		87 840
	Jeunesse et vie associative	Annulation		1 127 000		1 127 000
	Travail et emploi					
	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation		2 835 000		2 835 000
	Action extérieure de l'État					
	Action de la France en Europe et dans le monde	Ouverture		157 754		157 754
	Diplomatie culturelle et d'influence	Ouverture		92 246		92 246
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Ouverture	32 918	640 500	32 918	640 500
	Vie politique	Ouverture		658 822		658 822
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Ouverture		473 452		473 452

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Avances à l'audiovisuel public					
	France Médias Monde	Ouverture		1 411 312		1 411 312
	Cohésion des territoires					
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Ouverture		10 272		10 272
	Interventions territoriales de l'État	Ouverture		84 200		84 200
	Culture					
	Patrimoines	Ouverture		1 105 170		1 105 170
	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Ouverture		185 282		185 282
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Ouverture		5 451 033		5 451 033
	Soutien de la politique de la défense	Ouverture		1 067 581		77 244 289
	Équipement des forces	Ouverture		659 531		
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Ouverture		78 922		78 922
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Paysages, eau et biodiversité	Ouverture		1 285 600		
	Expertise, information géographique et météorologie	Ouverture		189 728		189 728
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Ouverture	537 432	245 000	537 432	245 000
	Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	Ouverture				9 139 452
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du second degré	Ouverture		8 674 943		8 674 943
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Ouverture	2 827 092	16 851 977	2 827 092	16 851 977
	Gestion des finances publiques					
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Ouverture	37 406		37 406	
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Ouverture		1 110 000		1 110 000
	Relations avec les collectivités territoriales					

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	Ouverture		54 246		54 246
	Sécurités					
	Police nationale	Ouverture				116 930
	Sécurité et éducation routières	Ouverture		45 000		45 000
	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Inclusion sociale et protection des personnes	Ouverture		152 367		152 367
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Jeux olympiques et paralympiques 2024	Ouverture		87 840		87 840
	Transformation et fonction publiques					
	Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	Ouverture		3 789 774		3 957 352
	Travail et emploi					
	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Ouverture		2 835 000		2 835 000
27/06/2024	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Annulation		392 000		392 000
	Défense					
	Préparation et emploi des forces	Ouverture		392 000		392 000
06/07/2024	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Inclusion sociale et protection des personnes	Annulation		5 000 000		4 000 000
	Travail et emploi					
	Accès et retour à l'emploi	Annulation				3 400 000
	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation		4 000 000		
	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	Ouverture		5 000 000		4 000 000
	Travail et emploi					
	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Ouverture		4 000 000		3 400 000

Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
22/02/2024	Action extérieure de l'État					
	Action de la France en Europe et dans le monde	Annulation	14 436 636	120 039 748	14 436 636	120 039 748
	Diplomatie culturelle et d'influence	Annulation	778 933	27 265 653	778 933	27 265 653
	Français à l'étranger et affaires consulaires	Annulation	8 042 299	3 450 752	8 042 299	3 450 752
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Annulation	21 204 124	44 740 260	21 204 124	44 740 260
	Vie politique	Annulation	632 627	19 031 291	632 627	19 031 291
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation	12 944 460	71 967 627	12 944 460	71 967 627
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Annulation	10 512 570		10 512 570	
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Annulation	60 011 065		60 011 065	
	Aide publique au développement					
	Aide économique et financière au développement	Annulation		250 000 000		200 000 000
	Solidarité à l'égard des pays en développement	Annulation	2 115 795	490 000 000	2 115 795	540 000 000
	Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation					
	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	Annulation		17 000 000		17 000 000
	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	Annulation		7 055 927		7 055 927
	Avances à l'audiovisuel public					
	Programme de transformation	Annulation		20 000 000		20 000 000
	Cohésion des territoires					
	Aide à l'accès au logement	Annulation		300 000 000		300 000 000
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Annulation		358 922 453		358 922 453
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Annulation		26 114 412		26 114 412	
Politique de la ville	Annulation		49 064 685		49 064 685	

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Interventions territoriales de l'État	Annulation		2 698 796		2 698 796
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Annulation		12 939 195		12 939 195
	Conseil économique, social et environnemental	Annulation	16 497	738 980	16 497	738 980
	Cour des comptes et autres juridictions financières	Annulation		1 229 918		1 229 918
	Contrôle et exploitation aériens					
	Soutien aux prestations de l'aviation civile	Annulation		10 000 000		10 000 000
	Navigation aérienne	Annulation		8 000 000		8 000 000
	Transports aériens, surveillance et certification	Annulation		2 000 000		2 000 000
	Culture					
	Patrimoines	Annulation		99 540 106		99 540 106
	Création	Annulation		95 961 028		95 961 028
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation	3 263 905	5 581 783	3 263 905	5 581 783
	Défense					
	Soutien de la politique de la défense	Annulation	105 752 151		105 752 151	
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Annulation	13 975 635	30 000 000	13 975 635	30 000 000
	Protection des droits et libertés	Annulation	1 078 931	5 834 744	1 078 931	5 834 744
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Infrastructures et services de transports	Annulation		341 121 742		341 121 742
	Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Annulation		10 000 000		10 000 000
	Paysages, eau et biodiversité	Annulation		56 687 011		46 820 533
	Expertise, information géographique et météorologie	Annulation		11 227 596		11 227 596
	Prévention des risques	Annulation		60 000 000		70 000 000
	Énergie, climat et après-mines	Annulation		950 000 000		1 300 000 000
	Service public de l'énergie	Annulation		196 504 838		
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Annulation		12 963 651		12 530 129
	Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	Annulation		500 000 000		430 000 000

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Annulation	1 500 000	174 883 813	1 500 000	174 883 813
	Plan France Très haut débit	Annulation		37 811 505		116 811 505
	Statistiques et études économiques	Annulation	78 002	2 000 000	78 002	2 000 000
	Stratégies économiques	Annulation	3 516 201	5 000 000	3 516 201	5 000 000
	Engagements financiers de l'État					
	Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	Annulation		800 000 000		800 000 000
	Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	Annulation		100 000 000		100 000 000
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Annulation	131 236 174	7 052 057	131 236 174	7 052 057
	Enseignement scolaire public du second degré	Annulation	87 288 861	36 204 058	87 288 861	36 204 058
	Vie de l'élève	Annulation	163 839 506	97 916 565	163 839 506	97 916 565
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation	87 635 459	11 279 607	87 635 459	11 279 607
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Annulation		60 601 210		60 601 210
	Enseignement technique agricole	Annulation	8 571 192		8 571 192	
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation	8 207 323	100 513 627	8 207 323	100 513 627
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation	2 250 000	104 000 000	2 250 000	104 000 000
	Facilitation et sécurisation des échanges	Annulation		20 000 000		20 000 000
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Annulation		114 689 889		114 689 889
	Intégration et accès à la nationalité française	Annulation		60 000 000		60 000 000
	Justice					
	Justice judiciaire	Annulation	4 778 445	124 418 087	4 778 445	124 418 087
	Administration pénitentiaire	Annulation	14 566 711	103 031 803	14 566 711	103 031 803
	Protection judiciaire de la jeunesse	Annulation	787 470	37 117 185	787 470	37 117 185
	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Annulation	3 492 382	39 486 439	3 492 382	39 486 439
	Conseil supérieur de la magistrature	Annulation		199 068		199 068
	Outre-mer					
	Emploi outre-mer	Annulation	3 921 959		3 921 959	

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Conditions de vie outre-mer	Annulation		74 876 808		74 876 808
	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés					
	Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle	Annulation				13 800 000
	Publications officielles et information administrative					
	Édition et diffusion	Annulation		3 600 664		3 600 664
	Pilotage et ressources humaines	Annulation		3 357 375		3 357 375
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation		80 100 000		80 100 000
	Vie étudiante	Annulation		125 100 000		125 100 000
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Annulation		383 100 000		383 100 000
	Recherche spatiale	Annulation		192 900 000		192 900 000
	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Annulation		109 128 524		109 128 524
	Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Annulation		10 000 000		10 000 000
	Enseignement supérieur et recherche agricoles	Annulation	3 919 158		3 919 158	
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		20 000 000		20 000 000
	Protection maladie	Annulation		50 000 000		50 000 000
	Sécurités					
	Police nationale	Annulation		134 354 889		134 354 889
	Gendarmerie nationale	Annulation		20 000 000		20 000 000
	Sécurité et éducation routières	Annulation		25 000 000		25 000 000
	Sécurité civile	Annulation		52 766 476		52 766 476
	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Inclusion sociale et protection des personnes	Annulation		50 000 000		50 000 000
	Handicap et dépendance	Annulation		230 000 000		230 000 000
	Égalité entre les femmes et les hommes	Annulation		7 000 000		7 000 000
	Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	Annulation		20 000 000		20 000 000

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Sport	Annulation		50 514 872		50 514 872
	Jeunesse et vie associative	Annulation		129 486 245		129 486 245
	Transformation et fonction publiques					
	Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	Annulation		42 972 567		42 972 567
	Transformation publique	Annulation	500 000	9 766 908	500 000	9 766 908
	Innovation et transformation numériques	Annulation		29 000 000		29 000 000
	Fonction publique	Annulation		12 233 092		12 233 092
	Travail et emploi					
	Accès et retour à l'emploi	Annulation		227 954 579		227 954 579
	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation		863 550 472		863 550 472
	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Annulation		5 000 000		5 000 000
	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Annulation		3 494 949		3 494 949

Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations de fonds de concours et d'attributions de produits

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
06/07/2024	Cohésion des territoires					
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Annulation		718 671		718 671
	Défense					
	Préparation et emploi des forces	Annulation		5 255		5 255
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Infrastructures et services de transports	Annulation		7 830 116		7 830 116
	Paysages, eau et biodiversité	Annulation		20 407		20 407
	Prévention des risques	Annulation		1 174 245		1 174 245
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Annulation		56 305		56 305
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Annulation		88 000		88 000
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		23 845 039		23 845 039
	Sécurité					
Gendarmerie nationale	Annulation		197 349		197 349	
Sécurité civile	Annulation		3 595		3 595	
Solidarité, insertion et égalité des chances						
Égalité entre les femmes et les hommes	Annulation		12 832		12 832	
Travail et emploi						
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation		250 000 000		250 000 000	

Tableaux récapitulatifs des crédits consommés et disponibles à l'échelle de chaque programme du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux

Note

Conformément au 3° bis de l'article 53 de la LOLF, dans sa rédaction issue de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, les tableaux suivants récapitulent, pour chaque mission du budget général, chaque budget annexe et chaque compte spécial, par programme, le montant des autorisations d'engagement (AE) engagées et des crédits de paiement (CP) consommés et disponibles.

Les crédits disponibles sont constitués des crédits ouverts en loi de finances de l'année ainsi que des mouvements intervenus en cours de gestion (en AE et CP), desquels sont déduits les crédits consommés à date et les crédits mis en réserve.

Les crédits consommés sont constitués de l'ensemble des AE engagées et des CP consommés. Les données relatives à la consommation des crédits sont extraites du système d'information financier de l'État Chorus à la date du 30 octobre 2024, jour de la transmission du projet de loi au Conseil d'État.

Les crédits sont présentés dans cette annexe par titres agrégés. La ventilation en fonction des titres, mentionnés au I de l'article 5 de la LOLF, est fournie en annexe au format classeur.

Budget général

	Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Action extérieure de l'État		1 890 590 803	1 822 808 385	365 763 264	417 888 002
		910 025 312	907 992 768	208 217 921	210 250 465
		2 800 616 114	2 730 801 153	573 981 185	628 138 467
Programme n° 105 : Action de la France en Europe et dans le monde		1 135 957 734	1 073 454 007	273 055 220	317 675 209
		628 983 319	627 685 107	141 775 808	143 074 020
		1 764 941 053	1 701 139 114	414 831 027	460 749 229
Programme n° 151 : Français à l'étranger et affaires consulaires		106 946 861	104 077 031	51 440 519	54 900 755
		211 491 226	210 803 432	52 401 370	53 089 164
		318 438 087	314 880 463	103 841 889	107 989 919
Programme n° 185 : Diplomatie culturelle et d'influence		647 686 208	645 277 346	41 267 525	45 312 038
		69 550 766	69 504 229	14 040 744	14 087 281
		717 236 974	714 781 576	55 308 268	59 399 319
Administration générale et territoriale de l'État		1 967 906 017	1 269 924 318	806 151 132	519 889 071
		2 386 187 333	2 386 165 276	496 412 037	496 434 094
		4 354 093 349	3 656 089 594	1 302 563 169	1 016 323 165
Programme n° 216 : Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur		1 388 328 946	648 248 052	496 035 908	322 033 294
		691 882 936	691 870 305	153 577 227	153 589 859
		2 080 211 882	1 340 118 357	649 613 135	475 623 152
Programme n° 232 : Vie politique		197 196 311	185 209 493	74 714 149	89 394 875
		17 130 555	17 130 555	13 062 198	13 062 198
		214 326 866	202 340 048	87 776 347	102 457 073
Programme n° 354 : Administration territoriale de l'État		382 380 760	436 466 773	235 401 075	108 460 902
		1 677 173 841	1 677 164 416	329 772 612	329 782 037
		2 059 554 601	2 113 631 189	565 173 687	438 242 939
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		2 436 182 900	2 077 642 925	1 724 824 103	1 759 762 202
		744 453 873	744 422 874	161 103 198	161 134 196
		3 180 636 773	2 822 065 799	1 885 927 301	1 920 896 399
Programme n° 149 : Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt		1 696 113 965	1 396 519 307	1 151 352 373	1 303 091 819
		1 696 113 965	1 396 519 307	1 151 352 373	1 303 091 819
Programme n° 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation		326 845 280	272 521 822	441 459 648	384 803 252
		297 650 668	297 629 860	80 306 939	80 327 747
		624 495 948	570 151 683	521 766 587	465 130 999
Programme n° 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture		58 038 156	53 416 296	94 442 082	34 297 131
		446 803 205	446 793 014	80 796 259	80 806 450
		504 841 360	500 209 309	175 238 341	115 103 581
Programme n° 381 : Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)		355 185 500	355 185 500	37 570 000	37 570 000
		355 185 500	355 185 500	37 570 000	37 570 000
Aide publique au développement		3 752 718 477	3 774 444 572	1 532 561 533	992 176 014
		134 677 272	134 531 869	33 807 291	33 952 694
		3 887 395 749	3 908 976 441	1 566 368 824	1 026 128 709
Programme n° 110 : Aide économique et financière au développement		1 446 225 549	1 418 990 669	1 076 773 913	571 863 551
		1 446 225 549	1 418 990 669	1 076 773 913	571 863 551
Programme n° 209 : Solidarité à l'égard des pays en développement		2 156 492 928	2 205 453 904	449 686 813	414 211 657
		134 677 272	134 531 869	33 807 291	33 952 694
		2 291 170 200	2 339 985 772	483 494 105	448 164 351

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 365 : Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	150 000 000 150 000 000	150 000 000 150 000 000	0 0	0 0
Programme n° 370 : Restitution des « biens mal acquis »			6 100 806 6 100 806	6 100 806 6 100 806
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	1 733 019 285 1 179 645 1 734 198 930	1 506 298 027 1 179 645 1 507 477 672	41 454 402 280 050 41 734 452	279 054 914 280 050 279 334 964
Programme n° 158 : Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	76 197 107 1 179 645 77 376 751	71 796 238 1 179 645 72 975 883	5 391 452 280 050 5 671 503	9 963 097 280 050 10 243 147
Programme n° 169 : Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	1 656 822 179 1 656 822 179	1 434 501 789 1 434 501 789	36 062 949 36 062 949	269 091 817 269 091 817
Cohésion des territoires	17 157 607 027 3 405 812 17 161 012 839	16 331 407 221 3 405 812 16 334 813 033	1 604 175 397 12 411 673 1 616 587 070	2 598 354 716 12 411 673 2 610 766 389
Programme n° 109 : Aide à l'accès au logement	12 879 606 884 12 879 606 884	12 419 559 780 12 419 559 780	426 793 116 426 793 116	886 840 220 886 840 220
Programme n° 112 : Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	274 508 859 3 361 738 277 870 597	276 084 489 3 361 738 279 446 227	101 160 348 4 267 858 105 428 206	67 821 955 4 267 858 72 089 813
Programme n° 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	1 080 411 961 1 080 411 961	941 714 096 941 714 096	449 152 782 449 152 782	649 863 940 649 863 940
Programme n° 147 : Politique de la ville	429 286 886 44 073 429 330 960	420 658 844 44 073 420 702 917	107 297 338 8 143 816 115 441 154	116 099 381 8 143 816 124 243 197
Programme n° 162 : Interventions territoriales de l'État	51 859 502 51 859 502	92 967 820 92 967 820	91 707 729 91 707 729	140 638 080 140 638 080
Programme n° 177 : Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2 441 932 934 2 441 932 934	2 180 422 193 2 180 422 193	428 064 084 428 064 084	737 091 140 737 091 140
Conseil et contrôle de l'État	113 205 243 559 630 245 672 835 488	146 554 745 559 447 199 706 001 943	63 430 596 132 451 639 195 882 235	31 566 586 132 634 685 164 201 271
Programme n° 126 : Conseil économique, social et environnemental	8 613 852 35 634 019 44 247 871	8 613 852 35 634 019 44 247 871	0 0 0	0 0 0
Programme n° 164 : Cour des comptes et autres juridictions financières	23 632 294 183 333 638 206 965 933	23 915 750 183 332 555 207 248 305	10 918 496 42 521 646 53 440 142	6 711 931 42 522 729 49 234 660
Programme n° 165 : Conseil d'État et autres juridictions administratives	80 959 097 340 662 588 421 621 684	114 025 142 340 480 625 454 505 767	52 512 100 89 929 993 142 442 094	24 854 655 90 111 956 114 966 611

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Crédits non répartis			417 755 000	117 755 000
			278 426 298	278 426 298
			696 181 298	396 181 298
Programme n° 551 : Provision relative aux rémunérations publiques			278 426 298	278 426 298
Programme n° 552 : Dépenses accidentelles et imprévisibles			417 755 000	117 755 000
			417 755 000	117 755 000
Culture	2 975 877 723	2 561 652 779	554 923 879	625 619 120
	608 772 391	608 730 983	118 413 879	118 455 286
	3 584 650 114	3 170 383 763	673 337 758	744 074 406
Programme n° 131 : Création	898 743 165	882 005 585	62 687 512	89 709 942
	898 743 165	882 005 585	62 687 512	89 709 942
Programme n° 175 : Patrimoines	1 267 293 013	935 287 518	394 454 957	398 875 828
	1 267 293 013	935 287 518	394 454 957	398 875 828
Programme n° 224 : Soutien aux politiques du ministère de la culture	89 532 952	82 001 426	17 147 978	22 925 990
	608 772 391	608 730 983	118 413 879	118 455 286
	698 305 343	690 732 409	135 561 857	141 381 276
Programme n° 361 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	720 308 593	662 358 250	80 633 431	114 107 361
	720 308 593	662 358 250	80 633 431	114 107 361
Défense	23 837 424 928	30 467 679 374	50 480 958 057	3 005 623 256
	19 267 886 149	19 267 388 066	3 975 021 107	3 975 519 190
	43 105 311 077	49 735 067 440	54 455 979 164	6 981 142 446
Programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense	2 125 793 175	1 608 773 872	1 243 321 662	297 016 465
	2 125 793 175	1 608 773 872	1 243 321 662	297 016 465
Programme n° 146 : Équipement des forces	9 518 950 363	14 708 659 719	42 603 324 615	1 512 031 690
	9 518 950 363	14 708 659 719	42 603 324 615	1 512 031 690
Programme n° 178 : Préparation et emploi des forces	11 118 815 789	12 897 772 111	6 273 205 283	969 253 974
	11 118 815 789	12 897 772 111	6 273 205 283	969 253 974
Programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense	1 073 865 601	1 252 473 672	361 106 497	227 321 126
	19 267 886 149	19 267 388 066	3 975 021 107	3 975 519 190
	20 341 751 750	20 519 861 738	4 336 127 604	4 202 840 316
Direction de l'action du Gouvernement	503 307 316	487 430 489	191 399 966	266 516 265
	283 485 147	283 453 332	64 277 149	64 308 964
	786 792 462	770 883 820	255 677 115	330 825 229
Programme n° 129 : Coordination du travail gouvernemental	437 849 200	427 663 538	184 066 759	256 969 389
	234 868 719	234 854 569	50 242 640	50 256 791
	672 717 919	662 518 107	234 309 399	307 226 180
Programme n° 308 : Protection des droits et libertés	65 458 116	59 766 951	7 333 207	9 546 876
	48 616 428	48 598 763	14 034 508	14 052 173
	114 074 543	108 365 714	21 367 716	23 599 049

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Écologie, développement et mobilité durables	17 025 233 145 2 427 055 524 19 452 288 669	16 017 218 118 2 426 982 940 18 444 201 058	8 355 799 222 444 074 328 8 799 873 550	4 703 025 791 444 146 912 5 147 172 703
Programme n° 113 : Paysages, eau et biodiversité	357 198 463	283 326 745	104 290 315	131 084 513
	357 198 463	283 326 745	104 290 315	131 084 513
Programme n° 159 : Expertise, information géographique et météorologie	464 117 026	461 499 987	39 501 056	42 831 096
	464 117 026	461 499 987	39 501 056	42 831 096
Programme n° 174 : Énergie, climat et après-mines	3 396 658 388	3 107 999 521	1 132 083 051	812 782 906
	3 396 658 388	3 107 999 521	1 132 083 051	812 782 906
Programme n° 181 : Prévention des risques	1 130 981 465 39 368 626 1 170 350 091	1 093 290 965 39 368 626 1 132 659 591	111 267 682 9 582 508 120 850 190	164 850 186 9 582 508 174 432 694
Programme n° 203 : Infrastructures et services de transports	6 708 823 460	6 972 904 845	3 973 969 202	1 023 480 184
	6 708 823 460	6 972 904 845	3 973 969 202	1 023 480 184
Programme n° 205 : Affaires maritimes, pêche et aquaculture	218 570 074	220 416 481	112 445 964	79 958 503
	218 570 074	220 416 481	112 445 964	79 958 503
Programme n° 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	172 268 707 2 387 686 898 2 559 955 605	206 937 294 2 387 614 314 2 594 551 607	85 086 453 434 491 820 519 578 273	50 571 523 434 564 404 485 135 927
Programme n° 345 : Service public de l'énergie	3 354 635 974	3 354 109 379	2 421 820 688	2 011 060 331
	3 354 635 974	3 354 109 379	2 421 820 688	2 011 060 331
Programme n° 380 : Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	1 221 979 588	316 732 902	375 334 812	386 406 550
	1 221 979 588	316 732 902	375 334 812	386 406 550
Économie	3 215 833 811 772 605 133 3 988 438 944	3 021 203 008 772 073 158 3 793 276 166	698 362 503 171 724 006 870 086 509	896 544 824 172 255 981 1 068 800 805
Programme n° 134 : Développement des entreprises et régulations	2 602 488 164 332 925 273 2 935 413 437	2 299 861 184 332 925 273 2 632 786 456	603 361 165 73 582 510 676 943 675	665 066 087 73 582 510 738 648 597
Programme n° 220 : Statistiques et études économiques	57 510 726 322 516 673 380 027 399	58 553 639 322 357 854 380 911 493	32 494 707 72 815 080 105 309 787	18 825 227 72 973 899 91 799 126
Programme n° 305 : Stratégies économiques	500 899 921 117 163 187 618 063 108	458 741 185 116 790 031 575 531 217	38 118 136 25 326 416 63 444 552	88 988 049 25 699 572 114 687 620
Programme n° 343 : Plan France Très haut débit	54 935 000	204 047 000	24 388 495	123 665 462
	54 935 000	204 047 000	24 388 495	123 665 462
Programme n° 367 : Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »				

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Engagements financiers de l'État	39 594 149 794	46 246 455 356	13 708 714 863	13 697 768 732
	39 594 149 794	46 246 455 356	13 708 714 863	13 697 768 732
Programme n° 114 : Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	1 513 557 431	1 513 557 431	288 879 032	288 879 032
	1 513 557 431	1 513 557 431	288 879 032	288 879 032
Programme n° 117 : Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	37 357 290 348	37 357 290 348	13 217 709 652	13 217 709 652
	37 357 290 348	37 357 290 348	13 217 709 652	13 217 709 652
Programme n° 145 : Épargne	95 838 562	95 751 706	11 059 632	11 144 226
	95 838 562	95 751 706	11 059 632	11 144 226
Programme n° 336 : Dotation du Mécanisme européen de stabilité				
Programme n° 338 : Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement				
Programme n° 344 : Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque		177 440 819	11 530 000	499 275
		177 440 819	11 530 000	499 275
Programme n° 355 : Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	627 463 453	627 463 453	179 536 547	179 536 547
	627 463 453	627 463 453	179 536 547	179 536 547
Programme n° 369 : Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19		6 474 951 599		0
		6 474 951 599		0
Enseignement scolaire	5 172 587 735	5 126 856 788	1 379 431 506	1 096 332 460
	65 843 642 952	65 840 425 424	14 000 709 870	14 003 927 397
	71 016 230 687	70 967 282 212	15 380 141 376	15 100 259 857
Programme n° 139 : Enseignement privé du premier et du second degrés	854 237 398	853 129 013	28 843 896	49 589 836
	6 487 231 155	6 487 024 080	1 516 004 624	1 516 211 698
	7 341 468 553	7 340 153 094	1 544 848 520	1 565 801 534
Programme n° 140 : Enseignement scolaire public du premier degré	76 735 068	67 824 477	42 712 811	72 366 844
	21 904 421 185	21 903 819 541	4 636 557 374	4 637 159 017
	21 981 156 253	21 971 644 019	4 679 270 185	4 709 525 861
Programme n° 141 : Enseignement scolaire public du second degré	414 569 983	409 919 871	61 341 532	70 270 317
	30 931 395 710	30 930 265 120	6 737 327 699	6 738 458 289
	31 345 965 693	31 340 184 991	6 798 669 231	6 808 728 606
Programme n° 143 : Enseignement technique agricole	459 668 832	436 320 639	119 266 280	144 753 643
	896 854 338	896 851 957	227 066 374	227 068 755
	1 356 523 170	1 333 172 597	346 332 654	371 822 397
Programme n° 214 : Soutien de la politique de l'éducation nationale	658 632 613	671 141 499	523 430 227	163 111 966
	1 687 506 372	1 686 472 322	339 553 293	340 587 343
	2 346 138 985	2 357 613 821	862 983 520	503 699 309
Programme n° 230 : Vie de l'élève	2 708 743 841	2 688 521 288	603 836 760	596 239 854
	3 936 234 192	3 935 992 403	544 200 506	544 442 295
	6 644 978 033	6 624 513 691	1 148 037 266	1 140 682 149
Gestion des finances publiques	1 575 495 141	1 519 641 938	507 612 305	521 134 808
	7 052 811 389	7 052 699 140	1 616 225 666	1 616 337 914
	8 628 306 530	8 572 341 078	2 123 837 971	2 137 472 723

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 156 : Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	927 478 763 5 622 930 307 6 550 409 069	908 755 220 5 622 881 800 6 531 637 020	310 295 701 1 202 674 850 1 512 970 551	312 966 142 1 202 723 357 1 515 689 499
Programme n° 218 : Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	326 442 359 438 042 040 764 484 399	343 671 597 438 033 882 781 705 479	113 371 678 83 785 340 197 157 018	105 645 177 83 793 498 189 438 675
Programme n° 302 : Facilitation et sécurisation des échanges	321 574 019 991 839 042 1 313 413 062	267 215 120 991 783 458 1 258 998 578	83 944 926 329 765 476 413 710 402	102 523 489 329 821 060 432 344 549
Immigration, asile et intégration	1 362 827 710	1 477 827 165	440 144 585	545 722 997
	1 362 827 710	1 477 827 165	440 144 585	545 722 997
Programme n° 104 : Intégration et accès à la nationalité française	265 571 283 265 571 283	264 367 688 264 367 688	94 202 205 94 202 205	95 353 357 95 353 357
Programme n° 303 : Immigration et asile	1 097 256 427 1 097 256 427	1 213 459 477 1 213 459 477	345 942 379 345 942 379	450 369 640 450 369 640
Investir pour la France de 2030	658 456 933	4 642 551 473	2 185 247 282	1 785 483 731
	658 456 933	4 642 551 473	2 185 247 282	1 785 483 731
Programme n° 421 : Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche		130 000 000 130 000 000		110 975 000 110 975 000
Programme n° 422 : Valorisation de la recherche				83 349 000 83 349 000
Programme n° 423 : Accélération de la modernisation des entreprises				13 475 700 13 475 700
Programme n° 424 : Financement des investissements stratégiques	263 456 933 263 456 933	3 260 551 473 3 260 551 473	2 185 247 282 2 185 247 282	1 449 898 951 1 449 898 951
Programme n° 425 : Financement structurel des écosystèmes d'innovation	395 000 000 395 000 000	1 252 000 000 1 252 000 000	0 0	127 785 080 127 785 080
Justice	3 405 638 275	3 836 307 222	3 352 638 570	631 653 709
	5 835 471 792	5 834 640 495	1 216 451 999	1 217 283 295
	9 241 110 066	9 670 947 717	4 569 090 569	1 848 937 004
Programme n° 101 : Accès au droit et à la justice	610 289 448 610 289 448	610 237 324 610 237 324	83 928 309 83 928 309	83 706 386 83 706 386
Programme n° 107 : Administration pénitentiaire	895 947 180 2 642 082 428 3 538 029 608	1 342 538 137 2 642 007 818 3 984 545 955	2 468 758 696 546 472 668 3 015 231 365	211 136 921 546 547 278 757 684 199
Programme n° 166 : Justice judiciaire	1 206 643 420 2 442 440 873 3 649 084 293	1 175 032 085 2 442 009 574 3 617 041 660	526 936 787 512 549 434 1 039 486 220	162 271 672 512 980 732 675 252 404
Programme n° 182 : Protection judiciaire de la jeunesse	343 331 592 554 880 954 898 212 546	322 087 280 554 874 375 876 961 656	110 976 678 111 628 349 222 605 026	97 407 177 111 634 928 209 042 105

	Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 310 : Conduite et pilotage de la politique de la justice		348 338 239 193 447 253 541 785 492	384 578 903 193 128 444 577 707 347	161 922 373 45 354 778 207 277 151	76 625 400 45 673 587 122 298 987
Programme n° 335 : Conseil supérieur de la magistrature		1 088 395 2 620 284 3 708 679	1 833 492 2 620 284 4 453 776	115 727 446 770 562 497	506 153 446 770 952 923
Médias, livre et industries culturelles		611 889 903	594 822 692	109 668 621	120 509 228
		611 889 903	594 822 692	109 668 621	120 509 228
Programme n° 180 : Presse et médias		286 877 788	284 840 986	82 194 999	82 237 980
		286 877 788	284 840 986	82 194 999	82 237 980
Programme n° 334 : Livre et industries culturelles		325 012 116	309 981 706	27 473 621	38 271 248
		325 012 116	309 981 706	27 473 621	38 271 248
Outre-mer		2 053 039 347	1 597 202 663	712 288 305	924 947 696
		166 601 599	166 601 599	39 245 228	39 245 228
		2 219 640 946	1 763 804 262	751 533 533	964 192 924
Programme n° 123 : Conditions de vie outre-mer		902 691 696	653 121 344	240 324 477	223 345 952
		902 691 696	653 121 344	240 324 477	223 345 952
Programme n° 138 : Emploi outre-mer		1 150 347 651 166 601 599 1 316 949 250	944 081 319 166 601 599 1 110 682 918	471 963 828 39 245 228 511 209 056	701 601 744 39 245 228 740 846 972
Plan de relance		-67 088 189	1 572 443 981	551 292 503	1 633 203 749
		-67 088 189	1 572 443 981	551 292 503	1 633 203 749
Programme n° 362 : Écologie		-58 283 583	1 155 618 458	99 784 147	609 148 699
		-58 283 583	1 155 618 458	99 784 147	609 148 699
Programme n° 363 : Compétitivité		33 268 667	293 033 268	194 506 786	584 611 120
		33 268 667	293 033 268	194 506 786	584 611 120
Programme n° 364 : Cohésion		-42 073 273	123 792 255	257 001 571	439 443 930
		-42 073 273	123 792 255	257 001 571	439 443 930
Pouvoirs publics		1 137 842 143	1 137 842 143	0	0
		1 137 842 143	1 137 842 143	0	0
Programme n° 501 : Présidence de la République		122 563 852	122 563 852	0	0
		122 563 852	122 563 852	0	0
Programme n° 511 : Assemblée nationale		607 647 569	607 647 569	0	0
		607 647 569	607 647 569	0	0
Programme n° 521 : Sénat		353 470 900	353 470 900	0	0
		353 470 900	353 470 900	0	0
Programme n° 531 : Conseil constitutionnel		17 930 000	17 930 000	0	0
		17 930 000	17 930 000	0	0

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 532 : Haute Cour				
Programme n° 533 : Cour de justice de la République	984 000	984 000	0	0
	984 000	984 000	0	0
Programme n° 541 : La Chaîne parlementaire	35 245 822	35 245 822	0	0
	35 245 822	35 245 822	0	0
Programme n° 542 : Indemnités des représentants français au Parlement européen				
Recherche et enseignement supérieur	30 160 884 595	27 444 648 439	670 300 191	2 756 637 727
	556 783 758	556 769 786	127 711 096	127 725 068
	30 717 668 353	28 001 418 225	798 011 287	2 884 362 795
Programme n° 142 : Enseignement supérieur et recherche agricoles	143 534 541	126 167 980	24 957 165	40 381 106
	210 376 165	210 376 165	50 762 299	50 762 299
	353 910 706	336 544 145	75 719 464	91 143 405
Programme n° 150 : Formations supérieures et recherche universitaire	14 902 735 223	14 535 649 428	177 746 589	153 216 428
	346 407 593	346 393 621	76 948 797	76 962 769
	15 249 142 816	14 882 043 049	254 695 386	230 179 197
Programme n° 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	7 991 698 401	6 149 032 269	225 886 797	1 628 257 180
	7 991 698 401	6 149 032 269	225 886 797	1 628 257 180
Programme n° 190 : Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 658 584 245	1 717 078 029	188 017 693	288 023 908
	1 658 584 245	1 717 078 029	188 017 693	288 023 908
Programme n° 191 : Recherche duale (civile et militaire)	141 049 846	112 839 876	0	28 209 970
	141 049 846	112 839 876	0	28 209 970
Programme n° 192 : Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	657 209 237	563 065 094	3 033 619	164 183 987
	657 209 237	563 065 094	3 033 619	164 183 987
Programme n° 193 : Recherche spatiale	1 607 279 541	1 409 756 246	0	197 523 295
	1 607 279 541	1 409 756 246	0	197 523 295
Programme n° 231 : Vie étudiante	3 058 793 561	2 831 059 518	50 658 329	256 841 852
	3 058 793 561	2 831 059 518	50 658 329	256 841 852
Régimes sociaux et de retraite	5 638 381 483	5 196 444 591	145 562 517	587 499 409
	5 638 381 483	5 196 444 591	145 562 517	587 499 409
Programme n° 195 : Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	988 959 572	901 459 572	9 786 529	97 286 529
	988 959 572	901 459 572	9 786 529	97 286 529
Programme n° 197 : Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	721 498 419	656 969 912	10 150 913	74 679 420
	721 498 419	656 969 912	10 150 913	74 679 420
Programme n° 198 : Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 927 923 492	3 638 015 107	125 625 075	415 533 460
	3 927 923 492	3 638 015 107	125 625 075	415 533 460

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Relations avec les collectivités territoriales	3 424 959 213	3 240 709 980	580 435 409	632 073 623
	3 424 959 213	3 240 709 980	580 435 409	632 073 623
Programme n° 119 : Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	3 139 314 867	3 040 872 093	389 476 986	421 490 674
	3 139 314 867	3 040 872 093	389 476 986	421 490 674
Programme n° 122 : Concours spécifiques et administration	285 644 346	199 837 887	190 958 424	210 582 948
	285 644 346	199 837 887	190 958 424	210 582 948
Remboursements et dégrèvements	127 475 841 311	126 996 353 166	13 004 304 711	13 483 792 856
		1 690		0
	127 475 841 311	126 996 354 856	13 004 304 711	13 483 791 166
Programme n° 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	123 562 734 058	123 088 049 366	12 626 411 964	13 101 096 656
		1 690		
	123 562 734 058	123 088 051 056	12 626 411 964	13 101 094 966
Programme n° 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	3 913 107 253	3 908 303 800	377 892 747	382 696 200
	3 913 107 253	3 908 303 800	377 892 747	382 696 200
Santé	2 755 473 490	2 506 842 264	37 085 105	331 672 760
	700 000	700 000	0	0
	2 756 173 490	2 507 542 264	37 085 105	331 672 760
Programme n° 183 : Protection maladie	1 116 740 000	935 663 800	0	181 076 200
	1 116 740 000	935 663 800	0	181 076 200
Programme n° 204 : Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	389 833 490	322 278 464	37 085 105	150 596 560
	700 000	700 000	0	0
	390 533 490	322 978 464	37 085 105	150 596 560
Programme n° 379 : Compensation à la sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)	1 248 900 000	1 248 900 000	0	0
	1 248 900 000	1 248 900 000	0	0
Sécurités	3 771 470 780	3 419 564 526	1 883 372 107	673 943 970
	16 916 322 071	16 916 023 861	3 309 153 789	3 309 451 999
	20 687 792 851	20 335 588 387	5 192 525 895	3 983 395 969
Programme n° 152 : Gendarmerie nationale	1 667 517 042	1 386 379 676	891 105 405	224 358 898
	7 493 296 413	7 493 173 774	1 484 742 267	1 484 864 906
	9 160 813 455	8 879 553 450	2 375 847 672	1 709 223 804
Programme n° 161 : Sécurité civile	563 955 937	489 685 092	274 593 814	177 101 642
	177 464 342	177 464 342	47 980 124	47 980 124
	741 420 279	667 149 434	322 573 938	225 081 766
Programme n° 176 : Police nationale	1 476 303 570	1 486 835 021	700 655 686	250 073 944
	9 245 561 316	9 245 385 745	1 776 431 398	1 776 606 969
	10 721 864 886	10 732 220 766	2 477 087 084	2 026 680 913
Programme n° 207 : Sécurité et éducation routières	63 694 232	56 664 737	17 017 201	22 409 487
	63 694 232	56 664 737	17 017 201	22 409 487

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Solidarité, insertion et égalité des chances	29 111 201 470 361 201 403 29 472 402 873	24 430 291 309 361 176 958 24 791 468 267	502 777 222 93 019 126 595 796 348	5 326 019 487 93 043 572 5 419 063 059
Programme n° 124 : Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	764 741 630 360 998 082 1 125 739 712	668 898 879 360 973 637 1 029 872 515	42 119 124 89 839 447 131 958 571	245 510 504 89 863 893 335 374 397
Programme n° 137 : Égalité entre les femmes et les hommes	62 915 103 62 915 103	60 715 528 60 715 528	9 618 331 9 618 331	12 569 782 12 569 782
Programme n° 157 : Handicap et dépendance	14 964 985 785 14 964 985 785	11 859 829 445 11 859 829 445	45 003 868 45 003 868	3 150 653 814 3 150 653 814
Programme n° 304 : Inclusion sociale et protection des personnes	13 318 558 951 203 321 13 318 762 272	11 840 847 457 203 321 11 841 050 778	406 035 900 3 179 679 409 215 579	1 917 285 387 3 179 679 1 920 465 066
Sport, jeunesse et vie associative	1 240 925 111 122 258 206 1 363 183 317	1 239 000 377 122 257 769 1 361 258 145	122 494 879 24 494 098 146 988 976	232 932 044 24 494 535 257 426 579
Programme n° 163 : Jeunesse et vie associative	739 156 713 15 477 033 754 633 745	712 559 914 15 477 033 728 036 947	34 423 054 6 727 947 41 151 001	75 255 857 6 727 947 81 983 804
Programme n° 219 : Sport	457 556 960 106 781 174 564 338 134	393 595 262 106 780 736 500 375 998	87 943 085 17 766 150 105 709 235	157 420 281 17 766 588 175 186 869
Programme n° 350 : Jeux olympiques et paralympiques 2024	44 211 438 44 211 438	132 845 201 132 845 201	128 740 128 740	255 906 255 906
Transformation et fonction publiques	561 234 978 39 089 161 600 324 139	621 196 496 39 089 161 660 285 657	734 425 581 9 538 724 743 964 305	380 357 412 9 538 724 389 896 135
Programme n° 148 : Fonction publique	212 422 369 106 861 212 529 230	193 619 557 106 861 193 726 418	52 176 788 181 689 52 358 477	85 003 880 181 689 85 185 569
Programme n° 348 : Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	242 858 255 242 858 255	303 809 029 303 809 029	528 180 323 528 180 323	207 401 158 207 401 158
Programme n° 349 : Transformation publique	78 139 772 78 139 772	104 906 704 104 906 704	143 697 052 143 697 052	73 226 316 73 226 316
Programme n° 352 : Innovation et transformation numériques	27 814 582 27 814 582	18 861 206 18 861 206	10 371 418 10 371 418	14 726 058 14 726 058
Programme n° 368 : Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	38 982 300 38 982 300	38 982 300 38 982 300	9 357 035 9 357 035	9 357 035 9 357 035
Travail et emploi	18 860 246 539 509 071 916 19 369 318 455	16 720 375 934 509 065 012 17 229 440 946	2 878 650 671 89 512 137 2 968 162 809	4 559 326 630 89 519 041 4 648 845 672
Programme n° 102 : Accès et retour à l'emploi	5 860 361 285 5 860 361 285	5 749 557 127 5 749 557 127	1 234 143 315 1 234 143 315	1 370 325 312 1 370 325 312

	Hors T2 T2 Total	Consommation	Consommation	Disponible	Disponible
		AE	CP	AE (indicatif)	CP (indicatif)
Programme n° 103 : Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi		12 746 290 954	10 813 482 185	1 605 969 556	3 118 161 956
		12 746 290 954	10 813 482 185	1 605 969 556	3 118 161 956
Programme n° 111 : Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail		170 317 164	79 256 058	4 886 818	26 897 700
		170 317 164	79 256 058	4 886 818	26 897 700
Programme n° 155 : Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail		83 277 135 509 071 916	78 080 564 509 065 012	33 650 983 89 512 137	43 941 662 89 519 041
		592 349 051	587 145 576	123 163 120	133 460 704

Budgets annexes

	Hors T2 T2 Total	Consommation	Consommation	Disponible	Disponible
		AE	CP	AE (indicatif)	CP (indicatif)
Contrôle et exploitation aériens		862 946 433	711 454 261	338 248 807	240 636 408
		968 847 037	968 817 382	372 283 228	372 312 883
		1 831 793 470	1 680 271 643	710 532 035	612 949 291
Programme n° 612 : Navigation aérienne		627 184 247	513 927 968	291 605 376	167 435 257
		627 184 247	513 927 968	291 605 376	167 435 257
Programme n° 613 : Soutien aux prestations de l'aviation civile		197 090 466 968 847 037	162 969 397 968 817 382	29 018 303 372 283 228	50 624 121 372 312 883
		1 165 937 503	1 131 786 779	401 301 531	422 937 004
Programme n° 614 : Transports aériens, surveillance et certification		38 671 719	34 556 897	17 625 129	22 577 029
		38 671 719	34 556 897	17 625 129	22 577 029
Publications officielles et information administrative		67 351 283	56 497 890	22 119 217	24 308 363
		52 037 561	52 037 561	14 234 376	14 234 376
		119 388 844	108 535 451	36 353 593	38 542 739
Programme n° 623 : Édition et diffusion		34 000 681	28 770 876	13 696 472	13 206 243
		34 000 681	28 770 876	13 696 472	13 206 243
Programme n° 624 : Pilotage et ressources humaines		33 350 601 52 037 561	27 727 014 52 037 561	8 422 746 14 234 376	11 102 120 14 234 376
		85 388 163	79 764 575	22 657 121	25 336 496

Comptes d'affectation spéciale

	Hors T2 T2 Total	Consommation	Consommation	Disponible	Disponible
		AE	CP	AE (indicatif)	CP (indicatif)
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers		915 253 418	900 226 680	1 265 969 396	1 284 464 689
		915 253 418	900 226 680	1 265 969 396	1 284 464 689
Programme n° 751 : Structures et dispositifs de sécurité routière		283 022 064	272 441 246	56 700 317	70 352 310
		283 022 064	272 441 246	56 700 317	70 352 310

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 753 : Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	18 640 000 18 640 000	18 640 000 18 640 000	7 560 000 7 560 000	7 560 000 7 560 000
Programme n° 754 : Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	613 591 354 613 591 354	609 145 434 609 145 434	574 318 880 574 318 880	579 162 180 579 162 180
Programme n° 755 : Désendetttement de l'État			627 390 199 627 390 199	627 390 199 627 390 199
Développement agricole et rural	123 263 772 123 263 772	102 625 583 102 625 583	52 564 889 52 564 889	157 217 341 157 217 341
Programme n° 775 : Développement et transfert en agriculture	51 815 251 51 815 251	47 196 773 47 196 773	25 586 708 25 586 708	55 560 662 55 560 662
Programme n° 776 : Recherche appliquée et innovation en agriculture	71 448 521 71 448 521	55 428 810 55 428 810	26 978 181 26 978 181	101 656 679 101 656 679
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	290 727 171 290 727 171	230 445 718 230 445 718	82 862 524 82 862 524	483 730 224 483 730 224
Programme n° 793 : Électrification rurale	284 491 482 284 491 482	226 619 812 226 619 812	79 296 788 79 296 788	451 782 633 451 782 633
Programme n° 794 : Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées	6 235 689 6 235 689	3 825 906 3 825 906	3 565 736 3 565 736	31 947 592 31 947 592
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	159 795 902 159 795 902	218 870 770 218 870 770	360 489 993 360 489 993	284 202 259 284 202 259
Programme n° 721 : Contribution des cessions immobilières au désendetttement de l'État				
Programme n° 723 : Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État	159 795 902 159 795 902	218 870 770 218 870 770	360 489 993 360 489 993	284 202 259 284 202 259
Participations financières de l'État	8 860 077 509 8 860 077 509	8 660 077 509 8 660 077 509	5 389 634 737 5 389 634 737	5 589 634 737 5 589 634 737
Programme n° 731 : Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	2 385 125 910 2 385 125 910	2 185 125 910 2 185 125 910	5 389 634 737 5 389 634 737	5 589 634 737 5 589 634 737
Programme n° 732 : Désendetttement de l'État et d'établissements publics de l'État	6 474 951 599 6 474 951 599	6 474 951 599 6 474 951 599	0 0	0 0

	Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Pensions		1 122 361 338	1 122 359 291	243 864 098	243 866 145
		54 648 165 239	54 648 165 239	12 948 315 794	12 948 315 794
		55 770 526 577	55 770 524 530	13 192 179 892	13 192 181 939
Programme n° 741 : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité		2 835 616	2 834 116	7 622 684	7 624 184
		53 075 547 859	53 075 547 859	12 336 614 337	12 336 614 337
		53 078 383 475	53 078 381 975	12 344 237 021	12 344 238 521
Programme n° 742 : Ouvriers des établissements industriels de l'État		5 030 163	5 030 163	2 959 006	2 959 006
		1 558 185 185	1 558 185 185	607 058 665	607 058 665
		1 563 215 348	1 563 215 348	610 017 671	610 017 671
Programme n° 743 : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions		1 114 495 559	1 114 495 012	233 282 408	233 282 955
		14 432 196	14 432 196	4 642 791	4 642 791
		1 128 927 754	1 128 927 207	237 925 200	237 925 747

Comptes de concours financiers

	Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Accords monétaires internationaux					
Programme n° 811 : Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine					
Programme n° 812 : Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale					
Programme n° 813 : Relations avec l'Union des Comores					
Avances à l'audiovisuel public		3 951 794 890	3 317 107 028	54 933 505	689 621 367
		3 951 794 890	3 317 107 028	54 933 505	689 621 367
Programme n° 841 : France Télévisions		2 523 106 868	2 102 589 060	0	420 517 808
		2 523 106 868	2 102 589 060	0	420 517 808
Programme n° 842 : ARTE France		293 691 041	244 507 318	0	49 183 723
		293 691 041	244 507 318	0	49 183 723
Programme n° 843 : Radio France		652 954 400	544 128 670	0	108 825 730
		652 954 400	544 128 670	0	108 825 730
Programme n° 844 : France Médias Monde		275 679 999	250 746 482	24 933 513	49 867 030
		275 679 999	250 746 482	24 933 513	49 867 030
Programme n° 845 : Institut national de l'audiovisuel		103 913 354	86 594 470	0	17 318 884
		103 913 354	86 594 470	0	17 318 884

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 847 : TV5 Monde	83 449 220	69 541 020	0	13 908 200
	83 449 220	69 541 020	0	13 908 200
Programme n° 848 : Programme de transformation	19 000 008	19 000 008	29 999 992	29 999 992
	19 000 008	19 000 008	29 999 992	29 999 992
Avances aux collectivités territoriales	107 581 889 196	107 570 030 218	25 317 202 510	25 329 061 488
	107 581 889 196	107 570 030 218	25 317 202 510	25 329 061 488
Programme n° 832 : Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie			6 000 000	6 000 000
			6 000 000	6 000 000
Programme n° 833 : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	107 583 150 056	107 571 291 078	25 311 202 510	25 323 061 488
	107 583 150 056	107 571 291 078	25 311 202 510	25 323 061 488
Programme n° 834 : Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de covid-19	-1 260 860	-1 260 860		
	-1 260 860	-1 260 860		
Prêts à des États étrangers	417 291 263	488 330 928	869 831 127	710 794 266
	417 291 263	488 330 928	869 831 127	710 794 266
Programme n° 851 : Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	413 829 472	334 869 137	586 170 528	427 133 667
	413 829 472	334 869 137	586 170 528	427 133 667
Programme n° 852 : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	3 461 791	3 461 791	283 660 599	283 660 599
	3 461 791	3 461 791	283 660 599	283 660 599
Programme n° 853 : Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers		150 000 000		0
		150 000 000		0
Programme n° 854 : Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro				
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	280 177 800	326 296 522	708 025 752	587 507 030
	280 177 800	326 296 522	708 025 752	587 507 030
Programme n° 861 : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État			50 000	50 000
			50 000	50 000
Programme n° 862 : Prêts pour le développement économique et social	277 000 000	193 500 000	203 263 552	347 963 552
	277 000 000	193 500 000	203 263 552	347 963 552
Programme n° 869 : Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle		129 618 722	500 000 000	223 781 278
		129 618 722	500 000 000	223 781 278

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 876 : Prêts octroyés dans le cadre des programmes des investissements d'avenir				11 000 000 11 000 000
Programme n° 877 : Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine	3 177 800 3 177 800	3 177 800 3 177 800	4 712 200 4 712 200	4 712 200 4 712 200
Programme n° 878 : Soutien à la filière nickel en Nouvelle Calédonie				
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	10 246 600 000	5 488 296 000	286 617 124	5 044 921 124
	10 246 600 000	5 488 296 000	286 617 124	5 044 921 124
Programme n° 821 : Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	10 000 000 000 10 000 000 000	5 271 696 000 5 271 696 000	0 0	4 728 304 000 4 728 304 000
Programme n° 823 : Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	186 600 000 186 600 000	186 600 000 186 600 000	23 400 000 23 400 000	23 400 000 23 400 000
Programme n° 824 : Prêts et avances à des services de l'État			238 217 124 238 217 124	238 217 124 238 217 124
Programme n° 825 : Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex			15 000 000 15 000 000	15 000 000 15 000 000
Programme n° 826 : Prêts aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité				
Programme n° 827 : Prêts destinés à soutenir Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de la covid-19				
Programme n° 828 : Prêts destinés à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la covid-19				
Programme n° 829 : Prêts destinés au financement des infrastructures de transports collectifs du quotidien de la métropole d'Aix-Marseille-Provence				
Programme n° 830 : Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens	60 000 000 60 000 000	30 000 000 30 000 000	10 000 000 10 000 000	40 000 000 40 000 000

Note : des consommations négatives peuvent apparaître du fait de rétablissements de crédits plus importants que la consommation de crédits budgétaires.

Comptes spéciaux non dotés de crédits

	Dépenses des comptes
901 Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	745 762 741
902 Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État	657 060 722
903 Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	49 346 861 428
904 Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	7 641 150
907 Opérations commerciales des domaines	58 071 726
909 Régie industrielle des établissements pénitentiaires	28 160 644
910 Couverture des risques financiers de l'État	1 153 291 633
912 Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	172 411 501
915 Soutien financier au commerce extérieur	1 106 466 130
951 Émission des monnaies métalliques	105 390 637
952 Opérations avec le Fonds monétaire international	682 346 606
953 Pertes et bénéfices de change	17 458 437

Note : les comptes de commerce et les comptes d'opérations monétaires ne sont pas dotés de crédits en loi de finance, seule leur autorisation de découvert a un caractère limitatif. De fait, seules les dépenses de ces comptes peuvent être présentées.

Évaluations préalables

Note

Cette partie présente les évaluations préalables des articles du projet de loi de finances de fin de gestion, en application de l'article 53 (4°) de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

Présentées pour la première fois au Parlement à l'occasion du projet de loi de finances pour 2010, ces évaluations résultent d'une obligation prévue par la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution. Cette réforme a inscrit dans la LOLF l'obligation d'accompagner d'une évaluation préalable chaque disposition ne relevant pas du domaine exclusif des lois de finances. L'exercice d'évaluation préalable a cependant été étendu à certains articles qui appartiennent au domaine exclusif des lois de finances, afin d'assurer la meilleure information possible du Parlement.

Pour chaque article soumis à une évaluation préalable sont ainsi présentés :

- le diagnostic des difficultés à résoudre et les objectifs de la réforme envisagée, en mettant en lumière les limites du dispositif existant ;
- les différentes options envisageables, leurs avantages et inconvénients respectifs, afin de mettre en évidence les raisons ayant présidé au choix de la mesure proposée ;
- le dispositif juridique retenu, en précisant le rattachement de la mesure au domaine de la loi de finances, son articulation avec le droit européen et ses modalités d'application dans le temps et sur le territoire ;
- l'impact de la disposition envisagée, en distinguant, d'une part, les incidences (économiques, financières, sociales et environnementales) pour les différentes catégories de personnes physiques et morales intéressées et, d'autre part, les conséquences (budgétaires, sur l'emploi public et sur la charge administrative) pour les administrations publiques concernées ;
- les consultations menées avant la saisine du Conseil d'État, qu'elles aient un caractère obligatoire ou facultatif ;
- la mise en œuvre de la disposition, en indiquant la liste prévisionnelle des textes d'application requis, les autres moyens éventuellement nécessaires à la mise en place du dispositif, ainsi que ses modalités de suivi.

Ces différentes catégories ont été renseignées avec pour but d'éclairer au mieux l'article auquel elles se rapportent. Chaque évaluation préalable suit ainsi un principe de proportionnalité, en mettant l'accent sur les incidences les plus significatives, variables d'une disposition à l'autre.

ARTICLE 1**Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers****Évaluation préalable de l'article****1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée****1.1. Situation actuelle**

L'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) est un établissement public à caractère administratif encadré par l'article R. 1512-12 du code des transports. Elle est administrée par un conseil d'administration composé pour moitié de représentants de l'État et pour moitié d'élus nationaux et locaux, et d'une personnalité qualifiée. Les ressources de l'AFITF sont de plusieurs natures (une part du produit de l'accise sur les énergies, taxe d'aménagement du territoire prélevée par les concessionnaires d'autoroutes, redevance domaniale versée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes, une partie du produit des amendes des radars automatiques du réseau routier national, une contribution volontaire des sociétés concessionnaires d'autoroutes, une fraction du tarif de solidarité sur les billets d'avion instituée en loi de finances pour 2020) et permettent de financer l'ensemble des dépenses de l'Agence.

Voies navigables de France (VNF), établissement public de l'État à caractère administratif prévu aux articles L. 4311-1-1 à L. 4316-14 du code des transports, compte parmi ses ressources une redevance hydraulique prévue aux articles R. 4316-1 à R. 4316-10-1 du code des transports dont il est affectataire dans la limite d'un plafond fixé à 136,5 M€. L'article 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a prévu la suppression de la taxe hydraulique au 31 décembre 2019, et son remplacement par cette redevance hydraulique, à caractère domanial. Elle est due par les titulaires de titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public fluvial confié à VNF qui implantent ou exploitent des ouvrages destinés à la prise ou au rejet d'eau, ou d'autres ouvrages hydrauliques destinés à prélever ou à évacuer des volumes d'eau sur le domaine public fluvial.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

Une fraction d'accise sur les énergies est affectée à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France pour un montant de 2 044,2 M€, conformément à l'article L. 1512-20 du code des transports.

La redevance hydraulique prévue aux articles R. 4316-1 à R. 4316-10-1 du code des transports est affectée à VNF dans la limite d'un plafond fixé à 136,5 M€.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

L'abaissement du plafond d'accise affectée à l'AFITF a pour objectif de matérialiser des mesures d'économie en gestion, en lien avec les annulations de crédits sur le programme 203, et de procéder à diverses régularisations.

Le relèvement du plafond de la redevance hydraulique affectée à VNF a pour objectif de permettre à l'opérateur de bénéficier du rendement dynamique escompté de la redevance.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

– La fraction de l'accise affectée à l'AFITF est ajustée pour tenir compte des mesures d'économies en gestion et est cohérente avec la trajectoire d'investissements pour 2024 dans le domaine des infrastructures de transports.

– Le relèvement du plafond de la redevance hydraulique affectée à VNF (+9,1 M€) a pour objectif de permettre à l'opérateur de bénéficier du rendement escompté de la redevance correspondant aux titres émis en 2023, mais dont les paiements ont été recouverts en 2024, dans le respect de la trajectoire fixée par le contrat d'objectifs et de performance de l'établissement 2023-2032.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

S'agissant des ressources affectées à l'AFITF, deux options sont possibles :

- Option 1 : ne pas modifier le plafond de la fraction d'accise sur les énergies ;
- Option 2 : diminuer le plafond de la fraction d'accise sur les énergies.

S'agissant de la redevance hydraulique affectée à VNF, deux options sont possibles :

- Option 1 : ne pas modifier le plafond de la redevance hydraulique ;
- Option 2 : augmenter le plafond de la redevance hydraulique.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

S'agissant des ressources affectées à l'AFITF :

- Option 1 : ne pas modifier le plafond de la fraction d'accise sur les énergies ;
- Option 2 : matérialiser des mesures d'économie en gestion, en lien avec les annulations de crédits sur le programme 203, et procéder à diverses régularisations.

S'agissant de la redevance hydraulique affectée à VNF :

- Option 1 : remettre en cause de la trajectoire du contrat d'objectifs et de performance de l'établissement ;
- Option 2 : bénéficier du rendement dynamique escompté de la redevance hydraulique conformément à la trajectoire du contrat d'objectifs et de performance de l'établissement.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

S'agissant de l'AFITF, la fixation du plafond de la fraction d'assise assure le respect de la trajectoire de dépenses arbitrée ;

S'agissant de VNF, le relèvement du plafond de la redevance hydraulique permet le respect de la trajectoire du contrat d'objectifs et de performance de l'établissement.

3. Dispositif juridique

3.1. Rattachement au domaine de la loi de finances

En application de l'article 35 de la LOLF, les lois de finances de fin de gestion ne peuvent comporter les dispositions prévues au 2° du I relatives aux ressources de l'État. Elles peuvent toutefois comporter des dispositions tendant à modifier, pour l'année en cours, l'affectation d'impositions de toutes natures. La modification du plafond des deux impositions concernées par le présent projet d'article ayant pour conséquence une modification des montants affectés, ces dispositions peuvent figurer en loi de finances de fin de gestion.

3.2. Liste des dispositions (législatives et réglementaires) à créer, à modifier ou à abroger

Article 156 de la loi de finances pour 2024.

3.3. Articulation avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration (traités, droit dérivé, jurisprudence, aides d'État)

Cet article ne vise pas à transposer en droit français des normes juridiques européennes. Il est par ailleurs compatible avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration.

3.4. Modalités d'application dans le temps (mesures transitoires éventuelles) et sur le territoire (justification, le cas échéant, des adaptations proposées et de l'absence d'application de la disposition à certaines collectivités d'outre-mer)

Cet article n'appelle pas de mesure transitoire. Compte tenu de leur nature, les mesures proposées n'appellent pas d'adaptation en outre-mer.

4. Incidence de la disposition envisagée

4.1. Évaluation des conséquences pour chaque catégorie de personnes physiques et morales intéressées

4.1.1. Incidences micro et/ou macro-économiques (impact sur la croissance, la compétitivité, la concurrence, modification des comportements...)

Sans objet.

4.1.2. Coûts et bénéfices financiers pour chaque catégorie de personnes physiques et morales concernée

Les plafonds des taxes affectées prévus par le présent article, dès lors qu'ils sont fixés en deçà du rendement de l'imposition, conduisent à un écrêtement des ressources directement attribuées à l'affectataire et à une restitution automatique du surplus au budget général de l'État.

Affectataires	Plafond LFI 2024	Plafond LFG 2024	Variation du niveau d'affectation (k€)
AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France	2 044 150 000	1 650 811 986	-393 338 014
VNF - Voies navigables de France	136 500 000	145 600 000	9 100 000

4.1.3. Incidences en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Sans objet.

4.1.4. Incidences sur la stratégie d'ensemble relative aux personnes en situation de handicap (domaines, moyens à prévoir pour leur mise en œuvre...)

Sans objet.

4.1.5. Incidences sociales (impact sur l'emploi et le marché du travail en particulier)

Sans objet.

4.1.6. Incidences environnementales

Sans objet.

4.1.7. Incidences sur la jeunesse

Sans objet.

4.2. Évaluation des conséquences pour les administrations publiques concernées

4.2.1. Incidences budgétaires (coûts/économies nets de la mesure proposée)

La baisse du plafond de la fraction d'assise sur les énergies affectée à l'AFITF permet de matérialiser des mesures d'économie en gestion et représente une recette supplémentaire pour le budget général de 393 M€.

Le rehaussement du plafond de la redevance hydraulique perçue par VNF ne constitue pas un coût direct pour le budget général et permet à l'établissement de bénéficier des recettes liées aux titres émis en 2023 mais recouverts

seulement en 2024. En revanche, par rapport à un contrefactuel qui consisterait à ne pas relever le plafond, le rehaussement en 2024 conduit à une moindre recette pour le budget général de 9,1 M€.

4.2.2. Incidences sur l'emploi public et la charge administrative

Sans objet.

4.3. Description synthétique de la méthode d'évaluation utilisée

Concernant l'AFITF, le plafond est ajusté pour tenir compte des mesures d'économies en gestion et est cohérente avec la trajectoire d'investissements pour 2024.

Concernant la redevance hydraulique, la nouvelle prévision a été réalisée sur la base des encaissements réels de VNF.

5. Consultations menées

5.1. Consultations obligatoires (collectivités d'outre-mer, commissions administratives...)

Sans objet.

5.2. Consultations facultatives

Sans objet.

6. Mise en œuvre de la disposition

6.1. Liste prévisionnelle des textes d'application nécessaires

Sans objet.

6.2. Le cas échéant, moyens autres que budgétaires et juridiques nécessaires à la mise en place du dispositif proposé (formalités administratives, évolution de l'organisation administrative...)

Sans objet.

6.3. Modalités de suivi de la disposition (durée d'application, évaluation)

Dispositif au titre de l'année 2024.

ARTICLE 2

Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers "Avances à l'audiovisuel public" au titre de l'année 2024

Évaluation préalable de l'article

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

Le VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 régit le fonctionnement du compte de concours financiers (CCF) « Avances à l'audiovisuel public ». En 2024, ce CCF retrace :

- en dépenses : le montant des avances accordées aux sociétés et à l'établissement public visés par les articles 44, 45 et 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, ainsi qu'à la société TV5 Monde ; une partie de ces avances peut financer des actions de transformation identifiées dans les contrats d'objectifs et de moyens mentionnés au I de l'article 53 de la même loi ;
- en recettes : les recettes du compte proviennent, jusqu'au 31 décembre 2024, d'une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée déterminée chaque année par la loi de finances de l'année. Au titre de l'année 2024, cette fraction est d'un montant de 4 026 728 396 euros. Les recettes proviennent également, le cas échéant, du remboursement des avances destinées à financer les actions de transformation mentionnées au 1° du présent 1 lorsqu'il apparaît que la société ou l'établissement public concerné ne les a pas mises en œuvre.

Les avances sont versées chaque mois aux organismes bénéficiaires à raison d'un douzième du montant prévisionnel des recettes du compte. Toutefois, le montant d'une ou de plusieurs avances peut être réduit en l'absence de mise en œuvre de tout ou partie des actions de transformation mentionnées au 1, dans la limite de la fraction de ces avances consacrée au financement de ces actions.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

La loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 a supprimé la contribution à l'audiovisuel public prévue aux articles 1605 et suivants du code général des impôts (CGI). Cette contribution constituait environ 85 % des recettes du CCF « Avances à l'audiovisuel public » (3 140,5 M€ prévus en loi de finances pour 2022), lesquelles étaient complétées par la compensation des dégrèvements pris en charge par le budget général de l'État. Cette compensation correspondait à une subvention d'équilibre provenant du programme 200 « Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État » (560,8 M€ prévus en loi de finances pour 2022).

Par ailleurs, cette loi a modifié le VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 qui régit le fonctionnement du CCF :

- à titre transitoire, pour 2022, il était prévu que les recettes du CCF soient alimentées d'une part, à titre principal, par une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) prévue aux articles 256 et suivants du CGI et, d'autre part, à titre accessoire, par des remboursements d'avances correspondant au produit résiduel de la contribution à l'audiovisuel public à la suite de sa suppression (3 du VI de l'article 46 de la loi de finances pour 2006 susmentionnée) ;
- depuis 2023, les recettes du CCF sont uniquement alimentées par une fraction du produit de la TVA, jusqu'au 31 décembre 2024 (2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi de finances pour 2006 susmentionnée).

L'article 162 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 fixe la fraction du produit de TVA affectée aux recettes du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2024. Cet article tire également les conséquences de la création d'une enveloppe additionnelle de 180 M€ sur trois ans, au profit des projets de modernisation et de transformation mis en œuvre par les entités de l'audiovisuel public. Cette enveloppe est inscrite au sein d'un nouveau programme budgétaire du compte de concours financiers, le

programme 848. L'article prévoit qu'en cas de non mise en œuvre des engagements spécifiques sur les projets de transformation prévus par les contrats d'objectifs et de moyens, des remboursements sont opérés par les sociétés sur les versements antérieurs et le niveau des versements aux sociétés peut être réduit.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

Le 2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi de finances pour 2006 prévoit désormais que « les recettes du compte proviennent, jusqu'au 31 décembre 2024, d'une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée déterminée chaque année par la loi de finances de l'année ». Par conséquent, il est nécessaire de fixer la fraction de TVA au sein de chaque projet de loi de finances.

En fin de gestion, le montant de TVA doit être ajusté selon les évolutions intervenues en cours d'année. Le présent article abaisse le niveau de la dotation de -50,7 M€ pour établir la TVA affectée à l'audiovisuel public à 3 976,1 M€. Son niveau demeure supérieur de +179,2 M€ par rapport à 2023.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

L'objectif de cet article est de fixer la fraction du produit de la TVA affectée aux recettes du CCF « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2024. Le montant de recettes consécutif à cette fraction de TVA correspond aux ressources des six entités de l'audiovisuel public et du programme de transformation pour 2024.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Le dispositif instauré par la première loi de finances rectificative pour 2022 du 16 août 2022 n'offre pas d'autre option que celle de légiférer en loi de finances pour fixer la fraction de TVA affectée aux recettes du CCF jusqu'au 31 décembre 2024.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Sans objet.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

Sans objet.

3. Dispositif juridique

3.1. Rattachement au domaine de la loi de finances

Une fraction du produit de la TVA est affectée aux recettes du CCF « Avances à l'audiovisuel public » et ses modalités de remboursement sont adaptées pour une partie de cette fraction.

Le 3° du I de l'article 34 de la LOLF prévoit que les dispositions touchant aux affectations de recettes au sein du budget de l'État, et donc aux CCF, relèvent exclusivement de la loi de finances. De plus, l'article 19 de la LOLF dispose que « l'affectation d'une recette à un compte spécial ne peut résulter que d'une disposition de loi de finances ». Le recours à la loi de finances est donc nécessaire s'agissant de la fixation de la fraction de TVA affectée aux recettes du CCF et de l'adaptation de ses modalités de remboursement.

L'article 35 de la LOLF prévoit que les lois de finances de fin de gestion peuvent, en cours d'année, modifier les dispositions de la loi de finances de l'année prévues au 3° du I de l'article 34 de la LOLF.

3.2. Liste des dispositions (législatives et réglementaires) à créer, à modifier ou à abroger

Le VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 doit être modifié.

3.3. Articulation avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration (traités, droit dérivé, jurisprudence, aides d'État)

Cet article ne vise pas à transposer en droit français des normes juridiques européennes. Il est par ailleurs compatible avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration.

3.4. Modalités d'application dans le temps (mesures transitoires éventuelles) et sur le territoire (justification, le cas échéant, des adaptations proposées et de l'absence d'application de la disposition à certaines collectivités d'outre-mer)

Modalités d'application dans les départements et régions d'outre-mer

Guadeloupe	Sans objet
Guyane	Sans objet
Martinique	Sans objet
Réunion	Sans objet
Mayotte	Sans objet

Application éventuelle dans les collectivités d'outre-mer

Saint-Barthélemy	Sans objet
Saint-Martin	Sans objet
Saint-Pierre-et-Miquelon	Sans objet
Wallis et Futuna	Sans objet
Polynésie française	Sans objet
Nouvelle-Calédonie	Sans objet
Terres australes et antarctiques françaises	Sans objet

4. Incidences de la disposition envisagée

4.1. Évaluation des conséquences pour chaque catégorie de personnes physiques et morales intéressées

4.1.1. Incidences micro et/ou macro-économiques (impact sur la croissance, la compétitivité, la concurrence, modification des comportements...)

La disposition proposée n'a pas d'incidence micro et macro-économiques directe.

4.1.2. Coûts et bénéfices financiers pour chaque catégorie de personnes physiques et morales concernée

La disposition proposée conduit à une baisse de -50,7 M€ de la dotation du secteur de l'audiovisuel public par rapport au montant prévu en loi de finances pour 2024.

Pour mémoire, le montant de dotation globale en loi de finances pour 2024 prévoyait d'augmenter la dotation du secteur de l'audiovisuel public de +229,9 M€ par rapport à la dotation 2023, telle que prévue par le projet de loi de finances de fin de gestion pour 2023.

Le niveau de la dotation publique prévu en loi de finances pour 2024 à hauteur de 4 026,8 M€ intégrait le financement de la hausse tendancielle des charges des sociétés, et d'une part des effets de l'inflation sur les charges d'exploitation, ainsi que la compensation des effets fiscaux liés à la suppression de la contribution à l'audiovisuel public (CAP). Il était également prévu une enveloppe complémentaire de +69 M€ au titre du programme de transformation.

Cette enveloppe a été réduite de -20 M€ par le décret d'annulation du 21 février 2024, répartie au prorata du montant initial de l'avance qui devait être versée au titre du programme de transformation (-13 M€ pour France TV, -4,3 M€ pour Radio France, -1,5 M€ pour France Médias Monde et -1,2 M€ pour l'INA).

À compter d'avril, les versements restants du programme de transformation (30 M€ sur les 49 M€) ont été suspendus dans le contexte des travaux sur la réforme de la gouvernance : leur allocation devant être réinterrogée pour tenir compte du projet de rapprochement structurel des entreprises du secteur (holding puis entreprise unique). Dans l'attente de l'avancée de cette réforme, les versements n'ont pas repris. Au total, 19 M€ ont été versés aux entreprises au titre du programme de transformation en 2024.

En complément, les évolutions proposées par rapport à la dotation initialement prévue consistent en une correction d'effets fiscaux résultant des conséquences de la suppression de la CAP par la première loi de finances rectificative pour 2022, que l'État s'est engagé à compenser, à hauteur de -25,2 M€. En effet, la substitution à la CAP d'une ressource publique désormais non assujettie à la TVA a des conséquences fiscales pour les sociétés de l'audiovisuel public : l'assujettissement à la taxe sur les salaires (à partir de 2023) pour l'ensemble des sociétés, et pour certaines d'entre elles, la suppression de la déduction de la TVA sur les achats et services (effective dès le 1^{er} août 2022). Dans ce cadre, l'État s'est engagé à compenser financièrement dès 2022 « à l'euro près » ces impacts fiscaux. Les montants inscrits en loi de finances initiale correspondant à des prévisions, un mécanisme de régularisation est prévu en loi de finances de fin de gestion de l'année N, afin d'ajuster précisément ces montants sur la base de l'arrêté des comptes N-1.

À ce titre, les régularisations devant intervenir sur la base des montants effectivement décaissés par les organismes dans leurs comptes 2023 s'élèvent au total à -0,7 M€ dont -1,56 M€ pour ARTE France, +0,35 M€ France Médias Monde, +0,16 M€ pour l'INA, et +0,38 M€ pour TV5 Monde.

Tableau 1 : Synthèse des évolutions

Audiovisuel public	LFI 2024	Programme de transformation	Correction effets fiscaux	LFG 2024	Ecart LFI 2024 / LFG 2024
France Télévisions	2 523 106 868			2 523 106 868	-
Arte France	295 102 353		1 561 312	293 541 041	- 1 561 312
Radio France	652 954 400			652 954 400	-
France Médias Monde	299 202 200		350 466	299 552 666	350 466
INA	108 913 354		162 000	104 075 354	162 000
TV5 Monde	83 449 220		377 000	83 826 220	377 000
Programme de Transformation	69 000 000	49 999 992		19 000 008	- 49 999 992
France Télévisions	45 000 000	32 608 694		12 391 306	- 32 608 694
Arte France		-		-	-
Radio France	15 000 000	10 869 564		4 130 436	- 10 869 564
France Médias Monde	5 000 000	3 623 186		1 376 814	- 3 623 186
INA	4 000 000	2 898 548		1 101 452	- 2 898 548
Total	4 026 728 395	49 999 992	671 846	3 976 056 557	- 50 671 838

4.1.3. Incidences en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

La disposition n'a pas d'incidence en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

4.1.4. Incidences sur la stratégie d'ensemble relative aux personnes en situation de handicap (domaines, moyens à prévoir pour leur mise en œuvre...)

La disposition n'a pas d'incidence sur la stratégie d'ensemble relative aux personnes en situation de handicap.

4.1.5. Incidences sociales (impact sur l'emploi et le marché du travail en particulier)

La disposition n'a pas d'incidence sociale.

4.1.6. Incidences environnementales

La disposition n'a pas d'incidence sur l'environnement.

4.1.7. Incidences sur la jeunesse

La disposition n'a pas d'incidence directe sur la jeunesse.

4.2. Évaluation des conséquences pour les administrations publiques concernées

4.2.1. Incidences budgétaires (coûts/économies nets de la mesure proposée)

La disposition a une incidence de +50,7 M€ sur le solde budgétaire de l'État par rapport à la LFI 2024.

	2024	Coût pérenne ou économie pérenne (-)
État	+50,7	
Dépenses de personnel (AE=CP) [1]		
Dépenses hors personnel : AE [2]		
Dépenses hors personnel : CP [3]	+50,7	
Total pour l'État : AE [1]+[2]		
Total pour l'État : CP [4]=[1]+[3]	+50,7	
Collectivités territoriales [5]		
Sécurité sociale [6]		
Autres administrations publiques [7]		
Total pour l'ensemble des APU [4]+[5]+[6]+[7]	+50,7	

	2024	Augmentation pérenne (+) ou diminution pérenne (-)
État	+50,7	
Collectivités territoriales		
Sécurité sociale		
Autres administrations publiques		
Total pour l'ensemble des APU	+50,7	

4.2.2. Incidences sur l'emploi public et la charge administrative

La disposition n'a pas d'incidence directe sur l'emploi public et la charge administrative.

4.3. Description synthétique de la méthode d'évaluation utilisée

La fraction de TVA proposée correspond au montant de dotation de l'audiovisuel public arbitré pour 2024.

5. Consultations menées

5.1. Consultations obligatoires (collectivités d'outre-mer, commissions administratives...)

Cette mesure ne nécessite pas de consultations obligatoires.

5.2. Consultations facultatives

Aucune consultation facultative n'a été menée.

6. Mise en œuvre de la disposition

6.1. Liste prévisionnelle des textes d'application nécessaires

La présente disposition ne nécessite aucune disposition d'application pour entrer en vigueur.

6.2. Le cas échéant, moyens autres que budgétaires et juridiques nécessaires à la mise en place du dispositif proposé (formalités administratives, évolution de l'organisation administrative...)

Aucun dispositif particulier ne sera nécessaire à la mise en œuvre de la mesure proposée.

6.3. Modalités de suivi de la disposition (durée d'application, évaluation)

La mise en œuvre de cette disposition sera retracée dans le rapport annuel de performances du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public », annexé au projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024.

